

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE
MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE
UNIVERSITE ABDELHAMID IBN BADIS MOSTAGANEM
FACULTE DES SCIENCES ECONOMIQUES, COMMERCIALES ET DES SCIENCES
DE GESTION

DEPARTEMENT DES SCIENCES ECONOMIQUES

Option: Economie Bancaire et Monétaire

Mémoire

En vue de l'obtention du diplôme de Master en Sciences Economiques

Thème

**Le Marché des Devises en Algérie :
L'Etude de l'Ecart entre l'Officiel et l'Informel**

Présentée Et Soutenue par :

KOURDBAKIR BAYA

Jury composé de:

BENHARRAT Hayet	MCA	Présidente	Université de Mostaganem
MOKHEFI Amine	MCA	Encadreur	Université de Mostaganem
OUDDANE Bouabdellah	MCA	Examineur	Université de Mostaganem

Année universitaire : 2017/2018

Remerciements

Ce travail porte l’empreinte de nombreuses personnes auxquelles La première personne que je tiens à remercier, mon encadreur Mr. Mokhefi amine, pour l’orientation, la confiance, la patience qui ont constitué un apport considérable sans lequel ce travail n’aurait pas pu être mené au bon port. Qu’il trouve dans ce travail un respect vivant à sa haute personnalité.

J’adresse aussi mes sincères remerciements à mes meilleurs amis, professeurs universitaire,(Nacer Salah Eddine Gharbi ; Yacine Oumaalouch, Mohamed Sahnouni, Abdelaziz Bousinas. Zinelaabidine Djelil) de leurs soutiens constants et les plus profonds remerciements revient à Djamel Zeddoun, qui m’a soutenue dans ce modeste parcours grâce à ses conseils qui ont beaucoup attribués à la finalité de ce mémoire.

Je tiens aussi a remercié mon professeur et mon mentor, MR CHERIF TOUIL qui m’a beaucoup apporté de conseils durant le cycle d’études, son coté rassurant et surtout son côté humanisme m’ont beaucoup aidé.

Egalement, je remercie tout le corps enseignant et le personnel administratif de la Faculté des Sciences Economiques, Commerciales et des Sciences de Gestion de l’Université de MOSTAGANEM, pour toute l’aide et assistance qu’ils m’ont apportées durant toute la durée du ma formation universitaire.

Je tiens a remercié, plus particulièrement mes chers collègues au sein de la banque d’agriculture et développement rural (BADR) ; Fatima Zohra Farsi ; Abdeldjabar Oussama Chali, pour leurs présences et qui m’a accompagnée dans les bons comme dans les mauvais moments.

Je tiens aussi à remercier les membres du jury d’avoir consacré de leurs précieux temps pour étudier ce travail.

Dédicace

Avec tout respect et amour je dédie ce modeste travail

A l'homme de ma vie, mon exemple éternel, mon soutien moral et source de joie et de bonheur, celui qui s'est toujours sacrifié pour me voir réussir, que dieu te garde dans son vaste paradis, à toi mon père.

La lumière de mes jours, la source de mes efforts, la flamme de mon cœur, ma vie et mon bonheur ; maman que j'adore.

Aux personnes dont j'ai bien aimé la présence dans ce jour, à tous mes frères et mes sœurs, mes nièces, et mes neveux, je dédie ce travail dont le grand plaisir leurs revient en premier lieu pour leurs conseils, aides, et encouragements.

A mes oncles Bouasria Belhamissi, Abdul Salam Arslane Benhenneda et Abdelkader Kadra Brahma qui m'ont toujours aidé et encouragé, qui étaient toujours à mes côtés, et qui m'ont accompagnaient durant mon chemin de la vie , mes aimables amis, collègues d'étude, Aida et Yakout, de leurs soutien constant et encouragement.

A mon aimable ami ; Abdelkader Aoufi , que Allah te garde on bonne santé est un état de complet bien-être physique, et te garde pour ta précieuse famille .

Toute espérance doit planter ses racines sur une réalité
(proverbe kurde 1936)

Remerciement	
Dédicace	
Sommaire	I
Liste des abréviations	VI
Liste des tableaux	VIII
Résumé	X
Introduction générale	1
Chapitre 1 : généralité sur l'économie informelle	5
Introduction du chapitre1:	5
Section 1 : économie informelle	6
1. définition et caractéristique d'économie informelle	6
1.1. Définition	6
1.2. Caractéristiques d'économie informelle	8
2. Émergence et facteurs de l'économie informelle	9
2.1. Émergence de l'économie informelle	9
2.2. Facteurs d'émergence de l'économie informelle	10
3. les formes de l'économie informelle	12
3.1. Activité légale	12
3.2 Activités illégales	13
3.3. La relation entre l'économie informelle et l'économie formelle	13
4. Les effets négatifs et effets positifs de l'économie informelle	15
4.1. Les effets négatifs de l'économie informelle	15

4.2. Les effets positifs de l'économie informelle	15
5. Méthodes et modèles pour mesurer et estimer la taille de l'économie informelle	16
5.1. Méthodes directes	17
5.2. Méthodes indirectes	18
5.3. Couverture de la main d'œuvre par la sécurité sociale	19
6. Solutions pour réduire ou atténuer le phénomène de l'économie informelle	20
Section 2 : économie informelle en Algérie	22
1. l'émergence de l'économie informelle en Algérie	22
1.1. Phase de socialiste de 1962 au 1979	22
1.2. Phase de décentralisation de 1980 au 1989	23
1.3. Phase de la transition vers l'économie du marché de 1990 au 2000	24
1.4. Phase de récupération de 2001 à ce jour	25
2. Phénomènes entourant l'économie informelle en Algérie	27
2.1. La corruption	27
2.2. La contrefaçon	29
2.3. Blanchissement d'argent	29
2.4. Fraude fiscale	30
2.5 La relation entre ces différents phénomènes et l'économie informelle	31
3. La taille de l'économie informelle en Algérie	32
4. La position de l'État algérien a l'encontre de l'économie informelle	34
4.1 Libéralisme libéral	35
4.2 Intervention d'état	36

4.3	Résultat des positions	37
5.	Lois, décrets promulgués à l'encontre d'économie informelle	38
6.	Analyse des lois et décrets du gouvernement algérien et de l'étendue de leur Application et commentaire	45
	Conclusion du chapitre 1 :	47
	Chapitre 2 : Le marché parallèle	48
	Introduction du chapitre 2 :	48
	Section 1 : le marché parallèle	49
1.	Présentation du marché parallèle	49
2.	déterminant du taux de change sur le marché parallèle	49
2.1	facteurs de demande	49
2.2	facteurs d'offre	49
3.	les raisons de l'émergence du marché des changes parallèle	50
3.1	politique de taux de change	50
3.2	autres raison	50
4.	conséquence et réglementation du marché des changes parallèle	50
4.1	conséquence du marché des change parallèle	50
4.2	réglementation du change parallèle	50
	Section 2 : Le marché parallèle des changes en Algérie	51
1.	évolution du taux de change en Algérie	51
1.1.	Période d'un régime de change fixe	51
1.2.	Période d'un régime flexible administré	53
2.	contrôle de change en Algérie	55
2.1.	Le contrôle de change avant 1990	56
2.2.	Le contrôle de change après 1990	57

3. Le marché parallèle des changes en Algérie _____	58
3.1 Sources de financement du marché des changes parallèles en Algérie _____	59
3.2 Les activités sur ce marché _____	61
4. Les effets négatifs du marché des changes parallèles _____	62
5. L'émergence du marché parallèle _____	63
6. La position du taux de change du dinar : face à la domination D'un marché de change parallèle _____	64
6.1 La position du taux de change du dinar _____	64
6.2. Prix au comptant du support de dette _____	66
6.3 La politique de dévaluation du dinar et la domination du marché parallèle _____	66
7. La gestion du taux de change parallèle par les autorités algériennes _____	69
8. Résultat d'après la conduite des autorités à l'encontre Du marché parallèle des changes _____	70
Conclusion du chapitre 2 _____	73
Chapitre 3 : politique de change en Algérie _____	74
Introduction du chapitre 3 : _____	74
Section 1 : politique de change _____	75
1. Présentation de la politique de change _____	75
2. l'institution chargée de l'élaboration de la politique de change _____	75
2.1 fonction de la banque centrale _____	75
2.2 la banque centrale et la politique de change _____	76
2.3 Intervention de la Banque Centrale sur le marché des changes _____	76
3. les concepts du taux de change _____	77
3.1 les taux de change bilatéraux _____	77
3.2 les taux de change effectifs _____	79
3.3 le taux de change d'équilibre _____	80

4. la convertibilité et l'inconvertibilité _____	80
5. Les objectifs et instruments de la politique de change _____	81
5.1 Objectifs de la politique de change _____	81
5.2 Instrument de la politique de change _____	81
Section 02 : Le régime de change _____	87
1. Les régimes de change fixe _____	87
1.1. Vue générale _____	87
1.2. Les avantages du régime de change fixe _____	88
2. Le régime de change de flottement libre _____	89
2.1 Vue générale _____	89
2.2. Avantages du régime de change flottant _____	89
3. Le Régime de Change en Pays en Développement _____	89
4. choix de régime de change _____	90
Section 03 : évolution de politique de change en Algérie _____	91
1. Le système de cotation de la monnaie nationale _____	91
1.1 Le panier- devises _____	91
1.2. Méthode classique de la cotation du dinar algérien _____	94
2. Politique de change actuel _____	96
3. Dévaluation ou réévaluation du Dinar algérien : Quelle solution ? _____	97
3.1 La dévaluation en Algérie _____	97
3.2 Efficacité de la dévaluation en Algérie _____	98
3.3 Limites de la dévaluation en Algérie _____	100
Conclusion du chapitre 3 _____	103
Conclusion générale _____	104
Bibliographie _____	107

Liste des abréviations

- **BA** : banque d'Algérie ;
- **BC** : banque centrale ;
- **BIT** : bureau international du travail ;
- **BM** : banque mondiale ;
- **PIB** : produit intérieur brut ;
- **CAD** : Canadian Dollar ;
- **Cairn.info** : revues et ouvrages en sciences humaines et sociales ;
- **CERDI** : Centre d'Etudes et de Recherches sur le Développement International ;
- **CHF** : franc Suisse ;
- **CNES** : le conseil national économique et social ;
- **D.A** :Dinar Algerian ;
- **D.T.S** : Droits de Tirages Spéciaux ;
- **D.Z.D** :Dinar Algerian ;
- **DGI** : direction générale d'impôt ;
- **DGT** : direction générale du trésor ;
- **E.U.R** : Euro (monnaie européenne) ;
- **FF** : franc français ;
- **FMI** : fond monétaire international ;
- **G.B.P** : Livre Sterling (monnaie britannique) ;
- **ILO** : Organisation internationale du Travail ;
- **J.P.Y** : Yen (monnaie japonaise) ;
- **L'AACC** : l'Association des Agences-Conseil en Communication ;
- **L'OCDE** : L'Organisation de Coopération et de Développement Économiques ;
- **L'OCRC** : Office Central pour la Répression de la Corruption ;
- **MECAS** : Management des Entreprises et du Capital Social ;

- **ONS** : office national des statistiques ;
- **TCEN** : Le taux de change effectif nominal ;
- **TCER** : Le taux de change effectif réel ;
- **TCN** : Taux de change nominal ;
- **TCR** : Le taux de change réel ;
- **TSA** : Tribunal supérieur d'appel;
- **TVA** : taxe sur valeur ajoutée ;
- **UE** ; union européenne ;
- **USD**: United States Dollar .

LISTE DES TABLEAUX

Tableau N°	Intitulé	Page
Tableau 1	Divers appellation d'économie informelle	7
Tableau 2	Relation en termes d'objectifs de l'économie informelle et de l'économie formelle.	14
Tableau 3	Trois points de vue opposés sur le secteur informel	16
Tableau 4	Indice de corruption en Algérie	28
Tableau 5	Part de l'emploi formel et structure de l'emploi formel et informel selon le statut de l'emploi en %.	32
Tableau 6	Pourcentage non enregistrés en matière de sécurité sociale par statut professionnel	33
Tableau 7	la taille de l'économie informelle à partir du produit national brut, selon l'étude de la Banque mondiale	34
Tableau 8	Coût-efficacité des douanes	36
Tableau 9	Lois, Décrets Et Décisions Qui Ont Contribué A La Diffusion De L'économie Informelle	39-41
Tableau 10	Lois, Décrets Et Décisions Relatifs A La Lutte Contre Les Activités Illégales Et A Leur Intégration Dans Le Cadre Officiel	42-43
Tableau 11	Lois, Décrets Et Décrets Relatifs A La Réglementation Fiscale Et Douanière	44
Tableau 12	Evolution des transferts de fonds des émigrés algériens	60
Tableau 13	Taux de change officiel et parallèle en Algérie par rapport au Franc français (1970-1987)	64
Tableau 14	Taux de change officiel et parallèle en Algérie par rapport au dollar américain (1990-2000)	65
Tableau 15	Taux de change officiel et parallèle en Algérie par rapport à l'euro (2001-2016).	65
Tableau 16	Le taux de criminalité du marché parallèle en pourcentage du taux de change officiel	67

Tableau 17	Le degré de manipulation hors caisse par rapport aux devises étrangères	67
Tableau 18	La comparaison d'allocation touristique (1997-2017)	70
Tableau 19	Cours du DTS fixés par le FMI	92
Tableau 20	Panier de devises et système de pondération en Algérie (80-85).	93
Tableau 21	Evolution du taux de change entre 1986-1994	98
Tableau 22	Evolution des variables externes de l'Algérie entre 1994-1999	98
Tableau 23	Evolution des variables externes de l'Algérie entre 2000-2010	98
Tableau 24	Evolution des variables externes de l'Algérie entre 2012-2016	99

Résumé

L'économie informelle est un phénomène existant dans le monde entier, donc il ne dépourvue d'économie nationale de toute activité économique parallèle ; ce phénomène est l'un des problèmes économiques les plus compliqués et les plus discutés, car son cercle d'activités est inséparable des activités de l'économie formelle. L'Algérie a également, en vertu des problèmes et errant dans, en particulier dans le domaine des activités parallèles, ce fléau est un des aspects multidimensionnels et saturés du phénomène, et en raison de la multiplicité des paysages et des concepts diffèrent a son estimation. D'où la coexistence de deux marchés de change: le marché officiel et le marché parallèle, ce qui on résulte écart implicite sur l'économie national.

Depuis la création de sa monnaie nationale en 1964, l'Algérie a adopté différentes politiques de change, en passant par des politiques de change fixe jusqu'à la politique de flottement dirigé. Cette transition s'est faite dans le but de garantir la stabilité des prix et se mettre constamment en accord avec les règles internationales. Cependant, la politique de change actuelle de l'Algérie est au centre du débat entre les autorités monétaires algériennes et le FMI, particulièrement en ce qui concerne la question de la réévaluation du Dinar et la mise en place d'une convertibilité totale de ce dernier.

Mot clé : Algérie, Analyse multidimensionnelle ; secteur informel ; marché parallèle, Politique de change, crise de change, dinar algérien.

Abstract

The informal economy is a phenomenon that exists worldwide, so it does not lack a national economy of any parallel economic activity, this phenomenon is one of the most complicated economic problems and most discussed, because its circle of activities is inseparable from the activities of the formal economy. Algeria also, by virtue of problems and wandering in, especially in the field of parallel activities, this scourge is one of the multidimensional and saturated aspects of the phenomenon, and because of the multiplicity of landscapes and concepts differed to its estimate . Hence the coexistence of two exchange markets: the official market and the parallel market, resulting in an implicit gap in the national economy.

Since the creation of its national currency in 1964, Algeria has adopted different exchange rate policies, from fixed exchange rate policies to managed float policy. This transition was made in order to ensure price stability and to constantly comply with international rules. However, Algeria's current exchange rate is at the center of the debate between the Algerian monetary authorities and the IMF, particularly with regard to the question of the revaluation of the Dinar and the establishment of a total convertibility of the latter. .

Keywords: Algeria, Multidimensional analysis; informal sector; parallel market, Exchange rate policy, currency crisis, Algerian dinar.

Introduction générale

De nombreux pays développés ou en voie de développement souffrent du phénomène d'économie informelle devenant très important ces derniers temps, après les changements qui ont affecté les pays dans tous les aspects politiques, économiques et sociaux.

Il y a eu un intérêt croissant pour l'étude du phénomène de l'économie informelle au cours des dernières décennies, des concepts différents et de la multiplicité des termes et des différentes appellations telle (économie cachée, économie parallèle, économie souterraine, Organisé, l'économie secrète ...)

Par ailleurs, plusieurs études ont été établies pour estimer ce phénomène en examinant les différentes raisons et facteurs qui ont conduit à son émergence et en élargissant son champ d'application.

Afin de maintenir le taux de change à un niveau de stabilité adéquate, plusieurs pays ayant l'obligation d'adopter des politiques de change qui comportent en des interventions des Banques Centrales en organisme de change. Ainsi, la question du choix de la politique de change occupe une place importante dans la finance internationale et elle est au centre des débats des politiques économiques dans les pays industriels comme dans les pays en développement.

Ce débat autour des parités de change, a donné naissance à une nouvelle catégorie de politique de change, qui est la « politique intermédiaire ». Celle-ci a présenté des opportunités étendues quant à l'ajustement aux chocs et à l'influence avec les conditions économiques en vigueur, de plus elle est à l'origine d'un écart accru des politiques de change du fait qu'elle intègre une composante fixe et une autre flexible.

Contexte de la recherche

Dans ce contexte, l'Algérie est l'un des pays les plus touchés par ce phénomène de l'économie informelle, en raison de l'évolution de l'économie algérienne qui coïncide avec chaque période historique. L'étape la plus importante a peut-être été celle de la période après le milieu des années quatre-vingt, où l'Algérie a connu une crise économique. Ce qui a entraîné l'émergence de plusieurs aspects négatifs qui ont eu un impact significatif sur la rentabilité de l'économie nationale, ce qui a conduit l'Algérie à aller vers des réformes qui ont conduit à changer le système socialiste suivi, et l'adoption du système d'économie de marché.

Cette transition a eu un impact économique et social négatif et a conduit à une expansion de l'économie informelle ; elle se caractérise par l'existence d'un marché noir des biens et des services et d'un marché parallèle de devises qui pénalise le budget de l'état algérien. À cet aspect, se sont greffés la fraude fiscale, la corruption, et le blanchissement d'argent,

Introduction générale

La sphère informelle trouve son essence dans le dysfonctionnement de l'état qui ne répond pas au besoin de créations d'emploi par le secteur productif, c'est pour cela que la fonction régulatrice de l'état algérien est une stratégie pour pouvoir lutter contre ces pratiques illégales.

Dans la perspective de suivre l'évolution de l'environnement extérieur, l'Algérie, comme tous les pays en développement, a adopté depuis la création de sa monnaie nationale en 1964, plusieurs politiques de change en passant par la fixité au flottage dirigé. Cette transition s'est faite dans le but d'améliorer sa compétitivité extérieure et de stimuler la production nationale, afin de réaliser l'équilibre macroéconomique interne et externe

Enfin, la question principale qui préoccupe aujourd'hui les économistes algériens, est le niveau de la parité actuelle du Dinar. En effet, la valeur du Dinar algérien reste très faible par rapport aux monnaies des partenaires commerciaux de l'Algérie. Cette situation trouve son origine dans les dévaluations successives de la monnaie nationale, engagées depuis 1986 pour redresser l'économie nationale et stimuler la production locale. C'est pour cette raison que le Fonds Monétaire International propose aux autorités algériennes de réévaluer le Dinar.

Problématique et hypothèse de la recherche

Notre étude se propose d'analyser le marché des devises en Algérie : l'étude de l'écart entre l'officiel et l'informel, Dans cette recherche, nous examinerons l'économie informelle et le marché des changes parallèles, en essayant d'analyser l'écart d'après les résultats obtenus des lois et décrets promulgués et la conduite de gestion du taux de change par le gouvernement algérien ainsi la conduite des politiques de change à travers la question et l'efficacité de la dévaluation du dinar algérien. Nous développons la problématique suivante :

Quel impact de l'économie informelle sur le marché de change parallèle ?

Pour mener ces problématiques nous posons les questions suivantes :

- Comment le phénomène de l'économie informelle peut-il être analysé en Algérie? Et quelles sont les raisons les plus importantes qui ont conduit à son apparence et à son ampleur?
- Quel est le statut du marché parallèle des changes en Algérie? Quelle est la situation de change dans le contexte de la domination de ce marché en Algérie?
- Dévaluation, réévaluation, quelle solution ?

A partir de cette démarche, nous avons envisagé les hypothèses suivantes :

Hypothèse 1 : L'économie informelle est complémentaire de l'économie formelle algérienne en l'absence d'investissements productifs.

Introduction générale

Hypothèse 2 : Le marché des changes parallèles en Algérie est une source importante pour la fourniture de devises fortes en l'absence de bureaux de change bancaires officiels et de la rareté de la monnaie forte.

Hypothèse 3 : La politique entreprise par les autorités algériennes n'a pas pu atteindre l'objectif final auquel elle fut instaurée, à savoir stimuler la production nationale et réduire les importations car avec la libéralisation des transactions courantes et les restrictions concernant les transactions en capital

L'importance de la recherche et de ses objectifs

Nous avons choisi ce thème pour plusieurs raisons les plus importantes sont :

- L'accroissement de l'économie informelle en Algérie plus particulièrement ces dernières décennies ;
- L'importance de l'économie informelle et son conjointement avec l'économie officiel d'autre part ; il est intéressant de faire le bilan et d'évaluer des résultats des mesures prises par le gouvernement algérien pour lutter contre le fléau de l'économie informelle et les directives prise pour atténuer le marché parallèle des changes.

Méthodologie

Dans cette recherche, nous avons adopté des approches théoriques pour éclairer les dimensions multiformes du phénomène de l'économie informelle et marché parallèle et tenter d'une part de définir un concept précis et d'autre part de limiter les principaux facteurs de leurs émergences et leurs croissance, Nous nous sommes appuyés sur l'approche analytique en passant en revue les méthodes et les modèles les analysant et en estimant leurs taillent ainsi leurs position conjointement face à l'économie nationale algérienne

Plan de recherche

Pour étudier le sujet de la recherche dans ses différents aspects et pour répondre au problème présenté, nous avons décidé de diviser cette recherche en trois chapitres :

D'abord le chapitre 1 est consacré à l'économie informelle, il tente dans le premier point de donner de définition et caractéristique et facteurs émergent ce phénomène, il fait le point dans un second lieu sur les méthodes de la mesure et ampleur de l'économie informelle en troisième point il analyse la taille de ce phénomène en Algérie et analyse des lois et décrets du gouvernement algérien et de l'entendue de leur application vis-à-vis ce fléau

Le chapitre 2 il traite le marché parallèle de change ainsi les facteurs et les sources de financement de ce dernier en Algérie pour analyse la conduite du gouvernement algérien a l'encontre de ce marché.

Le chapitre 3 met en question le choix de politique de change afin d'entrevoir la solution engendrer de la politique de change en Algérie, en présentant les principales transitions qu'elle a subies

Introduction générale

Difficulté de recherche

En tant que recherche, il existe toujours des obstacles et des difficultés auxquels la recherche est confrontée au cours de l'étude, dont la plus importante est la suivante:

- Le manque de références en français, qui nécessitait une traduction de l'anglais et l'arabe vers le français ;
- La complexité du sujet ce qui le rend difficile le manque de statistiques fourni auprès des établissements liés à notre mémoire.

Chapitre 1: Généralité Sur L'économie Informelle

Introduction

L'économie informelle est une réalité dans le monde entier, donc il n'y a pas d'économie nationale dépourvue de toute activité économique parallèle ; ce phénomène est l'un des problèmes économiques les plus complexes et les plus controversés, car son cercle d'activités est inséparable des activités de l'économie formelle.

Afin d'étudier le marché des changes parallèles, nous essaierons d'identifier les racines de l'économie informelle au sein des économies nationales et de clarifier son cercle en dépit des différentes idéologies et des différents degrés de progrès économique en Algérie.

Par conséquent, les études qui traitent de ce sujet ne dépasseront pas les étapes initiales en raison de la difficulté de définir précisément son cercle.

Par ailleurs, il est nécessaire d'utiliser les idées, opinions et points de vue des experts dans leurs domaines respectifs afin de contrôler toutes les branches de l'économie informelle et le secteur invisible, sans surveillance, travaillant sur le marché, économie non légale, illégale, activités informelles. En plus de clarifier les différents termes de référence et les principales sources alimentant ce phénomène.

Ainsi l'objet de ce chapitre est de présenter en générale l'économie informelle en première section nous allons présenter les différentes définitions de l'économie informelle ensuite l'émergence ; facteurs et formes qui entoure ce phénomène, par ailleurs nous feront le point sur les méthodes de mesure de l'économie informelle qui nous conduirons vers des solutions adéquates afin d'atténuer ou réduire l'émergence de ce phénomène ;

Enfin, dans la deuxième section nous exposerons l'économie informelle en Algérie ainsi que les phénomènes qui l'entourent à travers la mesure de la taille de cette économie flambante, nous analyserons les lois et décrets promulgués par le gouvernement algérien à l'encontre de ce fléau.

Section 1 : économie informelle

1. définition et caractéristique d'économie informelle

1.1. Définition

Le concept économie informelle revêt plusieurs définitions ¹avec les différents points de vue des spécialistes économiques et des organisations économiques internationales, et nous retenons deux d'entre elles :

Première définition : selon le rapport de Bureau international du travail (BIT) L'économie est considérée comme une économie informelle si elle remplit au moins les critères suivants :

- La facilité d'entrée sur le marché l'accès facile au travail dans ce secteur en raison de l'absence de toute restriction ;
- Utilisation des ressources privées locales ;
- Autofinancement, absence d'emprunt auprès des banques ;
- Propriété familiale de l'institution ;
- Activités à petite échelle ;
- S'appuyer fortement sur le travail, considéré comme le facteur de production le plus important ;
- La formation acquise en dehors du système scolaire ; et la concurrence au marché non réglementée.

Sur la base de ce contexte élaboré par le Bureau international pour travailler à sa définition de l'économie informelle, Pour donner des idées générales à ce secteur, des analyses et des discussions sur ce sujet on commence par le Spécialiste K. Hart et ensuite montrer différents points de vue et définitions du phénomène de l'économie informelle par le rapport de bureau international ;

Pour K. Hart : Le problème du revenu non officiel a été introduit comme revenu supplémentaire et complété par le rendement principal gagné par l'individu de l'activité officielle et le problème de l'inflation et des faibles revenus, et donc il a souligné y a un double travail de l'individu (travail officiel et autre non officiel).

Pour le Bureau international du Travail : Le secteur informel est défini comme un secteur qui comprend un ensemble d'unités productives caractérisées par un ensemble de caractéristiques et les normes techniques, en plus du faible niveau de lois régissant, la Conduite de ces unités ;le Bureau international du Travail a fait référence à l'analyse au niveau de l'unité de production, c'est-à-dire l'institution, où la plupart des gouvernements etdes institutions internationales ont adopté cette approche, sa contribution au produit intérieur brut, ainsi que la distinction entre unité de production officielle et informelle .

¹BRUNO L'Autier. Revue du MAUSS, 2003 - cairn.info consulté le 21/12/2017 à 16h00.

Chapitre 1: Généralité Sur L'économie Informelle

Seconde définition : Selon¹ Jean Marc Lotiers, dans son approche auprès l'économie informelle africaine, il existe plusieurs définitions du concept d'économie informel, deux d'entre elles nous paraissent pertinentes :

Premièrement : Le secteur informel est l'ensemble des activités : économiques qui se réalisent en marge de législation pénale, sociale et fiscale ou qui échappent à la comptabilité nationale ;

Deuxièmement ; C'est l'ensemble des activités qui échappent à la politique économique et sociale, et donc à toute régulation de l'état.

Dans tous les cas, les deux définitions se recoupent puisqu'elles soulignent l'idée de fraude ; paradoxalement, ce secteur censé se soustraire au contrôle de l'état fonctionne allègrement au vu de tous.

Tableau n° 1 : Divers appellation d'économie informelle

1.2 Economie non officielles	1. Economie non observée
1. Economie non enregistrée	1. Economie cachée
1.2. Economie non déclarée	2. Economie souterraine
2. Economie dissimulée	2. Economie clandestine
2. Economie submergée	2. Economie secondaire
2. Economie clandestine	3. Economie duale
2.3 Economie parallèle	3. Economie occulte
3. Economie autonome	2. Economie noire
3. Economie grise	2. Economie irrégulière
2. Economie marginale	3. Economie périphérique
3. Economie invisible	2.3 Economie de l'ombre
3. Contre-Economie	2. Economie informelle
1.2. Economie illégale	
2. Economie alternative	

Source; François Roubaud ; « l'économie informelle au Mexique – de la sphère domestique a la dynamique macroéconomique ». Paris: Karthala; ORSTOM, P 48.

¹ Jean Marc Lotiers, « économie informelle et tontines », Afrique histoire économique et politique 1998-2001. <http://afriquepluriel.ruwenzori.net/economie-informelle.htm> consulté le 21/12/2017 à 21H30,

Chapitre 1: Généralité Sur L'économie Informelle

Au-delà des querelles d'écoles¹, une analyse rapide des terminologies employées pour désigner les activités informelles montre la variété des différents retenus par les chercheurs, on distingue au moins trois entrées possibles, dans le tableau précédent, sachant qu'une appellation peut appartenir conjointement à plusieurs groupes :

- La première famille adopte le point de vue supposé neutre de la statistique, on parle d'économie non enregistré, non observé, non mesurée, non déclarée, on ne porte aucun jugement de valeur quant à l'activité elle-même, pas plus qu'on ne spécifié la motivation des agents engagés dans ce type d'activité ;

- La deuxième famille cherche à identifier un ensemble de pratique délibérément occultées par ce qui s'y adonnent, on se situe clairement aux frontières de la légalité, voir au-delà des activités délictueuses ;

- La troisième famille met elle aussi en avant le comportement des agents ; mais ne privilège plus le coté légale des activités. Se rapporte à la relation avec l'économie officielle.

Ces concepts reflètent la relation entre l'économie formelle et ce phénomène en tant que processus dynamique qui est affecté par l'économie formelle. Certains préfèrent utiliser l'un des concepts de ce groupe car la plupart des éléments du phénomène sont le résultat d'une réaction politique déclaré dans l'économie formelle.

1.2. Caractéristique d'économie informelle

L'économie informelle présente plusieurs caractéristiques² permettant de la classer ou de la distinguer sous formes suivantes :

- **Absence de réglementation**: L'économie informelle est largement déréglementée par rapport à l'économie formelle dans la plupart de ses procédures en termes d'organisation du travail, de modèle de production et de distribution ;

- **Flexibilité de La non-subjectivité** : l'économie informelle a conduit à l'adoption de règles qui lui ont valu d'autres caractéristiques telles que la flexibilité du travail, la rémunération et le système de marché ;

- **Flexibilité du travail** : l'élasticité des heures de travail et des vacances est évidente par type d'activité et selon les besoins de conditions de travail: d'une part, Les relations de travail flexibles sans centrées sur les membres de la famille, les proches et les amis;

- **Élasticité de la rémunération**: cette dernière dépend de la nature de l'activité économique pratiquée dans l'économie informelle et de la valeur du salaire minimum dans l'activité officielle ;

- **Flexibilité des systèmes de marché**: les systèmes de marketing informel sont également flexibles, souvent basés sur des relations personnelles et familiales, des contrats informels de production et d'échange, et des difficultés à trouver des canaux de communication et de marketing à plus grande échelle qui mènent souvent à une concurrence accrue puisqu'il n'y a pas de règles ou de contrôles officiels en place ;

¹François Roubaud ; « l'économie informelle au Mexique – de la sphère domestique a la dynamique macroéconomique ». ». Paris: Karthala; ORSTOM, P 48.

²Revue européenne, Michelle Guillon, "Étrangers et immigrés en île-de-France", thèse d'État, université Paris-I, 1992, extraits de la conclusion, pp. 479-481.

Chapitre 1: Généralité Sur L'économie Informelle

•**Capital et technologie utilisés:** Le travail dans le secteur informel dépend principalement de l'effort humain et de l'intensification du travail par rapport au capital utilisé: la technologie est simple, dépendante des ressources locales, d'énergie et peut ne pas avoir besoin d'énergie ;

est un lieu spécifique pour l'activité économique: quant au nombre de travailleurs dans les établissements du secteur informel, il ne dépasse pas au moins dix travailleurs ;

•**Faible niveau de compétence pour les travailleurs:** Les entreprises du secteur informel exigent souvent peu de compétences permettant aux travailleurs d'échanger leurs postes de travail et il est facile d'acquérir diverses compétences requises pour compléter le travail, de sorte que le niveau d'instruction n'est pas une condition préalable à travailler dans ce secteur, car les travailleurs de ce secteur ont souvent peu de compétences à acquérir grâce à une formation dans le secteur.

2. Émergence et facteurs de l'économie informelle

2.1. Émergence de l'économie informelle

Notant que l'émergence¹ du secteur informel a précédé le secteur formel et l'état elle-même, dans les premières sociétés primitives, les individus se livraient à des activités économiques simples répondant à leurs besoins simples, ils ne sont donc pas tenus de déclarer le travail qu'ils accomplissaient, en raison il n'y avait pas d'organisme qui réglait les relations entre eux,

Où il n'y avait pas besoin d'obtenir une licence pour effectuer un travail économique et commercial. Ainsi on peut dire que ces activités ont débuté de manière informelle en l'absence de l'état de l'activité économique.

Cependant, avec la croissance des sociétés et les perturbations fréquentes entre les individus, ils doivent organiser leurs affaires et protéger leurs intérêts, ils ont donc abandonné une partie de leurs libertés publiques en faveur d'un organisme public pour mener à bien cette tâche. C'est ainsi l'état est apparu comme une solution administrative et législative née d'un accord implicite entre les membres de la société pour organiser leurs affaires afin d'établir une partie de leurs affaires à leur avantage, ces activités sont soumises aux lois et règlements administratifs ou à l'économie dite formelle ;

Mais avec le développement de l'état de sa souveraineté après la multiplicité des fonctions et une augmentation des dépenses, a dû chercher des sources de financement pour son budget en donnant une grande importance à des déductions fiscales,

Cette expansion de l'assiette fiscale, en soumettant toutes les personnes engagées dans des activités rentables à l'impôt où il en leur demandant d'autoriser leurs activités, et que toute activité non autorisée est illégale et punissable par la loi.

¹ « L'émergence et le développement de l'économie parallèle », revue d'université de Lyon. http://theses.univ-lyon2.fr/documents/getpart.php?id=lyon2.2011.ouchichi_m&part=351920 consulté le 03/01/2018.

Chapitre 1: Généralité Sur L'économie Informelle

Comme on le sait, l'objectif fondamental de l'individu de mener des activités économiques et commerciales est de maximiser les profits, et avec les lois et les obstacles imposés par l'état, qui ont été difficiles ou plutôt réduits le profit par habitant, ce qui a conduit à l'économie officielle à dépasser ces lois afin de créer des activités informelles, apparentes ou secrètes, ainsi est apparue la soi-disant économie informelle résultant de la nécessité d'éviter les restrictions à l'activité économique.

Par ailleurs, l'économie informelle peut être considérée comme une désobéissance économique de la loi qui a été augmentée et imprégnée dans diverses transactions économiques, malgré son illégalité.

Selon le rapport du Kenya: Bureau international du travail (BIT) Le premier rapport de l'économie informelle accepté par le Bureau international du travail (BIT) et soutenu par l'Organisation internationale pour les migrations (OIT) ¹en 1972,

a été formulé sur la base des résultats d'une enquête menée au Kenya sur la base de critères établis en 1973 par Keith. Hart. L'une des conclusions dans son rapport sur l'emploi au Kenya est la suivante:

- Dans un pays comme le Kenya, qui est dans le chemin de la croissance, le problème principal de l'opération n'a pas est le chômage, mais en présence d'un grand nombre de personnes pauvres qui travaillent dans les activités et les services ne sont pas connus, et une protection non enregistrée, non réglementée et il est sociale non sur ces activités et services aux autorités public ces activités et services ont été appelés le concept de « secteur informel » ;

- Ce phénomène a montré l'incapacité du secteur agricole, de l'industrie et des services à fournir des opportunités d'emploi et des revenus adéquats pour le travail dans une augmentation croissante et rapide résultant d'une forte croissance démographique. À partir de cette date, l'utilisation du terme « secteur informel » où « Économie informelle » a été largement utilisée après que le Bureau international du travail (BIT) la formellement donnée en 1972.

2.2. Facteurs d'émergence de l'économie informelle

Un certain nombre de facteurs ont contribué à l'émergence et à la formation du phénomène de l'économie informelle dans les pays du monde: ce phénomène étant économique et ayant des dimensions politiques et sociales,

Et ces raisons varient d'un état à l'autre, ce qui conduit à une taille différente de ce phénomène, les principaux facteurs et causes de l'émergence et de l'intensification de l'économie informelle peuvent être résumées ci-dessous :

A. Facteurs économiques

Ce que l'on appelle dans les régimes libéraux le concept de déviation économique, qui est principalement dû à l'ingérence excessive de l'état dans la vie économique, entraînant des problèmes économiques et des motifs conduisant à l'émergence du secteur informel, et nous mentionnons:

¹Informal income opportunities and the structure of urban employment in “ journal of modern African studies.

Chapitre 1: Généralité Sur L'économie Informelle

• **Pénurie de biens:** L'une des principales raisons de la croissance de l'économie est le manque d'offre de biens de consommation et de luxe et la facilité de manipulation des biens fournis par le gouvernement censé être distribué par les différents ports supervisés par le gouvernement. Ainsi les produits de base sont vendus à des prix subventionnés, ce qui entraîne une augmentation de la demande de biens de consommation, ce qui entraîne une explosion des activités de l'économie cachée. Illégalement ou en essayant de produire c'est produit dans l'économie parallèle pour répondre à la demande ;

• **Charge fiscale:** Les impôts jouent ¹un rôle important dans la formation et la croissance de l'économie parallèle, car l'incitation à l'emploi dans la faible économie augmente à mesure que les activités de l'économie formelle deviennent plus exemptes d'impôts de temps à autre. La décision de participer à l'économie parallèle de la fuite des impôts sur la base de l'équilibre entre les sanctions qui pourraient être exposées à l'individu dans le cas de la découverte de la fraude et de tous les autres risques, et l'entrée supplémentaire qui sera d'évasion fiscale, en tenant compte de l'étendue de sa volonté de prendre le risque,

Et sur la base ce budget prend l'individu comme un emprunteur l'augmentation de la charge fiscale, que ce soit pour les impôts directs ou indirects, augmente le taux d'imposition du produit national, ce qui conduit soit à essayer d'éviter ou de fuir les impôts, soit à transférer certaines activités vers l'économie. Comme ces activités ne sont plus enregistrées et ne paient donc pas d'impôts, toutes les formes d'imposition sont censées transformer les entreprises en économie informelle, mais l'importance et le degré d'impact d'un type particulier de taxe varient d'un pays à l'autre.

Par exemple La croissance de l'économie cachée aux États-Unis est attribuée aux impôts sur le revenu, tandis que la croissance de l'économie parallèle en Europe est attribuée à l'augmentation des cotisations de sécurité sociale et de la TVA. Liste des facteurs responsables de la transformation des projets vers l'économie parallèle. L'évasion fiscale et une bonne raison, afin de maximiser les revenus et les avantages, et ce n'est pas l'annonce du revenu total dans le cas de projets et d'une partie de la publicité illégale du revenu dans le cas des projets légitimes.

B. Structure et crise économique

D'autres facteurs économiques contribuent à accroître la taille de l'économie informelle, tels que l'ajustement structurel économique lié aux réformes économiques ou aux crises économiques.

Où il ne fait aucun doute que la stabilité et les politiques d'ajustement structurel dans de nombreux pays ont conduit à l'émergence de la pauvreté, le chômage, tout cela a contribué à l'augmentation et à l'expansion de l'économie informelle.

¹Fried rich Schneider & Colin c. Williams. "The shadow economy", The Institute of Economic Affairs; 2013.P 23.

Chapitre 1: Généralité Sur L'économie Informelle

En plus de l'impact de l'ajustement structurel sur l'expansion de l'économie informelle, nous constatons que la crise économique affecte également l'augmentation de la taille de l'économie informelle, par exemple, l'émergence de la crise financière dans la seconde moitié des années quatre-vingt dans de nombreux pays asiatique.

3. les formes de l'économie informelle

3.1. Activité légale

Sont des activités légitimes, administrativement enregistrées, qui ne violent pas les lois de l'État mais qui ne sont pas déclarées, car elles ne sont pas connues de l'État et les employeur de ce secteur ne déclarent pas les revenus qu'elles tirent de ces actes afin d'éviter le fardeau fiscal ;

Dans cette activité, un bon nombre de travailleurs travaillent dans divers secteurs, qui préfèrent les profits faciles, ce qui inclut les activités suivantes:

A. Travail domestique (ménage)

La production domestique ou familiale représente le nombre total d'activités et d'activités non marchandes, qui sont souvent des femmes au foyer Les ménages sont parmi les moyens de production les plus anciens et un mode d'opération important est la poursuite de certains métiers traditionnels.

On peut penser qu'une conjoncture politique défavorable au travail des femmes¹ est responsable de cette situation. Mais en réalité, les causes sont plus profondes. L'analyse de la structure des emplois féminins montre une grande instabilité due aux différentes dépressions qui correspondent aux événements les plus importants de la vie d'une femme (mariage, maternité, déplacement...). Ainsi, l'effectif des femmes actives se concentre dans la catégorie d'âge 20-24. Au-delà, cet effectif dégringole. Mieux, sur l'ensemble des femmes occupées, 51.5 % sont des célibataires alors que seulement 27.2 % mariées.

Le Bureau national des statistiques, le travail domestique est également définie comme suit: chaque activité réalisée par une personne, que ce soit l'homme ou la femme qui exerce son activité dans le cadre de la maison et profiter de ce secteur, saluant, il lui permet d'obtenir un retour, et cette activité dans la production de biens et services au profit de l'utilisateur et être en Un cadre contractuel habituel qui n'est soumis à aucun contrôle direct.

B. Les petites entreprises non imposables

Une unité pour la production de biens et services commerciaux légitimes caractérisés par sa petite taille, l'utilisation de l'argent liquide dans la conclusion de leurs transactions, ce qui facilite leur évasion fiscale ;

¹Fawziadel ,« le travail domestique ,les présupposés d'un concept'' . Revue .org consulté le 13/01/2018 à 22H35.

Chapitre 1: Généralité Sur L'économie Informelle

Car elle se caractérise par la production de biens et de services exempts de normes de production, de sécurité et de qualité médiocre, mais leur prix est compétitif sur le marché.

C. Vendeurs de table

Ils ne bénéficient donc pas de la législation du travail, et de la protection, ils défilent dans les rues et conduisent les véhicules transportant leurs marchandises dans la rue Sur des marchés aléatoires et non aléatoires, sont engagées dans des activités qui impliquent des revenus non inclus dans les comptes nationaux.

3.2. Activités illégales

Les activités économiques illégales ¹couvrent les transactions économiques réalisées entre parties prenantes consentantes, mais qui sont interdites par la loi. Il s'agit de la production de biens et services dont la vente, la distribution ou la possession est interdite par la loi., des règlements et du système étatique, elles sont pratiquées dans le secret et loin du contrôle des autorités officielles et génèrent des revenus importants qu'elles font à l'intérieur du pays et souvent déposés dans les banques. D'une source légitime, qui s'appelle maintenant le blanchiment d'argent et la légalisation. Ceux-ci incluent:

A. Activités criminelles

La production, la contrebande et la distribution de stupéfiants comprennent la contrebande de produits illicites tels que l'alcool, les armes, la corruption, le jeu, la traite des femmes (prostitution) et d'autres activités illicites.

B. Activités contraires à la réglementation établie par l'État

Pour atteindre ses objectifs, mais exercice de la production de biens et services légitimes et exemples:

- La contrebande de marchandises légitimes qui peuvent empêcher leur importation afin d'atteindre des objectifs économiques tels que la protection du produit local et la rationalisation de l'utilisation de ressources rares pour les devises étrangères ;
- Les activités du marché noir en devises dans les pays qui suivent le système de contrôle administratif des changes

3.3 La relation entre l'économie informelle et l'économie formelle

Il existe de nombreux liens entre l'économie formelle et informelle, de sorte que l'économie informelle ne peut pas être un secteur à part entière.

L'économie informelle dépend de l'économie formelle en matière au manque d'accès à une main-d'œuvre qualifiée, ce qui est motivé par des coûts financier ; distribué ses produits sur le marché officiel pareillement aux produits officiels ; quelle représente une référence dans la tarification de ses produits, qui est faible par rapport à

¹ Jean Michel emprou, olivier weber, « regard sur l'économie illégale luxembourgeoise ». Institut internationale de la statistique et des études économique, 2014.

Chapitre 1: Généralité Sur L'économie Informelle

l'économie officielle, et est basée sur des marques contrefaites de bonne réputation sur le marché officiel.

L'économie informelle est donc comme l'organisme parasite qui ruine l'économie formelle. de cela, nous pouvons montrer la relation entre ces deux économies comme suit :

Tableau n° 2 : relation en termes d'objectifs de l'économie informelle et de l'économie formelle.

Objectifs de l'économie formelle	Objectifs de l'économie informelle
<ul style="list-style-type: none"> • Objectifs principales : - Réaliser des revenus sur le marché - Application de la législation syndicale. - Entrée, présence des syndicats. - Bénéficiaire de prêts nationaux et étrangers. - Paiement des frais et taxes ; • Structure du marché : - La présence de barrières lors de l'entrée sur le marché. - Salaires et contrats de travail. - Produits standard, marques enregistrées. - Marchés protégés (quotas, licences, redevances). 	<ul style="list-style-type: none"> • Objectifs principales : - Maximiser les profits sur le marché. - Absence de législation du travail. - Facilité d'entrée, manque de respect des règles. - Autofinancement. - Non-paiement des frais et taxes. • Structure du marché : - Il n'y a pas de barrières lors de l'entrée sur le marché. - Travail indépendant, tarif sur l'unité produite. - Produits de mode. - Marchés non protégés de la technologie Traditionnel, climatisé, facilité. - Utilisation intensive du travail. - Petites unités de production diverses.

Source: Rapport de CNES, Le secteur informel-illusions et réalités, 24ème Session Plénière.2004.P.45.

Chapitre 1: Généralité Sur L'économie Informelle

4. Les effets négatifs et effets positifs de l'économie informelle

L'effet de l'économie informelle est un phénomène aux dimensions¹ très complexes, son existence conduit à fausser le produit national brut et affecte de surcroît la plupart des aspects de l'activité économique ; tant ce phénomène productif plus d'effets négatifs que positifs

4.1. Les effets négatifs de l'économie informelle

Parmi les effets négatifs² les plus importants de l'économie informelle sont :

- L'économie parallèle est en partie liée au blanchiment d'argent, commerce illégal ;
- Impact sur la croissance et le développement et la perte de recettes publiques due à l'évasion fiscale ;
- Dégradation de l'efficacité économique dans le système économique national ;
- Perturbation de la politique économique et absence de stabilité économique ;
- Nuire aux personnes à faible revenu et à l'émergence de personnes qui atteignent le niveau de sécurité sociale le plus élevé ;
- La propagation de la corruption dans toutes ses manifestations et les crimes économiques et non économiques croissants ;
- Introduire de mauvaises habitudes et de nouveaux comportements dans la structure sociale.

4.2. Les effets positifs de l'économie informelle

Pour les effets positifs on distingue :

- Considérer plus sensible aux changements des conditions du marché que l'économie formelle, car il peut éviter les effets des mesures réglementaires telles que les lois sur le salaire minimum, les taxes qui rendent cette économie plus dynamique ;
- Laisse un surplus économique qui permet au secteur des affaires de continuer et de croître à la lumière de la mauvaise réglementation du gouvernement et de l'exagération des taxes et des frais qui limitent la croissance des activités économiques et juridiques ;
- Correspond à une source de continuité de vie pour un grand secteur social et crée de nouveaux emplois et salaires similaires aux salaires légaux, contribuant ainsi à l'autosuffisance et aidant à résoudre la crise du chômage à un moment où le secteur formel est incapable.

¹Rapport de CNES, Le secteur informel-illusions et réalités, 24ème Session Plénière.2004. P.45.

²Ramzi Mohammad, « L'économie parallèle en Tunisie Angle différent », université de Tunisie. Thèse doctorat science économique, 2003, P87.

Chapitre 1: Généralité Sur L'économie Informelle

5. Méthodes et modèles pour mesurer et estimer la taille de l'économie informelle

L'économie informelle est une variable, il est donc difficile de donner une estimation précise de la taille de cette économie parce que c'est une économie cachée.

Toutefois, cela ne l'empêche¹ pas d'essayer de parvenir à une estimation de la taille de l'économie informelle, car il vous permet de modifier les comptes nationaux et les activités connexes, les principaux critères (travail, exploitation, chômage, revenu ...) et d'autres indicateurs sociaux et économiques.

Les affrontements estiment la taille de l'économie informelle en fait deux types de problèmes, dont l'un était difficile de limiter toutes les activités cachées en raison de la propagation et de pénétration dans tous les secteurs, et aussi en raison du manque de données statistiques et la multiplicité des sources, tandis que d'autres sont différentes et plusieurs méthodes pratiques de mesure connexes Dans l'estimation de l'économie non formelle, les estimations des économies informelles diffèrent considérablement.

Plusieurs méthodes sont actuellement utilisées pour estimer la taille et la valeur de l'économie informelle et peuvent être illustrées dans le tableau suivant :

Tableau n° 03 Trois points de vue opposés sur le secteur informel

position	Définissions idéologique	Recommandations politique économique	Mode de mesure
Keynésienne et néo keynésienne	Logique de production	Politiques actives d'emploi et de redistributions	Méthodes directes (Enquêtes auprès des ménages, Des entreprises revenus)
Néo-classique et libéraux	Position vis à vis Des régulations publiques	Retrait de l'intervention de l'état	-méthodes indirectes (Variables monétaires, croissance de sources) -Audit (types fiscaux)
Néo- marxistes	Position vis à vis Des régulations publiques	Remplacement de l'état capitaliste	Couverture de la main d'œuvre par la sécurité social

¹François Roubaud « Economie non enregistrée par la statistique et le secteur informel dans les pays en développement. Le problème de la mesure ». Paris : ORSTOM, 1992. P 85.

Chapitre 1: Généralité Sur L'économie Informelle

Source : François Roubaud « Economie non enregistrée par la statistique et le secteur informel dans les pays en développement. Le problème de la mesure ». Paris : ORSTOM, 1992.P85.

5.1. Méthodes directes¹: Ces méthodes ne sont pas précises, basées sur les estimations que le chercheur peut obtenir à travers son étude de chaque secteur. Ce type de programme comprend les méthodes suivantes:

A. La méthode d'interrogation

La taille de l'économie informelle peut être estimée à partir des données de l'enquête, à savoir l'utilisation de recherches globales et d'échantillons basés sur des réponses volontaires sous forme de questionnement auprès des familles et des institutions pour diffuser les résultats sectoriels obtenus Estimer la taille de l'économie informelle. Les enquêtes de terrain sur les familles et les institutions sont les suivants :

- Enquêtes familiales (familles): Ce sont principalement Recensement de la population: enquêtes sur le travail et les enquêtes de consommation. Ces enquêtes visent principalement à mesurer l'emploi principalement concernées par la production de biens et de services, et une présentation sur l'état du travail dans le secteur;

- Le principal avantage de cette méthode réside dans l'information qui peut être obtenue sur la structure de l'économie informelle. Pour que l'exactitude des résultats dépende de la volonté des répondants aux listes du questionnaire de coopérer dans le cadre de l'étude souhaitée ;

- La plupart des personnes interrogées hésitent à reconnaître leur comportement frauduleux et trompeur et leurs réponses ne peuvent être entièrement fiables, ce qui rend difficile l'estimation de la quantité de travail annoncée.

B. Audits fiscaux

L'économie informelle est estimée sur la base des efforts des administrations fiscales pour divulguer les revenus, à travers l'audit fiscal et l'audit intensif d'un échantillon de financiers ayant soumis leur déclaration de revenus pour vérifier leur validité Ces déclarations.

Dans ce cas, il est supposé que le financier volontairement (sous la menace légale de tomber en proie à des lois d'évasion fiscale) divulgue toutes les sources de revenu, et cette méthode est basée sur la sélection d'un échantillon aléatoire de contribuables dans la société, Celles-ci doivent faire l'objet d'un examen approfondis afin de tenter de découvrir le taux d'évasion fiscale, puis de diffuser ces résultats au niveau national.

Cette méthode est caractérisée par donner presque exacte à la quantité de revenu qui est caché par les financiers.

Cependant, cela n'empêche pas que cette méthode souffre de plusieurs défauts,

¹François Roubaud « Economie non enregistrée par la statistique et le secteur informel dans les pays en développement. Le problème de la mesure ». Paris : ORSTOM, 1992.P85.

Chapitre 1: Généralité Sur L'économie Informelle

Y compris des défauts liés au processus d'échantillonnage en général. De plus, certaines formes de revenu sont difficiles à mesurer ou à détecter, comme la contrebande de marchandises, le trafic de drogue et d'autres.

5.2. Méthodes indirectes ¹

Les approches dites « indicatrices » sont souvent des apports macroéconomiques ou des tendances car elles reposent sur des hypothèses liées à la fonction de l'économie et reposent sur l'idée que les activités informelles laissent à désirer et que leurs effets sont surveillés. Evaluer l'état de l'économie informelle.

Plusieurs indicateurs économiques sont utilisés pour le développement de l'économie informelle:

A. Statistiques des comptes nationaux

Également appelées différences ouvertes Cette méthode est basée sur la mesure de la différence entre le revenu (ressources) et la dépense (utilisation), ce qui signifie que cette méthode d'estimation de la taille de l'économie informelle repose sur le fait que Sous la forme de revenu, mais il apparaîtra sous la forme de dépenses, ce qui signifie que l'entrée cachée se transformera en dépenses tôt ou tard.

- **Au niveau micro-économique**, cela se fait en comparant le revenu par dépenses à différents groupes d'individus et en généralisant ensuite les résultats au niveau de l'économie dans son ensemble.

Ainsi, les personnes dont le revenu déclaré est moins susceptible de cacher une partie de leur revenu, ce qui peut être dû à un revenu généré à l'origine par l'économie informelle, repose sur l'hypothèse que les individus ont accès à différentes sources, De ces entrées ne sont pas divulgués ou au moins cachés.

- **Au niveau macroéconomique**: Cela se fait en comparant les revenus et les dépenses au niveau macro. La taille de l'économie informelle est déterminée en comparant les estimations des comptes du revenu national avec les estimations du revenu basées sur les recettes fiscales.

Les différences doivent représenter l'estimation du revenu non déclaré des autorités fiscales. Ces comparaisons ont été faites dans de nombreux pays Pommerehne & Frey souligne que les différences entre les mesures du revenu national et les estimations de revenus basées sur les recettes fiscales ont été estimées à 4,7% en 1978 aux Etats-Unis.

¹François Roubaud « Economie non enregistrée par la statistique et le secteur informel dans les pays en développement. Le problème de la mesure ». Paris : ORSTOM, 1992.P85.

Chapitre 1: Généralité Sur L'économie Informelle

Macafee (1980) affirme¹ que le PIB du point de vue des dépenses est non biaisé car il est compilé à partir de l'Enquête sur les dépenses des familles, tandis que le PIB est calculé à partir du revenu du ministère des Finances et le revenu réel est affecté par la sous-déclaration. Dissimulation des erreurs entrantes, temporelles et d'échantillonnage (Dilnot et Morris, 1981).

L'écart (ou la différence résiduelle) entre les estimations du PIB en pourcentage du PIB du point de vue des dépenses avait considérablement augmenté, passant de moins de 0,3% en 1960 à près de 4% en 1974, pour trois raisons: le modèle nécessite plus d'informations atteindre un système de demande complet; les retraités et les parents célibataires ne sont pas inclus dans l'échantillon; en ce qui concerne les travailleurs indépendants, les préférences sont plutôt réalisables.

B. Statistiques de la population active

La taille de l'économie informelle est estimée par cette méthode sur la base d'une faible participation au marché du travail dans l'économie formelle, en supposant que la population active participe à un taux généralement fixe ; Ainsi, la différence entre les taux de participation effectifs et enregistrés officiellement nous a permis d'estimer la taille de l'emploi informel et donc d'estimer la taille de l'économie informelle.

Cette méthode est basée sur l'utilisation d'enquêtes sur la participation au marché du travail, qui révèlent que la plupart des personnes impliquées dans les activités économiques sont plus souvent diffusées par les statistiques officielles. En comparant les taux de cotisation au début de la période précédant le déclin et la période de comparaison, on peut calculer la taille relative de la population active non organisée et estimer la taille de l'économie informelle par certaines différences de productivité des travailleurs dans l'économie formelle et informelle.

Selon estimation du Bureau international du travail (BIT)² et principaux indicateurs sur le marché du travail -résultats de l'enquête Emploi au troisième trimestre 2017, Le taux d'activité est quasiment stable au troisième trimestre 2017 en France Le taux d'activité des 15-64 ans s'établit à 71,9 % au troisième trimestre 2017. Ce niveau est à peine inférieur au point haut mesuré au trimestre précédent (-0,1 point) mais supérieur de 0,3 point à celui du troisième trimestre 2016.

5.3. Couverture de la main d'œuvre par la sécurité sociale

La plupart des sociétés, à tous les niveaux, reconnaissent le besoin d'assurer à leurs membres une protection contre la perte de revenu en cas de risques sociaux. Elles reconnaissent aussi le besoin d'assurer l'accès à des soins de santé suffisants et abordables. Pour beaucoup, ces besoins sont satisfaits à travers leurs conditions de travail là où elles représentent une composante importante du travail décent. Mais

¹ DILNOT.A and Morris. (1982) "What do we know about the black Economy in the united kingdom" (in Tanzi 1982) .sage journals. <http://journals.sagepub.com> consulted le 21/01/2018 a 21H33.

²Chômage au sens du Bureau international du travail (BIT) et principaux indicateurs sur le marché du travail -Résultats de l'enquête Emploi au troisième trimestre 2017. Institut internationale de la statistique et études économique. <https://www.insee.fr> consulté le 23/02/2018 à 22H50.

Chapitre 1: Généralité Sur L'économie Informelle

pour les exclus, l'absence de sécurité sociale constitue le déni d'un droit humain fondamental.

La protection sociale¹ contribue aussi à la croissance économique en ceci qu'elle encourage les investissements, en particulier pour les chefs des petites entreprises (lien avec la sécurité), promeut la productivité (meilleur état de santé pour les travailleurs, par exemple),

Et favorise les activités économiques et la sécurité des salaires. Elle y contribue également, à travers le développement intellectuel et l'accroissement du capital humain et social (cohésion sociale, par exemple). La protection sociale pour les plus pauvres et les plus vulnérables peut aussi faciliter la réalisation de réformes structurelles visant à la croissance économique et au développement. Elle joue de surcroît un rôle essentiel dans la promotion de l'équité et la réduction des inégalités (et donc sur la réduction de la pauvreté absolue mais aussi relative) et elle constitue un instrument puissant pour la redistribution des richesses entre les différentes catégories de la population.

Selon le rapport du Directeur général sur les activités de l'OIT en Afrique pour la 10^e réunion régionale à Addis-Abeba en décembre 2003 fait remarquer que « au cours de la décennie écoulée, le manque de dynamisme de l'économie, les conflits, les luttes intestines et l'instabilité politique ont empêché que la pauvreté recule sensiblement en Afrique ».

Néanmoins, grâce à diverses initiatives, la Tunisie est parvenue à élargir sa couverture de sécurité sociale en matière de soins de santé, de pensions de vieillesse, et de prestations de maternité et d'accidents du travail. La part des travailleurs et de leurs familles est passée de 60 à 84 % en 10 ans seulement.

Comment cela at. Ilput être réalisé si rapidement ?

- **Premièrement** : la Tunisie a pris mesures pour limiter la sous-déclaration de revenu chez les travailleurs indépendants en instaurant des échelles de revenus pour différentes catégories professionnelles, puis en utilisant ces échelles pour calculer les cotisations. Est venue ensuite une grande campagne d'information menée en collaboration avec les organisations d'employeurs et de travailleurs, et grâce à laquelle un grand nombre d'employeurs et de travailleurs ont adhéré au régime ;
- **Deuxièmement** : le gouvernement ayant pris des mesures énergiques pour améliorer le recouvrement, le régime a suscité une confiance grandissante en tant que source effective de protection contre l'augmentation du coût des soins de santé ainsi que pour assurer la sécurité du revenu pendant la vieillesse.

¹Clive Bailey, Politiques de la sécurité sociale (SOC/POL Genève) « extension de la couverture de la sécurité sociale en Afrique » ; bureau international du travail ; p1-5.

6. Solutions pour réduire ou atténuer le phénomène de l'économie informelle

La plupart des économistes informels ¹s'accordent à dire que les politiques économiques seront plus efficaces si la taille de l'économie informelle décline. Plusieurs mesures ont donc été proposées pour traiter le phénomène de l'économie informelle afin de l'éliminer ou d'atténuer les conséquences de son existence.

Par conséquent, nous devons regarder les racines de ce phénomène et les raisons les plus importantes de son émergence et essayer de le réformer ou de le modifier, et basé sur l'étude ci-dessus doit prendre en compte ce qui suit:

- **Réformer ou modifier le régime fiscal** : L'évasion fiscale joue un rôle clé dans la croissance de l'économie informelle, c'est-à-dire que plus l'évasion fiscale est importante, plus la taille de l'économie informelle est grande et vice versa, elle doit être réduite dans la mesure du possible on économie formelle ;

- **Réduire les taux d'imposition**: Le fardeau reste élevé et constitue une forte incitation à entrer dans l'économie informelle. Réduire les taux d'imposition tout en simplifiant la structure fiscale peut contribuer à réduire la taille de l'économie informelle ;

- **La rationalisation des exonérations fiscales** : en général et des exemptions douanières en particulier, car elles ont été utilisées comme une évasion fiscale, ce qui a eu un impact négatif sur les recettes fiscales ;

- **Des sanctions plus sévères pour l'évasion fiscale**: Une des solutions proposées pour résoudre le problème de l'évasion fiscale, qui est l'imposition d'une pénalité ou d'une très forte pénalité et en suivant les politiques qui déterminent si une personne échappe au paiement des taxes ou non.

Cela peut se faire, par exemple, en comparant les rapports soumis par l'individu à son revenu, selon le niveau de revenu des autres personnes qui sont imposées, exécutent le même travail ou résident au même niveau de logement.

- **La possibilité de détection de l'évasion**: Pour que les politiques de sanctions donnent de bons résultats, la probabilité de détection de l'évasion fiscale est élevée. Plus les sanctions sont sévères et plus la probabilité de découverte est grande, plus les tentations et les incitations à l'entrée dans l'économie informelle diminuent ;

- **Faciliter les procédures administratives et réduire l'intensité des réglementations juridiques** en révisant les procédures et méthodes appliquées dans le domaine de l'économie formelle et conçues pour devenir plus réalistes et approuver lesystème naturel en simplifiant les procédures et en réduisant les documents requis pour l'examen fiscal, Avec des capacités de comptabilité limitées ;

- **Améliorer les salaires dans le secteur formel**, en assurant le niveau de l'amélioration des revenus, la productivité augmente en permanence, alors que les salaires ne progressent pas au même rythme, comme la faiblesse des revenus des travailleurs du secteur formel ; qui les pousse à travailler dans d'autres domaines, loin des yeux de la censure afin de remplir leur L'écart entre les revenus et les dépenses ;

¹JEAN MARC.GUILLELMET - 1998 ; L'économie informelle comme mode de développement institutionnalise ; thèse de doctorat en science économique ,1998 p 8-13.

Chapitre 1: Généralité Sur L'économie Informelle

- **Mise en place d'un rôle spécialisé des sociétés coopératives** pour fournir une assistance et des conseils pour résoudre les problèmes auxquels sont confrontés les militants de l'économie informelle pour les pousser peu à peu à travailler dans l'économie formelle ;

- **L'augmentation du nombre de travailleurs** dans l'économie informelle est liée à la pertinence et avec les exigences de travail, et il est donc nécessaire de réhabiliter et de former la main-d'œuvre et d'encourager la recherche scientifique et la formation professionnelle qui sont également le pilier de la croissance de l'économie dans son ensemble ;

- **Augmentation des amendes pour ceux qui travaillent dans l'économie cachée**, ainsi que ceux qui les embauchent, ainsi que l'augmentation du nombre d'inspecteurs du travail, et de montrer un plus grand degré de contrôle et le contrôle de ces formes d'emploi cachées.

Pour s'attaquer au phénomène de l'économie informelle, il faut donc connaître les vraies raisons de l'existence de cette économie et essayer de la surmonter, en réduisant les incitations et les tentations de rejoindre cette économie et en augmentant l'attrait de l'économie formelle, qui est de Réduire la taille de l'économie informelle et la limiter le plus possible.

Section 2 : économie informelle en Algérie

1. L'émergence de l'économie informelle en Algérie

Les déterminants intérimaires du phénomène de l'économie parallèle résident dans la pénurie de produits agricoles et industriels explosion démographique et son impact sur la demande, ce qui conduit à l'émergence de l'inflation de la demande ainsi les crises économiques qui affectent les revenus des travailleurs, le chômage, la pauvreté, d'autre part le manque de cadres efficaces et jeunes menant à une mauvaise gestion, suivi strict des échanges pour protéger les réserves internationales.

Tous ces facteurs conduisent à la pratique d'activités cachées et à l'émergence de l'économie parallèle, et nous diviserons le développement de ce phénomène les étapes depuis l'indépendance comme suis :

1.1. Phase socialiste de 1962 au 1979

Au lendemain de son indépendance, pour affirmer sa souveraineté ¹nationale, l'Algérie, l'instar de nombreux pays récemment décolonisés, a opté pour un modèle de développement socialiste, les caractéristiques de l'économie informelle à ce stade sont apparues dans les points suivants:

- La mise au point des plans de développement du secteur industriel, où la plupart des contenus, de nombreux projets d'investissement a ouvert des postes pour de nombreux emplois, ce qui a conduit à une expansion rapide des biens de la demande et des produits de consommation par rapport à la mobilité de la production nationale de pétrole brut qui ne suffisait pas. et à partir de la production nationale dynamique du brut par rapport ;

¹ AHMED HENNI, " économie algérienne indépendante, ". ENAG, 1991 ; P 24.

Chapitre 1: Généralité Sur L'économie Informelle

À l'expansion rapide de la demande de biens et services a conduit à une hausse significative des prix, ce qui a conduit à la rareté des matériaux et donc ces tensions ont favorisé, le développement des phénomènes de spéculation et la vente sous la table et sont le marché parallèle ;

- L'ampleur des efforts d'investissement ont conduit à massifs de réfugiés à l'étranger pour couvrir les besoins nécessaires à la conduite de l'économie nationale des entrées alimentaires agricoles et industrielles et des matériaux, semi-fabriqués et de l'équipement, tout conduit à une tendance à l'importation de saut de 32% à 84% durant cette période, malgré l'utilisation d'hydrocarbures en abondance comme source pour fournir des devises fortes et malgré la hausse importante des prix du pétrole en 1974, où, dans cette période, le ratio d'endettement se situait à 92% du PIB en 1974,

En hausse et jusqu'à 65% du PIB en 1979, qui se sont élevées à des emprunts étrangers en 1978 à 56 milliards de dollars tandis que le taux d'intérêt La dette représente 52% de la valeur des exportations.

Tout cela a conduit à la pénurie de devises et le besoin urgent pour elle, ce qui incite le mode strict de contrôle des changes, que cette pénurie a conduit à l'incapacité de répondre aux désirs des durs demandeurs de devises de la banque centrale, ce qui pousse ceux qui souhaitent obtenir de la monnaie difficile d'acheter au prix le plus élevé possible,

Ce qui incite les détenteurs de devises fortes à vendre sur le marché parallèle au lieu du marché officiel.

L'intérêt croissant des programmes de développement du secteur industriel et l'abandon du secteur agricole ont entraîné un exode rural vers la ville en quête de travail dans le secteur industriel d'une part, et d'autre part,

La montée rapide et l'augmentation de la croissance démographique, les raisons ont conduit au taux de chômage élevé en dépit des positions ouvertes du travail résultant des investissements inclus dans les plans de développement, mais le chômage est resté,

Ce qui a conduit à la transformation des jeunes sans emploi dans la pratique des affaires illégales dans les marchés informels et parallèles.

1.2. Phase de décentralisation de 1980 au 1989

Cette étape était connue sous le nom développement décentralisée, qui a issue sur l'élaboration de cinq plans quinquennaux, le premier entre 1980-1984 et le deuxième quinquennal 1985-1989.

Les caractéristiques de l'économie parallèle à ce stade sont apparues dans les points suivants:

Parmi les plus importants d'entre eux, le plan quinquennal 1980-1984 consistait à restructurer les institutions économiques afin d'éliminer la bureaucratie qui entravait l'activité de l'institution en raison de la grande taille des institutions, ce qui rendait leur

Chapitre 1: Généralité Sur L'économie Informelle

gestion difficile. 100 entreprises à 500 nouvelles petites entreprises, l'objectif était de séparer les fonctions de production, de distribution et de décentralisation afin de promouvoir l'économie locale ;

Cependant, dans la seconde moitié des années quatre-vingt (1985-1989) marqués par lequel la situation économique internationale en raison de la perturbation du taux d'intérêt de détresse et les fluctuations des taux de change et la baisse des prix du pétrole, la chose qui a conduit le gouvernement algérien à poursuivre une politique d'austérité, ce qui reflète négativement sur le plan économique et social.

Cette situation montre la restructuration des institutions publiques a échoué et donc voir l'absence d'institutions de réhabilitation et le déficit de la supervision des institutions locales, tout cela a conduit à l'échec d'améliorer la rentabilité des capacités souhaitée et non productifs, et il n'a pas été à la hauteur des objectifs attendus où le déficit budgétaire atteint entre la période (1984 – 1987) à ces institutions 5,18 milliards de dollars, car la baisse des prix du pétrole a entraîné une baisse des recettes de l'État et donc ne pas être en mesure de financer ces institutions.

Ces facteurs, en particulier l'échec des institutions locales à accomplir leurs tâches et les faibles rendements, ont conduit à une hausse des prix des matières premières et à la disparition de certaines d'entre elles sur le marché et la hausse du taux d'inflation sont autant de raisons qui ont conduit à la confusion du marché parallèle, fournissant ainsi la pénurie de biens par la contrebande et les méthodes illégales

La crise du pétrole en 1986 a augmenté la charge de la dette extérieure ratio du service de la dette aux exportations 96% en 1989, et cela signifie que les deux tiers des exportations (revenus) alloués au service de la dette et le reste ne suffit pas pour répondre aux besoins et les matériaux nécessaires importés, et années Algérie 1987 rencontre beaucoup de difficultés à obtenir de nouveaux prêts, en plus de la baisse des recettes d'exportation considérables, entraînant la fourniture de biens et services d'une manière qui sont illégales et pratiquées sur le marché parallèle, et la forte hausse de l'endettement d'un manque de devises chose difficile qui a conduit à l'exacerbation des devises sur le marché vue illégale.

1.3. Phase de la transition vers l'économie du marché de 1990 au 2000

La transition vers l'économie de marché¹ après la crise pétrolière de 1986 qui a conduit à l'évolution de la tourmente financière politique et économique a conduit à la mise en œuvre par le gouvernement algérien de trois programmes de stabilisation avec le FMI en (1989-1991-1994) et le programme d'ajustement structurel (1994-1998).

Nous allons mettre en évidence le développement de l'économie parallèle à ce stade dans les points suivants:

- Le premier programme conduisit à une dévaluation du dinar et à une libéralisation des prix, ce qui entraîna l'ouverture de l'offre et de la demande sur le

¹FATIHA TALAHITE « les réformes et transformation économiques en Algérie », université de paris, science économique et de gestion ;p 66.

Chapitre 1: Généralité Sur L'économie Informelle

marché des changes et des biens et services, entraînant une hausse considérable des prix des biens et services.

Ces facteurs ont conduit à une détérioration du niveau de vie et à un revenu par habitant insuffisant pour répondre aux besoins quotidiens, et c'est l'une des raisons les plus importantes de l'emploi et des activités illégales sur le marché parallèle afin d'obtenir des revenus ;

- Le deuxième programme comprenait: Libéralisation totale du commerce extérieur, qui a conduit au développement des opérations de contrebande par des groupes transfrontaliers, réseaux spécialisés dans le profit rapide, en évitant les lois d'état aux lobbies et au commerce illégal en raison de la situation géographique et économique de l'Algérie, la contrebande de marchandises est limitée à l'importation de drogues, de cigarettes en raison de l'expansion de la liste des importations en raison de l'annulation du soutien aux prix des biens de consommation d'une part.

D'un autre côté, ce programme comprenait également la solution et la privatisation de nombreuses institutions publiques à la recherche d'efficacité économique et la réduction du rôle de l'état, ce qui entraîna d'importantes mises à pied en plus des taux élevés de croissance démographique de l'Algérie.

1.4. Phase de récupération de 2001 à ce jour

D'après le Programme de relance et de soutien économique qui représenté un outil pour les réformes structurelles requises par le gouvernement algérien pour créer un environnement propice son intégration dans l'économie mondiale, ce qui permettra d'atténuer la crise.

Deuxièmes la profondeur de l'économie algérienne au cours de ce que l'on appelle les décennies noires ou rouges, et laisse les conditions d'une véritable stratégie de développement durable. Fin d'atteindre les objectifs énoncés dans ce programme,

Le gouvernement d'adopter un ensemble de politiques associées au programme de relance économique, à savoir l'affectation des ressources financières destinées à encourager les investissements nationaux et étrangers et d'améliorer le travail de l'organisation et de la préparation à l'adhésion à l'Organisation mondiale du commerce. L'auteur de ce programme est l'émergence de facteurs qui ont conduit à l'exacerbation du phénomène de l'économie parallèle dans les points suivants mettre en évidence:

- Le gouvernement algérien a eu recours¹ à l'élargissement de l'assiette fiscale pour l'apport de ressources financières: en 2001, les recettes fiscales s'élevaient à 2,0 milliards de dinar, en 2002 elles atteignaient 5,2 milliards de dinars,

En 2003, 5,7 milliards de dinar et 8,2 milliards de dinar en 2004, et l'augmentation significative des droits de douane et des taxes a favorisé la contrebande des biens transfrontaliers dans ces zones franches d'une part, et d'autre part L'évasion fiscale et la fraude fiscale sont autant d'aspects de l'économie informelle ;

¹Rapport de la banque mondiale ; « la hausse des taxes affecte la croissance ». <http://capalgerie.dz/rapport-de-la-banque-mondiale-sur-lalgerie-la-hausse-des-taxes-affecte-la-croissance/> consulté le 21/02/2018 à 21h14.

Chapitre 1: Généralité Sur L'économie Informelle

•Le point important, qui est à l'origine de toutes les activités informelles des différentes étapes de l'économie parallèle, s'est répandu ces derniers temps: la corruption administrative, pour corrompre les fonctionnaires et les employés dans différents domaines tels que les douanes, la police, les administrations ...Lesquels en Algérie sont appelés café en vue d'accélérer la cessation et l'objet des procédures administratives, permettant la pratique généralisée des activités informelles :

•La Banque mondiale¹ table sur un ralentissement de la croissance de l'économie algérienne au second semestre 2017 et en 2018. Dans sa mise à jour semestrielle des perspectives de l'économie mondiale, ont sous-tendu une croissance économique solide au début de l'année 2017 ». Selon les estimations, la croissance du PIB réel a augmenté de 3,7 % au premier trimestre, principalement en raison de la forte production dans le secteur des hydrocarbures, qui a augmenté de 7,1 %.² La croissance dans le secteur hors hydrocarbures a ralenti pour s'établir à 2,8 %, contre 4 % au cours de la même période en 2016.

Le déclin a été particulièrement marqué dans le secteur manufacturier, où la croissance est tombée à 3,9 %, contre 5,1 % au premier trimestre de 2016 ; les chiffres correspondants pour l'agriculture sont de 3 % et 4,8 % respectivement. Jusqu'ici, l'inflation se situe au-dessus de 6 % pour l'année la banque mondiale précise toutefois que les défis structurels limitent toutefois la croissance des hydrocarbures et l'inflation continue d'augmenter. Un double déficit important persiste, amenuisant l'épargne et les réserves budgétaires. À moyen terme, la croissance devrait reculer et le double déficit se réduire avec la mise en œuvre par le gouvernement de mesures d'assainissement budgétaire » ;

On peut démontrer scientifiquement³ que l'extension de la sphère informelle est le produit des dysfonctionnements des appareils de l'Etat et de la bureaucratie centrale et locale. Elle contrôle 70% des segments de produits de première nécessité.

Cette sphère utilise des billets de banques au lieu de la monnaie scripturale (chèques) ou électronique faute de confiance, existant des situations soit de monopole ou d'oligopoles au niveau de cette sphère avec des liens entre certaines sphères et la logique rentière.

Il y a un lien inversement proportionnel entre l'avancée des réformes structurelles qui seules peuvent intégrer la sphère informelle et l'évolution du cours des hydrocarbures, réformes ralenties paradoxalement lorsque le cours est en hausse alors que cela devrait être le contraire si l'on veut préparer l'ère hors hydrocarbures. La dominance de la sphère informelle dont l'essence revoie au mode de gouvernance et à l'incohérence de la politique socio-économique explique que des mesures bureaucratiques ont eu peu d'effets pour son intégration.

¹ Rapport de la banque mondiale ; « la hausse des taxes affecte la croissance ». <http://capalgerie.dz/rapport-de-la-banque-mondiale-sur-lalgerie-la-hausse-des-taxes-affecte-la-croissance/> consulté le 21/02/2018 à 21h14.

² Rapport de la banque mondiale ; « la hausse des taxes affecte la croissance ». <http://capalgerie.dz/rapport-de-la-banque-mondiale-sur-lalgerie-la-hausse-des-taxes-affecte-la-croissance/> consulté le 21/02/2018 à 21h14.

³Dr Abderrahmane MEBTOUL, « quelle est la réalité de la sphère informelle en Algérie? » [.www.lematindz.net/.../25454-quelle-est-la-realite-de-la-sphere-informelle-en-algerie.html](http://www.lematindz.net/.../25454-quelle-est-la-realite-de-la-sphere-informelle-en-algerie.html). Consulté le 21/02/2018 à 21h14.

2. Phénomènes entourant l'économie informelle en Algérie

2.1. La corruption

La corruption et l'exploitation de l'influence sont l'une des manifestations les plus importantes de la corruption économique et administrative en Algérie.

Nous avons passé l'économie algérienne comme nous l'avons mentionné plus tôt dans la transition est très difficile à commencer par les crises, conjuguée à des changements successifs dans les gouvernements, en plus d'adopter une économie de marché grâce à des réformes structurelles et d'abandonner le système socialiste,

En plus du manque de sécurité et de la stabilité, tout cela a eu un impact négatif sur le plan économique privé, Et conduit à de nombreuses distorsions, y compris: faible pouvoir d'achat, la propagation du chômage et de la pauvreté, l'augmentation de la dette extérieure, etc. Ce qui a contribué à augmenter le phénomène de corruption ;

La lutte contre la corruption est une grosse et lourde entreprise. C'est le fléau de tous les pays qui essayent d'émerger. Elle ne peut être qu'une action de longue durée. Les pays développés (nos partenaires) ont une part de responsabilité dans ce fléau et qu'ils doivent assumer. Le défi est difficile, complexe et risqué mais pas impossible.

La transparence, une meilleure gouvernance, l'instauration ¹d'un régime démocratique, la liberté de la presse et d'opinion sont des pistes à creuser. La lutte contre la corruption vaut la peine d'être engagée et ce malgré sa complexité.

L'Organe National de Prévention et de Lutte contre la Corruption entamé une étude destinée à l'élaboration d'un code de conduite des agents publics, en application de l'article 7 de la loi 06-01 du 20 février 2006 relative à la prévention et à la lutte contre la corruption, en impliquant la collaboration des institutions et administrations publiques.

Le Code de conduite est conçu de manière à aider les agents publics à intégrer les normes minimales de comportement individuel et professionnel nécessaires pour servir l'intérêt général, maintenir la confiance du public envers l'Administration et combattre la bureaucratie et la corruption.

Par la suite, Office central de répression de la corruption« L'OCRC »²a été placé dans un premier temps auprès du ministre chargé des Finances, puis il fut mis sous tutelle de la... justice. Puis de nouvelles dispositions relatives au décret présidentiel portant composition, organisation et modalités de fonctionnement de l'OCRC ont été publiées au Journal officiel (n°46 du 31 juillet 2014).

¹ Article Abdeljalil L'Abdi, « Contribution/ La corruption est-elle une fatalité insurmontable en Algérie? », Algérie focus. Consulté le 21/02/2018 à 21h30.

² « Séminaire sur la lutte contre la corruption dans les secteurs public et privé », le soirs, d'Algérie ; mai 2017.consulté le 21/02/2018 22h40.

Chapitre 1: Généralité Sur L'économie Informelle

Le nouveau décret «a pour objet de modifier certaines dispositions du décret présidentiel n°11-426 du 8 décembre 2011 fixant.

La composition, l'organisation et les modalités de fonctionnement de l'Office central de répression de la corruption »

L'Office constitue un outil opérationnel dans le domaine de la lutte contre les atteintes aux deniers publics. Il est érigé en service central de police judiciaire chargé des recherches et des constatations des infractions dans le cadre de la répression de la corruption et de déférer les auteurs devant les juridictions compétentes, en vertu des dispositions de la loi 06-01 du 20 février 2006. Il traite les dossiers transmis par les instances officielles,

Néanmoins, par manque de renseignement ¹ de cet organe on se contente de données estimative du classement sur la corruption de l'Algérie de 2003 à 2013 selon TransparencyInternational Le tableau qui suit note que n'existe aucune amélioration entre 2003 et 2013.

Tableau n° 04 : indice de la corruption en Algérie

année	2003	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
%/10 pays	2.6	3.1	3	3.2	2.8	2.9	2.9	3.4
rang	88	84	99	92	111	105	112	105
pays	133	163	179	180	180	178	183	176

Source :<https://www.transparency.org/>.

Transparency International (TI) a rendu public le 9 juillet 2013, son baromètre mondial de la corruption 2013 où l'Algérie occupe le 105e rang sur les 107 pays concernés par le sondage soit deux places avant le dernier où aucun secteur d'activité, aucune corporation ou institution n'est épargné par ce cancer de la corruption. Ainsi, 74% des Algériens pensent que le milieu des affaires est gangréné par la corruption. La justice algérienne est discréditée aux yeux des citoyens, 72% des Algériens considérant que les instances judiciaires sont affectées par la corruption, contre 67% et 62% concernant les partis politiques et le Parlement. Les résultats obtenus par l'Algérie s'expliquent par l'absence de volonté politique au plus haut niveau de l'État à lutter contre la corruption, dans le registre des transactions commerciales internationales, le communiqué de l'AACC note que l'Algérie "ne commerce presque

¹« Transparency International : l'Algérie, un des pays le plus corrompus au monde »
<http://www.lematindz.net/news/12080-transparency-international-lalgerie-un-des-pays-le-plus-corrompus-au-monde.html> consulté le 21/02/2018 23h40.

Chapitre 1: Généralité Sur L'économie Informelle

pas avec les 10 pays les moins corrompus dont le Danemark, le Singapour, la Finlande, la Suède, le Canada, la Suisse et la Norvège.

2.2. La contrefaçon

La contrefaçon signifie l'utilisation illicite d'un élément de propriété industrielle protégé par la loi. La tradition des marques est donc une tentative délibérée de tromper les consommateurs en imitant et en vendant des produits de marque très similaires à ceux des produits originaux, mais dont la qualité est différente car elles sont de mauvaise propriété par rapport aux marques originales.

Selon un rapport de l'OCDE ¹ et de l'Office de l'Union européenne pour la propriété intellectuelle. Publié le 23 juin 2017 étudie la provenance et les points de transit du commerce de produits de contrefaçon dans le monde pour la période 2011-2013.

Considérant L'Algérie est un point de transit pour plusieurs types de biens de contrefaçon produits en Chine et destinés principalement à être exportés vers l'Union européenne (UE). Il s'agit de produits alimentaires, cosmétiques, parfums, vêtements, chaussures, ainsi que des lunettes de soleil et des équipements optiques, photographiques et médicaux. Ces produits sont transportés principalement par voie maritime, les voies aérienne et terrestre étant parfois utilisées pour le transport de vêtements et de chaussures.

Toutefois, précise le rapport, cette indication ne permet pas de déterminer si le pays est producteur ou non, et l'identification d'économies sources éventuelles n'a pas pu être effectuée, aucune donnée n'étant fournie à ce sujet par les douanes du pays

Le passage des biens de contrefaçon par des points de transit permet de camoufler leur origine via la falsification de documents, l'établissement de centres de distribution pour ces biens et leur ré-emballage et ré-étiquetage. De plus, les biens en transit sont moins susceptibles d'être contrôlés par les autorités locales.

2.3. Blanchissement d'argent

Utilisation d'astuces et de moyens pour se débarrasser des avoirs illégaux acquis (corruption, détournement, fraude commerciale, contrefaçon, trafic de drogue ...), puis les investir dans des activités légalement autorisées et illégales pour dissimuler leur origine illicite. La responsabilité légale et donc induire en erreur la surveillance de la sécurité.

L'économie algérienne a connu une croissance significative du phénomène du blanchiment d'argent, dû à l'instabilité politique et sécuritaire que l'Algérie a récemment connue d'une part et à la tendance de l'économie nationale à une économie de marché et, partant, à l'ouverture vers l'extérieur dans le cadre de la mondialisation.

¹ Article Sarah Ismaïl. L'Algérie pays de transit des produits contrefaits chinois » ; <https://www.tsa-algerie.com/lalgerie-pays-de-transit-des-produits-contrefaits-chinois/> consulté le 23/02/2018 23h40.

Chapitre 1: Généralité Sur L'économie Informelle

Selon les spécialistes, l'Algérie se transforme ¹peu à peu en une terre de culture de résine de cannabis et d'opium, un marché en pleine extension qui s'explique par la forte demande de ces dernières années. C'est aussi la conséquence de la fermeture des frontières. Les trafiquants ayant de plus en plus de mal à acheminer leurs marchandises tentent de se tourner vers la culture de cette dernière.

Quand une telle culture s'installe, il devient alors difficile de l'extirper. Par ailleurs, le dernier bilan de l'Office national de lutte contre la drogue et la toxicomanie fait état d'une saisie de plus de 69 tonnes de résine de cannabis durant le premier semestre 2016, dont plus de 77 % dans l'ouest du pays.

Note que la quantité de résine de cannabis saisie durant les six premiers mois de l'année en cours a enregistré une augmentation de 4,86% par rapport à la même période de 2015. S'agissant des drogues dures, la quantité d'héroïne saisie est passée de 2 527,4 grammes à 1 329,443 grammes, soit une baisse de 47,40% comparativement à la même période de l'année précédente. En revanche, le bilan relève une « très forte augmentation » des saisies des comprimés de type psychotropes, passant de 277 360 à 659 133 comprimés durant la même période de référence, soit une hausse de 137,64%, dont 50,84% ont été saisis à l'ouest du pays. Selon la même source, les investigations menées dans ce cadre par les services concernés ont abouti à l'interpellation de 19 682 individus pour des affaires liées à la drogue, en hausse de 53,19% par rapport à la même période de 2015.

Concernant les tranches d'âge des toxicomanes traités durant cette période, le bilan fait état de 1 965 personnes âgées entre 26 et 35 ans, 994 ont plus de 35 ans et 274 ont moins de 15 ans.

2.4. Fraude fiscale

La fraude fiscale en Algérie a considérablement augmenté ces dernières années pour plusieurs raisons dont les plus importantes sont:

- Difficultés rencontrées par les nouveaux commerçants pour l'obtention d'un registre de commerce ;
- L'administration fiscale, les douanes et la Chambre de commerce ne se sont pas adaptés aux systèmes de gestion modernes ;
- Les transactions commerciales en Algérie, qui sont principalement de vente et d'achat sans utilisation de factures ;
- Le phénomène croissant de la corruption administrative au niveau des intérêts des impôts et des douanes. ;

- L'ouverture de l'Algérie au monde et la libéralisation du commerce extérieur obligent les importateurs à recourir à des méthodes illégales pour importer la plus grande quantité de marchandises et ainsi obtenir un profit rapide ;

¹« La culture de cannabis s'installe... Le kif, un plant qui pousse et qui kif » www.algerie360.com, consulté le 03/03/2018 à 23h12.

Chapitre 1: Généralité Sur L'économie Informelle

• En plus de l'autre type de fraude, qui est l'évasion de paiement des déductions de sécurité sociale, ce phénomène se retrouve sur diverses institutions, qu'elles soient petites ou moyennes, commerciales ou de service.

La principale raison de la croissance et de l'expansion de ce phénomène en Algérie est la situation sécuritaire du pays en particulier dans les années 90, l'instabilité politique et le terrorisme qui ont joué un rôle majeur dans le développement et l'expansion d'actes illégaux, y compris la contrebande. (Comme la contrebande d'armes, etc.).

En 2017, selon la déclaration ¹du ministre des finances « baba ammi » "efforts considérables" consentis par les agents et cadres de la DGI, faisant remarquer que les recettes de certains impôts et taxes restaient "en deçà des prévisions, ce qui nécessite le rétablissement de certains équilibres pour une meilleure mobilisation des ressources fiscales». Le ministre a cité à titre d'exemple la TVA qui a accusé, at-il dit, un certain "recul", car ne représentant que 5 % du PIB contre 15 % dans les autres économies similaires à l'économie nationale. Et témoigne "garantir une mobilisation accrue des ressources fiscales, d'élargir l'assiette fiscale et d'améliorer le recouvrement des taxes et impôts" en vue d'améliorer la couverture des dépenses publiques en fiscalité ordinaire et réduire la dépendance à la rente pétrolière".

Ainsi son déploiement pour le renforcement du système de contrôle et de lutte contre la fraude et l'évasion fiscale qui contribuent à l'amélioration du recouvrement fiscal à travers la consécration de l'égalité devant la fiscalité et l'amélioration du climat des affaires, appelant les cadres et agents fiscaux à centrer leurs efforts sur la qualité des prestations en faveur des contribuables.

2.5 La relation entre ces différents phénomènes et l'économie informelle

Cette relation est-elle alternative ou complémentaire?

Si nous prenons le phénomène de la corruption et sa relation à l'économie informelle trouver logiquement une relation Sont interdépendants car les cas que nous trouvons dans la corruption sont presque les mêmes dans la non-économie mais il y a ceux qui soutiennent que l'économie informelle est un substitut à la corruption.

Certains analystes estiment que la relation entre la corruption et l'économie informelle est Une relation statistique très forte fondée sur les études menées dans les pays d'Amérique latine, où Constaté qu'une augmentation du point de l'indice de la corruption ce qui signifie que c'est moins de corruption conduit à une diminution L'économie informelle, par conséquent, les pays avec un taux élevé de corruption est le secteur n'est pas Le fonctionnaire est très important, et ils concluent que la relation entre eux est plus complémentaire :

Si nous parlons de la limitation² des marques, nous trouvons l'économie informelle prête Pour un tel phénomène l'atmosphère lui convient, les imitateurs ont

¹Algérie - Les recettes fiscales ont augmenté de 9,2% en 2016 (ministre) ; <http://maghrebemergent.com> consulté le 03/03/2018 à 23h31.

²AHMED HENNI ; « réformes et transformations économiques en algérie » ENAG ; 1989.

Chapitre 1: Généralité Sur L'économie Informelle

souvent recours à des non-cercles autorisés à promouvoir leurs produits, car ceux-ci les assurent d'échapper à la surveillance.

Énoncez-les et remplacez toutes les règles et lois qui protégeraient le produit contrefait, c'est ce quels sont également autorisés à frauder avec des contributions fiscales et sociales, ce qui les affecte négativement.

3. La taille de l'économie informelle en Algérie

Les différentes crises vécues par l'Algérie ont eu un grand impact négatif tant sur le plan économique que social, ce qui a favorisé la croissance de l'économie informelle, qui répond aux besoins des individus, en particulier des chômeurs

Plusieurs informations en Algérie ont été constituées sur l'économie informelle, soit pour estimer l'emploi informel d'une part, soit pour estimer le revenu caché d'autre part parmi les plus importants de ces informations, nous mentionnons :

Tableau n° 05 : part de l'emploi formel et structure de l'emploi formel et informel selon le statut de l'emploi en %.

Hors agriculture	2001			2006			2010		
	%	Informel	formel	%	informel	Formel	%	informel	formel
Employeurs	31.9	4.5	5.5	32.1	3.8	6.6	35.6	3.1	4.7
indépendant	76.7	45	7.9	77.4	41	9.8	79	41.2	8.8
Salarié permanent	6.6	9.2	74.8	6.4	5.6	66.6	63.6	2.9	64.8
Salarié non permanent	64.0	33.9	11	67.5	41.9	16.5	65.3	47.9	21.3
Aide familial	82.9	7.4	0.9	92.0	7.7	0.5	91.9	4.9	0.4

Source : calculs des auteurs à partir des enquêtes emploi auprès des ménages 2001, 2006 et 2010, ONS.

La structure de l'emploi informel selon le statut dans la profession montre que les indépendants et les salariés permanents présentent plus de 80 % travailleurs informels, et le reste est pratiquement partagé par les employeurs et les aides familiaux.

Chapitre 1: Généralité Sur L'économie Informelle

Cependant, plus de 60 %¹ des travailleurs formels sont des salariés permanents, la part des salariés non permanents est de 11% seulement en 2001, 16,5% en 2006 et 21,3% en 2010 (Tableau n°05). On note toutefois qu'on observe une progression d'une dizaine de points de cette part des emplois non permanents entre 2001 et 2010

Tableau n° 06 : Pourcentages non enregistrés en matière de sécurité sociale par statut professionnel

Année	1992		2001		2010	
	Effectif	%	Effectif	%	Recensement	%
travailleur permanent	340	51.09	797	68.06	808	64.35
Employeur indépendant	352	11.10	455	13.79	682	20.72
Professionnel aide familiaux	105	87.19	143	81.25	158	79.27

Source : Le Conseil national économique et social CNES

Dans ce tableau, nous notons que le pourcentage de personnes non enregistrées dans la sécurité sociale a augmenté de manière significative² au cours de la période 1992-2010, ce qui indique une augmentation du taux d'emploi dans le secteur informel.

A partir de 2017 Des sanctions sévères sont appliquées à l'encontre des employeurs ne déclarant pas leurs employés à la sécurité sociale », des renoncement des autorités jusqu'à amender des amendes allant jusqu'à 400 000³ DA (40 millions de centimes) pour chaque travailleur non assuré, dans le but de s'attaquer aux abus des employeurs»,

Ajoutant qu' en plus de ces amendes, toute personne employant un travailleur non-déclaré ferait objet d'accusations criminelles, ce qui conduirait l'employeur à

¹L'emploi informel en Algérie : tendances et caractéristiques (2001-2010) Revue MECAS N°12 Juin 2016.

²Le Conseil national économique et social CNES. www.cnes.dz/cnes/, consulté le 23/03/2018 à 23h 22.

³Travailleurs non-déclarés : Des amendes pouvant aller jusqu'à 400 000 DA à l'encontre des employeurs. Algérie- Eco. <https://www.algerie-eco.com> consulté le 23/03/2018 à 23h 38.

Chapitre 1: Généralité Sur L'économie Informelle

l'emprisonnement conformément à ce que stipule le code pénal, qui stipule que la déclaration à la sécurité sociale est un droit fondamental pour tout travailleur» .

Tableau n° 07 :la taille de l'économie informelle à partir du produit national brut, selon l'étude de la Banque mondiale

Année	La taille de l'économie informelle du PNB%
1990	25,4
2000	34,1
2003	42
2006	34,4

Source: Philippe. A : l'économie informelle au Maghreb,2002. Own calculations based on World Bank data, Washington D.C, 2002. World bank,2006.

Il convient de noter que l'économie informelle¹ en Algérie croît régulièrement, passant de 25.4% en 1990 à 34.1 % en 2000, atteignant un sommet de 42% en 2003, puis diminuant légèrement de 2,43% En 2006.

Tous les pourcentages précédents indiquent la gravité de l'économie informelle et 42% sont très importants.

Se basant sur une enquête de l'Office national des statistiques (ONS) qui n'a jamais été publiée, un responsable du ministère du Commerce² évalue le poids de l'économie souterraine à 45% du Produit national brut (PNB), correspondant à une valeur de 124 milliards de dollars pour un PNB de 276,2 milliards de dollars en 2012.

Tandis que la seconde phase sera, quant à elle, consacrée à l'élaboration d'une enquête nationale en 2018, dont les aspects liés au financement et à l'expertise seront à la charge du programme nation uni du développement « PNUD. ».

4. La position de l'État algérien a l'encontre de l'économie informelle

Le secteur informel est plus difficile à définir que n'importe quel autre secteur: c'est le côté sombre du secteur que le gouvernement ne parvient pas à resserrer, un secteur amorphe en ce sens qu'il n'est pas facile d'identifier sa structure ou son organisation. Occupe une place claire dans la structure de l'économie nationale.

L'ampleur du secteur informel est souvent attribuée aux insuffisances de l'État, mais la position du gouvernement et les politiques mises en œuvre n'ont pas toujours

¹L'ÉCONOMIE INFORMELLE au Maghreb, 2002. Own calculations based on World Bank data, Washington D.C, 2002. World bank,2006.

²Pour la première fois, des institutions officielles quantifient la taille du marché informel, livrant des données qui témoignent d'un phénomène démesuré et hors du contrôle. <http://www.reporters.dz> consulté le 24/03/2018 à 15 h00.

Chapitre 1: Généralité Sur L'économie Informelle

été efficaces faute de cohérence entre les acteurs économiques, mais une relation positive basée sur l'objectif commun de développement est attendue.

D'où le discours sur le secteur informel en Algérie, de nombreuses interrogations sur la place de l'état de cette économie et pourquoi l'Etat n'impose pas de lois formelles et d'amendes aux concessionnaires de ce secteur informel? Et si l'Etat a un intérêt dans l'existence de ce secteur parasitaire ?

A partir de ces questions, nous pouvons montrer l'opinion et la position de l'état de l'économie informelle selon deux doctrines:

- Une doctrine qui contribue à encourager le secteur informel, qui est le libéralisme libéral ;
- Une doctrine qui combat le secteur informel et est la doctrine interventionniste.

4.1 Libéralisme libéral

Il débute cette doctrine du fait que l'économie informelle ¹est seulement une expression du poids croissant de l'intervention de l'Etat, non seulement dans le domaine fiscal, mais dans plusieurs domaines les plus importants de la bureaucratie et le poids des lois et des activités informelles ont inexplicables dans l'incapacité de l'État à répondre aux besoins de la société Les classes particulièrement défavorisées, et c'est ce qui pousse le travail hors la loi. Cette théorie soutient que le secteur informel joue un rôle de régulateur social en plus de sa contribution à la création de richesse et à l'emploi, ainsi qu'à l'élimination de procédures administratives complexes. Le gouvernement a donc fermé les yeux sur l'économie parallèle pour les raisons suivantes :

- Le gouvernement et ses institutions bureaucratiques ont fermé les yeux sur ces activités parallèles parce qu'elles y voyaient un moyen d'absorber la colère de l'emploi, mais que cette économie absout les intérêts de la santé et de l'assurance ; Sociale de toutes les responsabilités qui leur incombent. Dans le cas de traiter avec de nouveaux chômeurs ;

- L'Autorité a ignoré le marché parallèle de la monnaie en raison de l'absence d'alternatives légales (bureaux de change officiels) ;

- Les responsables gouvernementaux ont également toléré l'économie informelle en raison de la corruption du gouvernement qui a un intérêt dans ses relations avec les praticiens de l'activité informelle ;

- Les hommes politiques encouragent les activités informelles à utiliser d'autres synonyme de termes de l'économie informelle tels que: votre travail, travail libre, petites industries,

Dont tous diplômés d'actes commis par des particuliers dans le contexte de l'économie informelle de pertinence par rapport aux capacités physiques et leur potentiel Structure organisationnelle ;

¹ Philippe Adair « Production et financement du secteur informel urbain en Algérie », Revue Economie N° 1 et Management, Université de Tlemcen, 2002, P 02.

Chapitre 1: Généralité Sur L'économie Informelle

- le marché parallèle est devenu une nécessité pour l'activité économique et complémentaire à ce qui a été pas vu le marché officiel dans les domaines du travail, des biens et services, et cela, l'Etat voit dans ce secteur, il travaille loin de son contrôle, et il semble que ses installations ne sont pas des procédures et des exigences formelles requises Qui sont déterminés par la loi pour l'exercice de l'une de ces activités, et les propriétaires de ces établissements ne sont pas tenus d'assurer leur travail ou payer les taxes qui leur sont imposées, ou même obtenir une licence des autorités compétentes pour exercer leur activité.

4.2 Intervention d'état

Ceci est contraire à la première doctrine, à savoir l'intervention de l'État dans la lutte contre les activités informelles, qui sont à l'origine de la perte de revenus très importants par l'évasion fiscale et la fraude fiscale, ainsi que la contrebande de biens transfrontaliers. Par exemple, le tableau suivant illustre le rapport coût-efficacité des douanes pour certaines années.

Tableau n ° 08 : Coût-efficacité des douanes pour certaines années

U : milliards de, DA

Année	1994	1999	2000	2003	2006	2007
Recettes fiscales	45	41.51	38.16	524,9	720,8	767,3

Source : direction générale du trésor

Il ressort clairement de ce tableau que les recettes douanières ne cessent de croître depuis 1994 et que cette évolution est due au fait qu'il y a eu une augmentation de la perception des amendes et des pénalités afin de mieux suivre l'exécution des décisions judiciaires en faveur des douanes, Pour éliminer la contrebande de marchandises et cela a permis des ajustements fiscaux.

Cette doctrine provient du fait que la faiblesse¹ de la capacité de l'Etat est la responsable du développement du secteur informel. Parmi les points suivants

- L'incapacité de l'État à payer des impôts ;
- La faiblesse de la pratique de l'Etat, qui conduit à l'émergence d'activités informelles Cette faiblesse de suivi peut conduire à l'instabilité dans le pays soit

À cause de guerres civiles ou de mouvements terroristes, comme cela s'est passé dans les années 1990 en Algérie ;

- L'incapacité de l'État à fournir des emplois à tous les chômeurs ;
- La corruption gouvernementale qui a un intérêt dans ses relations avec les praticiens de l'activité informelle.

¹ Bruno LAUTIER « L'économie informelle dans le tiers monde », la découverte, 2004 , P77 .

Chapitre 1: Généralité Sur L'économie Informelle

Ainsi, et malgré la faiblesse de la capacité de l'État, le gouvernement algérien a essayé de construire un système économique moderne et assuré par l'élimination de l'économie parallèle car elle contrôle une grande partie du secteur non pétrolier, les faibles et parce qu'il peut être politiquement dérisoire et continué de croître.

Nous considérons que la position de l'État est hostile à l'économie informelle d'où il existe de nombreuses agences gouvernementales qui interviennent pour réguler le travail du secteur informel: de temps en temps, elles réveillent leurs représentants pour inspecter leurs activités. Les travailleurs de ce secteur souffrent de l'arbitraire de l'Inspection dans l'usage de leur autorité et des redevances imposées par certains corrompus.

- Poursuivre la poursuite des travailleurs du secteur informel et éditer des dossiers contre eux et prendre des décisions administratives pour fermer leurs installations parce qu'ils violaient les conditions des licences prévues par la loi ;

- Les autorités gouvernementales ont lancé une vaste campagne contre les trafiquants illégaux dans les grandes villes, en particulier les trottoirs ;

- Le gouvernement a alloué le programme pour absorber le phénomène de l'économie parallèle¹ à 2012, 14 milliards de dinars, 4 milliards de dinars au ministère de l'Intérieur et des Collectivités locales et 10 milliards de dinars au ministère du Commerce et Achèvement du réseau national de distribution contenu dans le plan quinquennal, qui comprend la construction de plus de 30 marchés de gros 800 marchés de détail et 1000 marchés de proximité, pour que les anarchistes puissent les absorber ;

- Alors que le gouvernement a tenté d'imposer en Janvier 2011 contrôles de facturation et d'utilisation dans toutes les transactions commerciales d'une valeur de plus de 500 mille dinars, mais les protestations contre les prix élevés du sucre et a perturbé le projet pétrolier,

Qui visait à éliminer le commerce illicite. Le coût de la vente sans les factures d'État a coûté 155 milliards de dinars au cours des trois dernières années (2010 -2012) Mais le gouvernement algérien prépare le terrain pour la réimposition de l'utilisation obligatoire des instruments pour limiter la circulation sur le marché parallèle, ce qui attire la plupart des opérateurs économiques au bloc financier,

- Banque d'Algérie a décidé de revoir les devises commerciales officielles de profits associés pour permettre la marge de propriétés qui souhaitent contester les bureaux de l'ouverture officielle du commerce des devises à échanger une étape de motivation qui fournirait le marché noir alternatif pour devises.

4.3 Résultat des positions

L'économie parallèle qui nuit à l'économie nationale n'est pas ce qui est visible, mais dans les blocs importants de liquidités qui sont négociés en dehors des circuits bancaires officiels, d'autant plus que ces transactions mettent dans l'environnement informel la majorité des concessionnaires officiels, qui souligne la nécessité de moderniser les moyens de travail et de contrôle, y compris le registre commercial électronique et la circulation de l'instrument et des autres moyens de paiement modernes.

¹www.mf.gov.dz , consulté le 25/03/2018 à 23h47.

Chapitre 1: Généralité Sur L'économie Informelle

Mettre un terme aux marchés chaotiques est une étape positive, mais pas suffisante, non seulement pour combattre les commerçants anarchistes, mais aussi pour les encourager à s'engager dans des marchés organisés: non seulement ces jeunes nuisent à l'économie nationale, mais aussi que la solution au phénomène de l'économie informelle réside non seulement dans la répression, mais dans le développement de mécanismes qui stimulent actif dans son domaine pour s'engager dans des activités officielles, telles que la réduction des coûts de l'activité officielle par rapport à l'activité informelle.

Il est nécessaire de revoir le système de taxation et de perception dans le secteur économique et commercial, car ce sont les coûts élevés des taxes qui encouragent parfois l'évasion vers le commerce parallèle. Il est également nécessaire d'accélérer l'achèvement du réseau national de distribution contenu dans le plan quinquennal.

5. Lois, décrets promulgués à l'encontre d'économie informelle

Le gouvernement algérien a un rôle important dans la propagation du phénomène de l'économie informelle et à l'expansion et par les décisions et les lois adoptées, dont certains ont contribué et de manière significative à la propagation du phénomène de l'économie informelle et le manque de bonne préparation pour le sol nécessaire à l'application de ces lois, et il y a des lois et des décisions qui restreindraient l'économie informelle et essaieraient de l'éliminer.

Parmi ces lois, décisions et décrets, ce qui a réussi et démontré son efficacité, et qui n'a pas atteint l'objectif pour cela, soit par le manque d'application stricte de ces lois ou d'autres raisons détaillés dans les tableaux suivants :

Chapitre 1: Généralité Sur L'économie Informelle

Tableau n° 09 : Lois, Décrets Et Décisions Qui Ont Contribué A La Diffusion De L'économie Informelle

N	Nature /réf /texte	Intitulé	Réf journal official
1	Loi n ° 88-29 du 19 juillet 1988	Relative à l'exercice du monopole de l'État sur le commerce extérieur .	JO n°29 du 19 juillet 1988
2	Règlement 92-04 correspondant au 22 mars 1992	relatif au contrôle des changes .	JO n°04 du 22 mars 1992
3	Décret exécutif n ° 94-37 correspondant au 25 janvier 1994,	Relatif au champs d'application, tarif et règles d'assiette et de recouvrement de la taxe spécifique et la perception de la redevance qualitative supplémentaire et appliqué à une liste de produits importé .	JO n° 5 du 26 janvier1994

Chapitre 1: Généralité Sur L'économie Informelle

4	Arrêté interministériel du correspondant au 04 janvier 1994	Modifiant et complétant les arrêtés interministériels des 14 mars et de 6 décembre 1992 portant la suspension de certaines marchandises à l'importation.	JO n° 7 du 06 février 1994
5	Arrêté interministériel correspondant au 08 novembre 1993	Modifiant et complétant l'arrêté interministériel du 06 décembre 1992, qui prévoit la suspension de l'importation de certains produits (viande bovine, moutons frais) Pommes de terre congelées et surgelées, fraîches et congelées ...).	JO n° 13 du 09 mars 1994
6	Arrêté interministériel correspondant au 20 mars 1994	modifiant et complétant l'arrêté interministériel du 04 janvier 1994, et modifiant et complétant l'arrêté interministériel du 14 mars et de 6 décembre 1992 y compris la suspension de l'importation de certaines marchandises.	JO n° 24 du 24 avril 1994
7	Le règlement n ° 95-07 correspondant au 23 décembre 1995	Modifiant et remplaçant le règlement n° 92-04 du 22 mars 1992 relatif au contrôle de change « L'article 10 stipule que seuls les intermédiaires habilités sont autorisés à effectuer des opérations de devise ou des opérations pour leur compte ou pour les comptes de leurs clients. Les intermédiaires agréés sont une banque, une institution financière avec une autorisation préalable de la Banque d'Algérie pour mener des opérations bancaires » .	JO n° 11 du 11 février 1996
8	Le décret présidentiel n ° 2000-114 , correspondant au 11 mai 2000	Relatif à la suppression de l'Observatoire national pour le contrôle et la prévention de la corruption qui a pour objectif important de lutter contre la corruption.	JO n° 28 du 14 mai 2000

Chapitre 1: Généralité Sur L'économie Informelle

9	Ordonnance n ° 01 -02 correspondant au 20 août 2001	Relative à l'établissement d'un nouveau tarif douanier applicable aux marchandises importées, ce qui entraîne la contrebande de ces marchandises.	JO n° 47 du 22 aout 2001
10	le règlement 03-02 du 14 novembre 2002	Inclut le contrôle interne des banques et des institutions financières afin d'assurer un contrôle strict des décaissements, tel que stipulé à l'article 36 de celui-ci. Il prévoit l'établissement de systèmes de contrôle pour contrôler les taux d'intérêt et les taux de change .	JO n° 84 du 18 décembre 2002
11	Arrêté correspondant au 14 avril 2004	Fixant les tarifs applicables par le centre national du registre de commerce au titre de la tenue des registres de commerce et des publicités légales. Intitulé tenue de dossiers d'affaires et les déclarations juridiques, de sorte que ces commerçants n'exercent sur la tendance d'une activité dans le secret en raison des définitions en charge prévues aux articles (2), (3) et (4) de la présente convention :	JO n° 34 du 30 mai 2004
12	Arrêté du 23 février 2018	complétant l'arrêté du 2 octobre 2017 portant approbation du programme d'enquêtes statistiques d'initiative nationale ou régionale des services publics pour 2018 (enquêtes auprès des ménages et des collectivités territoriales).	JO n° 58 Du 10 mars 2018

Source : établie par nous-mêmes des données de journal officiel de la république algérienne

Chapitre 1: Généralité Sur L'économie Informelle

Tableau n° 10: Lois, Décrets Et Décisions Relatifs A La Lutte Contre Les Activités Illégales Et A Leur Intégration Dans Le Cadre Officiel

N°	Nature /réf /texte	intitulé	Réf journal officiel
1	Loi n ° 02-04 correspondant au 05 juin 2015	Définit les règles applicables aux pratiques commerciales, la partie II, la transparence des pratiques commerciales, les prix des marchandises et la facturation, la troisième partie l'intégrité des pratiques commerciales. La définition des pratiques commerciales illégales et l'exercice des prix illégaux, et la quatrième section comprend la classification des violations et l'application de sanctions et d'identification.	JO n° 41 du 27 juin 2004
2	Le décret exécutif n ° 90-182 correspondant au 12 mai 2009	Définit les conditions et modalités d'établissement et de construction des espaces commerciaux ainsi que la pratique de certaines activités commerciales, ainsi que les types d'espaces et de matériaux commerciaux. article (7) prévoit la création d'une commission pour établir des espaces au niveau de chaque état, articles 42 à 23, qui comprennent la réglementation hebdomadaires et Les articles (33) à (83) contiennent les termes et conditions de la création de centres commerciaux	JO n° 30 du 20 mai 2009

Chapitre 1: Généralité Sur L'économie Informelle

3	<p>Le décret exécutif n ° 12-111, correspondant au 6 mars 2012</p>	<p>Précise les conditions et modalités d'établissement et d'organisation des espaces commerciaux et la conduite de certaines activités commerciales,</p> <p>L'article 2 : stipule que au sens des dispositions du présent décret, il</p> <p>Est entendu par espace commercial toute enceinte ou établissement, bâti ou non bâti, aménagé et délimité à l'intérieur duquel s'opèrent des transactions commerciales aux stades de gros ou de détail.</p> <p>L'article 7: stipule qu'une commission est créée au niveau de chaque Etat pour établir et organiser des espaces commerciaux dirigés par le gouverneur ou son représentant.</p> <p>Article 19: La pratique de toute activité commerciale est interdite en vrac à proximité du marché ou au niveau des trottoirs et est sanctionnée conformément à la législation applicable.</p> <p>Article 23: Les jours et heures d'ouverture et de fermeture des marchés de gros sont déterminés par une décision du gouverneur régional compétent.</p> <p>Article 62: Le comportement du marché de gros doit tenir un registre dans lequel les noms, titres et adresses des agents ou des grossistes, ainsi que leurs numéros d'enregistrement au registre du commerce et les numéros d'identification fiscale doivent être enregistrés.</p>	<p>JO n° 15 du</p> <p>14 ars 2012</p>
---	--	--	---------------------------------------

Source : établie par nous-mêmes des données de journal officiel de la république algérienne

Chapitre 1: Généralité Sur L'économie Informelle

Tableau n° 11 : Lois, Décrets Et Décrets Relatifs A La Réglementation Fiscale Et Douanière

N°	Nature /réf /texte	intitulé	Réf journal officiel
1	Décret présidentiel n° 02-222 correspondant au 22 juin 2002	Portant ratification de l'avenant à la convention du 10 septembre 1985 d'assistance administrative mutuelle internationale entre le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire et le Gouvernement de la République française visant la prévention, la recherche et la répression des fraudes douanières par les administrations douanières des deux pays, signé à Alger, le 10 avril 2002	JO n° 44 du 26 juin 2002
2	Décret exécutif n° 10-89 du correspondant au 10 mars 2010	fixant les modalités de suivi des importations sous franchise des droits de douane dans le cadre des accords de libre-échange.	

Source : établie par nous-mêmes des données de journal officiel de la république algérienne

Chapitre 1: Généralité Sur L'économie Informelle

6. Analyse des lois et décrets du gouvernement algérien et de l'étendue de leur application et commentaire

La question qui se pose ; **Pourquoi l'économie informelle continue-t-elle de s'étendre malgré toutes les lois, décrets adoptés par le gouvernement algérien pour l'estomper ?**

En ce qui concerne les lois, décrets et décisions relatifs au marché financier et à la lutte contre le blanchiment d'argent, la Banque d'Algérie a révolutionné le paysage financier algérien, après le non lancement de la conformité fiscale établie selon la loi de finance complémentaire de 2015, il a été lancé d'une nouvelle procédure de financement auprès du public « Mise en conformité fiscale, Emprunt obligataire, endettement extérieur » le gouvernement enquête du financement a réussi a mobilisé 568 milliards de DA en période de durée de six mois à partir du 17 avril au 16 octobre 2016, avec des obligations assorties de deux taux d'intérêt fixés en fonction du délai de remboursement : les obligations de 3 ans avec un taux d'intérêt de 5% et celles de 5 ans avec un taux d'intérêt de 5,75%.

Par ailleurs en 2018, la nouvelle note instituée de la banque d'Algérie a quêté de ramener le flux de capitaux circulant dans l'informel, adressé à l'ensemble des banques de la place dans laquelle elle les appelle "à cesser d'exiger, lors de tout dépôt de fonds en caisse auprès de leurs guichets, des justificatifs au-delà de ceux relatifs à l'identité du client dans le cadre des exigences réglementaires en matière de connaissance du client » ;

En ce qui concerne les décrets et décisions émis et spécifiques aux conditions d'établissement et d'agrément des bureaux de change, les autorités publiques n'ont pas adopté de bureau de change, mais les banques publiques elles-mêmes n'ont pas pu établir de tels bureaux, parce que la BA est la seule à autoriser à octroyer des agréments pour les bureaux de change, de sorte que les bureaux de vente et d'achat par rapport à la monnaie nationale (le dinar) et instruments traitant Voyage restreint en devises convertibles avec le non-résident des expatriés et étrangers uniquement, sans permis aux résidents l'achat de la monnaie par rapport au dinar, le fait que le dinar n'est pas transférable, et cela. Sans la libéralisation des échanges de dinar ne peut pas établir des guichets automatiques, ce qui est une contrainte qui empêche le processus et le gouvernement algérien reconnaît implicitement son incapacité à faire face au marché parallèle des devises ;

En ce qui concerne la mise en place d'un système qui comprend la détermination du solde en devises par la Banque centrale, la Banque d'Algérie peut déterminer la monnaie forte entrant et sortant de et vers l'Algérie.

La question est la suivante: les pouvoirs publics n'ont-ils pas demandé où se trouve la monnaie forte sur le marché parallèle? (Il ne fait aucun doute que c'est le résultat de l'économie cachée parce que le marché parallèle des devises est le meilleur moyen de blanchir des fonds illicites) ;

En ce qui concerne les lois, décrets et décisions concernant l'imitation et les activités illégales: malgré la publication de nombreux décrets et décisions dans lesquels le gouvernement algérien détermine le contrôle et la conformité des produits importés, le contrôle de la qualité et le suivi Les importations en vertu d'accords de libre-échange visant à déterminer la quantité d'importations de biens et de services entrant dans le pays.

Chapitre 1: Généralité Sur L'économie Informelle

La source des biens et services est-elle échangée sur les marchés parallèles de la contrebande ou en raison de l'inefficacité des comités spécialisés dans l'identification des importations et l'inefficacité du système en place? Les produits contrefaits sont-ils similaires aux marchés parallèles en raison de l'inefficacité des comités chargés du contrôle de la qualité et de la protection des marques ou de la négligence dans l'exécution du travail avec exactitude et impartialité?

Chapitre 1: Généralité Sur L'économie Informelle

Conclusion

Pour résumer, on peut dire que le phénomène de l'économie informelle est un des aspects multidimensionnels et saturés du phénomène, et en raison de la multiplicité des paysages et des concepts différents la plupart des économistes et des chercheurs de fournir une définition claire et phénomène précis, ce qui les rend remplacent les différents pays de l'intérêt mondial

Dans ce chapitre, nous avons essayé de comprendre les principales raisons qui ont conduit à l'émergence et à l'expansion de l'économie informelle ; également en évidence les différents aspects et formes .Comme nous avons essayé différents modèles et utilisé pour estimer la taille des moyens de l'économie informelle pour répondre, mais nous avons atteint après une étude de la taille du phénomène de l'économie informelle en Algérie , en fonction des conditions économiques,et comme il avait de nombreuses ondulations et économie informelle est au cœur des économies contemporaines, laissant le médaillon de traces, il a éludé les décideurs en fonction des conditions économiques, les étapes de croissance économique et sociale.

La transition vers une économie de marché a été imposée sur les répercussions de l'économie algérienne, notamment: la suppression des subventions et la libéralisation des prix, ainsi que l'ouverture des portes à des investisseurs privés, etc., toutes ces choses si le gouvernement algérien a voulu virer dans les arguments de l'économie National, le seul moyen de l'évolution favorable de l'exercice du Prospectus économique en transparent concurrentiel, et cela élimine nécessairement besoin ou atténuer au moins du fléau de l'économie informelle, qui, comme nous l'avons vu dans le passage, nous avons discuté dans ce site chapitre économie parallèle sur le marché algérien, sa taille et le plus important Mesures et procédures gouvernementales adoptées a sans l'encontre ,Cela fait partie de la politique visant à contenir les activités informelles qui font désormais partie de l'économie nationale.

L'Algérie a également, en vertu des problèmes et errant dans, en particulier dans le domaine des activités parallèles, il faut accélérer les réformes économiques qui ont réussi à apporter l'équilibre social et économique du processus de la prise en compte du rôle de l'État dans le processus de réglementation et de surveillance.

Chapitre 2 : le marché parallèle

Introduction

Le marché parallèle est constitué de toutes les transactions commerciales où toutes les lois fiscales et la législation commerciale sont évitées. Dans les sociétés modernes, la sous-économie couvre un large éventail d'activités. La taille de ce marché est plus petite dans les pays où la liberté économique est plus grande, et dans les grandes sociétés où la corruption est plus grande ; d'où le premier objectif des participants sur ce marché est d'éviter les taxes sur les ventes ou les achats, c'est-à-dire la dépréciation. Ces marchandises sont souvent introduites clandestinement, c'est-à-dire qu'elles entrent sur le marché national sans être enregistrées auprès d'institutions officielles telles que le service des douanes compétent.

Un autre marché noir apparaît dans le cas où la production nationale et les importations ne peuvent couvrir la demande intérieure, Dans ce cas, les exposants vendent des biens cachés à des prix très élevés à des personnes ou des établissements prêts à payer des prix élevés et à enfreindre les lois économiques et financières en vigueur ;l'état a souvent recours à diverses sanctions sévères pour les participants aux activités du marché noir telles que les peines de prison, la confiscation des biens et des biens saisis, et des amendes de plus de la valeur initiale des biens pour éliminer le marché. Le marché noir a de graves conséquences financières et économiques pour l'économie nationale du pays concerné. Ces conséquences comprennent le manque de recettes fiscales de l'État et la propagation du chaos économique organisé, ce qui peut avoir un impact négatif sur le niveau des dépenses publiques dans les domaines sociaux et productifs.

L'Algérie, comme de nombreux pays en développement, a deux marchés des changes, l'un formellement appelé le « marché des changes Interbancaire », un marché organisé contrôlé par la Banque centrale (Banque d'Algérie), et l'autre est un marché informel appelé le marché parallèle (Ou noir). Bien que la loi algérienne considère les banques commerciales et les bureaux de change comme les seuls titulaires de permis de vente et d'achat des devises, mais la réalité montre une forte demande pour les marchés parallèles au détriment du marché officiel, malgré les prix élevés dans lequel l'achat, la vente et la distribution des marchandises sont nettement plus élevés que les prix officiels

Il a souligné à plusieurs reprises sa détermination à combattre et à éliminer les marchés parallèles, mais n'a pas réussi à le faire, La question est la suivante: pourquoi les taux de change parallèles se sont-ils produits en Algérie? Quelles sont les répercussions de leur maintien sur l'économie algérienne? Et pourquoi les efforts des autorités algériennes pour les éliminer ont échoué et quelle est la solution la plus appropriée pour freiner la propagation de ces marchés?

Pour tenter de répondre à ces questions nous avons étaler nos recherches sur deux sections, tout d'abord nous avant présenté le marché parallèle et les déterminant du taux de change ainsi les règlementations de ce marché ; Ensuite en deuxième section nous avons élargie nos recherches sur le marché parallèle en Algérie à travers évolution du taux de change des périodes fixe et du flottement administré, qui nous dirige vers le contrôle de change pour étudier les facteurs ainsi les raisons d'émergence de ce phénomène qui en existe à ces jours ; enfin nous déterminerons à travers la position du taux de change du dinar des décennies des (1980, 1990, 2000), la conduite du gouvernement à l'encontre de ce marché parallèle ainsi les résultats générés face à ce phénomène.

Chapitre 2 : le marché parallèle

Section 1. Le marché parallèle

1. Présentation du marché parallèle

De nombreux pays, en particulier ceux qui sont en voie de croissance, se caractérisent par l'existence de deux marchés de change, l'un officiel ¹et l'autre parallèle, le marché nominal où le prix légal ou imposé est déterminé. Par des pratiques traditionnelles d'offre et de demande de la monnaie, Un marché de change parallèle est un marché structurel où l'offre et la demande de devises sont régulièrement présentes afin d'obtenir un taux de change parallèle.

L'objectif de ce marché est de déterminer les implications de la réduction du taux de change sur les prix intérieurs lorsqu'il existe une surveillance des flux de capitaux et des réserves internationales.

Le marché des changes parallèle est un marché secondaire au marché des changes officiels, de sorte que le marché des changes officiel et le marché parallèle des changes peuvent être distingués dans les points suivants:

- Le marché officiel de la monnaie est caractérisé par le cours de la monnaie et est appelé le taux de change officiel ou le prix légal sur le marché des changes, tandis que le marché parallèle est caractérisé par le prix non imposé est déterminé librement selon la loi de l'offre et de la demande ;
- Sur le marché des changes officiel, la monnaie locale est liée à un panier de devises, alors que sur le marché parallèle, contrairement au marché officiel il est lié à une monnaie unique, par exemple le cas de l'Algérie était associé au franc français, ensuite devenu associé ; après l'établissement de la monnaie unique européenne en euros.

2. Déterminants des taux de change sur le marché parallèle

2.1. Facteurs de demande

Les méthodes de paiement externes pour le marché des changes parallèles ont la couverture on distingue le financement des opérations commerciales: (opérations d'importation, contrebande de produits et opérations illégales) ; et transferts de capitaux en particulier dans la période d'ouverture économique; paiements imprévus comme opérations de financement du commerce de la drogue principalement basée sur le marché noir des devises et en final tourisme et des rentrés d'immigrant.

2.2. Facteurs d'offre

Les plus distingués de ces facteurs on retrouve l'augmentation des prix pour les importations et moins pour les exportations et les salaires des travailleurs étrangers.diplomates.et des rentrées illicites des opérations de contrebande.

¹M.BENBOUZIANE, A, BENHABIB, T. ZIANI, ‘‘marché de change informel et désalignement : cas du dinar algérien’’, laboratoire MECAS, les cahiers du MECAS, n°1 Avril 2005, p 121.

Chapitre 2 : le marché parallèle

3. Les raisons de l'émergence du marché des changes parallèles

3.1. Politique de taux de change

Cela est dû au monopole de la banque centrale sur le processus de vente et d'achat des devises étrangères et aux restrictions qui le régulent, car cela conduit à l'émergence de moyens détournés pour obtenir des devises fortes, sans parler des demandes des devises étrangères, on l'appelle le marché parallèle de change.

3.2. Autres raison

Ce qui conduit à l'émergence de ce type de marché monétaire, est de même pour tous les pays, telles les restrictions sur les devises. Ainsi que surveillance de mouvement du capital avec le monde extérieur. et les restrictions d'importation de même pour leurs quotas, la considération des devises étrangère comme la valeur sanctuaire du dernier recours à l'égard de l'inflation qui émerge dans tous les pays en développement,

D'un autre côté, le taux de change du dinar sur le marché n'est pas seulement dû à des facteurs monétaires mais aussi à des facteurs institutionnels et économiques, et nous pouvons les soumettre en fonction des limitations imposées et la négligence du rôle du secteur privé et limité et orienté vers l'investissement et l'élimination des activités inappropriées. Autre part l'expansion de la politique monétaire qui engendre une grande liquidité, et finalement la pénurie générale de biens et de services, où les agents économiques sont obligés de les fournir de l'étranger,

4. Conséquences et réglementation du marché des changes parallèles

4.1. Conséquences du marché des changes parallèles

L'impact de ces résultats ¹sur l'économie dépend de leur taille. L'offre insuffisante entraîne l'émergence et l'augmentation de l'inflation et des produits offerts sur le marché informel, qui sont considérés comme un substitut aux produits de base, ces derniers lorsque les prix sont élevés et que l'inflation augmente pour inclure tous les produits sur le marché domestique affectent également l'épargne intérieure par le transfert de capitaux à l'étranger et le commerce de contrebande.

4.2. Réglementation des changes parallèle

Afin d'éliminer le marché parallèle des changes, il est nécessaire d'éliminer les causes qui sont à jour, de sorte qu'une grande partie de l'économie informelle disparaisse que certaines mesures peuvent limiter la propagation de ce phénomène, notamment:

- La libéralisation du commerce extérieur et la convertibilité des monnaies, une fois appliquées, devraient tenir compte de la capacité du système productif à résister aux chocs qui peuvent être efficaces en établissant un système échanger et payer plus librement ;

¹ Fulber Gero amoussouga ; la dévaluation du franc CFA et les marchés parallèles de change autour de la zone franc ; cas du marché de naira contre le franc CFA ; revue économique financière, 1994 .p 459-474 .

Chapitre 2 : le marché parallèle

- Il faudrait commencer par combattre¹ la corruption non pas par des mesures répressives seulement mais en procédant également à l'assainissement et au renforcement, par les éléments intègres, des institutions et des administrations en rapport direct ou indirect avec le fonctionnement du marché parallèle des devises, il convient en même temps de simplifier les procédures administratives, réduire la bureaucratie et accélérer l'information des services ;
- Réduire la valeur externe de la monnaie est un outil efficace pour supprimer le marché parallèle et affaiblir son rôle de perturbation du système de prix, la différence entre le prix officiel et le prix parallèle tend à diminuer en fonction du niveau de réduction travailler pour satisfaire tous les besoins locaux avec la production locale et les importations posséder un volume de réserves de change approprié.

Section 2 : le Marché parallèle des changes en Algérie

1. Evolution Du Taux De Change En Algérie

La stabilité économique est nécessaire selon les étapes définies par l'économie algérienne, caractérisée par un système de gestion planifié et centralisé, des programmes de développement intensifs et des investissements. Considérant qu'il a été complété. La préoccupation constante et persistante de la stabilité du taux de change est apparue dans les régimes de prix et de décaissement.

L'économie algérienne a défini l'application de plusieurs systèmes de taux de change qui ont été étroitement liés à chaque stade de développement, ce qui permet d'inclure les changements de change en Algérie depuis l'indépendance dans les périodes suivantes :

1.1. Période d'un régime de change fixe

Le système monétaire international était particulièrement fondé sur l'or jusqu'à 1973. Ou chaque pays doit déterminer sa propre monnaie par un poids d'or. L'Algérie a fixé le taux de change du dinar par 180 milligramme d'or., de même parité avec le franc français au cours de la période 1964.

En quête de son autonomie monétaire l'Algérie qui appartenait à la zone Franc, Jusqu'à 1964, L'Algérie institue le Dinar algérien par la loi n° 64-111 du 10 Avril 1964. Il est coté² alors à raison de 1 Dinar pour 1 Franc français, Il fallait 4.94 DZD pour 1 USD. D'où les autorités entreprennent la décision de la non convertibilité de la monnaie nationale,

Ce nouveau système de tarification poursuit un double objectif :

¹Bader Eddine NOUIOUA « Le dinar algérien », le marché parallèle de devise, Edition CASBAH. P143

² Revue université de Sétif, Economie & Société N° 8/2012, Chérif BEGGA « Aperçus sur la politique de gestion de taux de change en Algérie au lendemain de la transition vers la flexibilité », p18.

Chapitre 2 : le marché parallèle

- Fournir le soutien des entreprises algériennes par la valeur du dinar au-dessus de la valeur réelle, afin de réduire le coût de l'équipement, des matières premières et des différents intrants importés ;
- Permettre aux institutions nationales de réaliser leurs prévisions à long terme sans subir de changements violents Décroissant du taux de change et ceci en stabilisant la valeur externe du dinar algérien.

Après le lancement des pré-plans triennaux 1966 et 1973. Constatant la dévaluation du franc français, le dinar algérien a passé à 1 dinar pour 1.30 franc français et entre 1969 et 1973.

Selon le professeur HOCINE BENISSAD ¹ ce régime de change basé sur le rattachement fixe de dinar au franc français a mal assisté l'économie Algérienne, on connaît qu'au milieu des années 1970 suite au premier choc pétrolier ayant causé un fort accroissement du prix du pétrole, La parité du dollar devenue libre, flottante, en 1973 la valeur du dinar s'est fortement dépréciée, la cotation est définie par 100 milligrammes d'or.

À partir de janvier 1974, avec l'effondrement du régime de Breton Woods des changes fixes, le taux de change du dinar algérien a été rattaché à un panier de monnaies, ce qui n'empêchait pas des rajustements de temps à autres. Au sein du panier de monnaies,

Ces monnaies, sont : le Dollar Américain : USD, le schilling Australien : ATS, le Franc Français : FRF, le Franc Belge : BEF, la Couronne Danoise : DKK, la Couronne Norvégienne : NOK, La Couronne Suédoise : SEK, le Deutsche Mark : DEM, la Lire Italienne : ITL, le Florin ;

Le dollar EU possédait un coefficient de pondération relativement élevé en raison de l'importance des recettes provenant des exportations de pétroles et des paiements au titre du service de la dette, ensuite l'Algérie a établi un vaste programme de réformes par la mise en place des deux plans quinquennaux (1980-1984 et 1985-1989). La forte appréciation du dollar EU au cours de la première moitié des années 1980 s'est traduite par une augmentation sensible de la valeur réelle du dinar algérien (d'environ 50 % au cours de la période 1980-1985), ce qui a réduit la compétitivité des exportations hors hydrocarbures et stimulé les importations.

En 1986, l'économie algérienne a éprouvé un choc pétrolier les limitations envers la chute radicale des recettes d'exportation été d'emprunter de l'étranger et en multipliant les limitations à l'importation. En même temps, la Banque d'Algérie a adopté une politique de taux de change active² et, de 1986 à 1988, le dinar algérien s'est déprécié de 31 % par rapport à son panier de monnaies. Toutefois, les limitations s'appliquant à la distribution, de devises étrangères ont développé la demande de devises sur le marché non officiel, d'où une augmentation de la prime du taux du marché parallèle de plus de 200 %.

¹HOCINE BENISSAD « Le taux d'inflation affiché ne correspond pas à la détérioration du pouvoir d'achat » ; Elwatan; le Jeudi 26 Janvier 2012. Consulté le 24/03/2018 à 21h20.

² Algérie: Questions choisies. Rapport du FMI, No.05/52, p. 82,

Chapitre 2 : le marché parallèle

En 1988, ce système rigide a été remplacé par un système de répartition des changes entre les cinq banques commerciales publiques dans un cadre de plafonds de crédit compatibles avec les objectifs de la balance des paiements. Les banques publiques devaient en retour répartir les devises entre les entreprises publiques comptant parmi leurs clients. Entre 1989 et 1991, on a laissé le dinar algérien se déprécier (de plus de 200 % en termes nominaux) pour pallier la détérioration des termes de l'échange enregistrée au cours de cette période.

À compter de 1991, le Conseil de la monnaie et du crédit s'est vu confier la responsabilité d'établir la politique de change et la politique de la dette extérieure et a été autorisé à approuver les investissements étrangers et les filiales communes. Le budget supplémentaire d'août 1990 a octroyé aux entreprises et aux particuliers le droit de détenir des comptes en devises étrangères,

Dans ce sens, les autorités monétaires algériennes procèdent à une dévaluation de 22% du dinar face au dollar américain pour permettre au pays de s'ouvrir sur le commerce extérieur.

En 1994, les autorités ont mis en œuvre un programme d'ajustement ayant pour objet de corriger l'appréciation réelle précédente du dinar algérien. Celui-ci a été dévalué en deux étapes entre avril et septembre 1994 (de 70 % au total). L'écart entre le taux du marché parallèle et le taux officiel est passé à environ 200 % au cours de cette période.

1.2. Période d'un régime flexible administré

Pour redresser l'économie Algérienne et corriger toutes les déséquilibres constatés pendant le socialisme, L'Algérie tente de mener des réformes économiques sous la supervision du FMI lui permettant d'effectuer une transition réussie vers une économie de marché afin de s'intégrer d'une manière compétitive dans les échanges internationaux,

L'Algérie a recours à plusieurs reprises à l'option de dévaluation de la monnaie nationale depuis l'accord de rééchelonnement de la dette et l'accord élargi de financement. Après la signature d'un contrat avec le FMI (premier rééchelonnement de la dette extérieure en 1994), le dinar a été dévalué de 17,40%.

Depuis 1995¹, la Banque d'Algérie a émis le règlement n° 95-08 qui prévoit la création d'un marché interbancaire dans lequel toutes les banques, y compris la Banque d'Algérie, les banques primaires et autres institutions financières interviennent quotidiennement pour acheter et vendre des devises convertibles contre le dinar algérien. Les premières transactions ont été faites le 02/10/1996, et le marché des changes interbancaire est divisé en marché au comptant, et marché à terme.

Le taux de change du dinar est déterminé en fonction des forces du marché. Tout négociant sur le marché peut abandonner ou acquérir une devise difficile en fonction de la situation (surplus ou besoin) de cette monnaie, et il est possible pour les banques primaires et les institutions financières pour effectuer les opérations suivantes :

¹ Instruction No.79/95 du 27 décembre 1995 portant organisation et fonctionnement du marché interbancaire des changes.

Chapitre 2 : le marché parallèle

- Vendre aux banques non-résidents la monnaie nationale contre des devises étrangères librement convertibles;
- Vendre des devises étrangères librement convertibles contre la monnaie nationale détenue dans un compte en Dinars convertibles;
- Acheter et vendre entre intermédiaires agréés du marché interbancaire des changes des devises librement convertibles contre monnaie nationale ;
- Acheter et vendre entre intermédiaires agréés du marché interbancaire des changes des devises librement convertibles contre monnaie nationale.

Ainsi, ces périodes ont permis de connaître la nature du système de change algérien et son évolution depuis l'indépendance: l'Algérie a suivi un système de change fixe lié à une monnaie unique, le franc français depuis le début de l'indépendance. Après l'effondrement du système de Brettons Woods En 1974, le taux de change du dinar a été établi sur la base d'un panier de monnaies comprenant 14 monnaies, de 1974 à 1994. Le système de change interbancaire a été adopté à partir de 1995. Le taux de change du dinar est déterminé en fonction de l'offre et de la demande. Sur la monnaie nationale avec l'intervention de la banque centrale soit en réduisant ou en augmentant cette valeur.

Depuis, la politique de change de l'Algérie vise à obtenir un taux de change stable pour un panier de monnaies des pays avec lesquels elle entretient des relations commerciales, le système de taux de change étant fixé par la Banque centrale et les banques commerciales. Le décaissement effectif réel du dinar algérien de plus de 20%, suivi d'une diminution d'environ 31% entre 1998-2001 et la poursuite de cette baisse jusqu'en 2002. La Banque d'Algérie ¹ a réduit la valeur du dinar algérien de 2% à 5% en janvier 2003. Cette mesure vise principalement à limiter le développement du marché au comptant sur les marchés parallèles, notamment après l'écart entre la valeur nominale du dinar officiel et la valeur de la monnaie nationale. Le marché noir par rapport aux devises étrangères les plus importantes.

En raison de l'appréciation de l'euro par rapport au dollar américain, les autorités monétaires sont intervenues sur les marchés des changes au second semestre 2003 :

Afin de ramener le taux de change effectif réel à ce qu'il était. Entre juin et décembre 2003, la valeur du dinar algérien pour le dollar américain a augmenté d'environ 11% et les échanges réels ont augmenté de 7,5%. En décembre 2008, la Banque d'Algérie a réduit la valeur du dinar par rapport aux principales devises mondiales à 73 dinars pour un dollar, alors que le taux de change de l'euro s'est stabilisé à 89 dinars pour la même période. Entre fin juin 2014 et fin mai 2016, le dinar ² a baissé par rapport au dollar américain de 28%. La baisse par rapport à l'euro est par contre plus faible: 13,2% pour le dinar, alors que le prix du pétrole a baissé de 55%.

La consolidation budgétaire programmée à moyen terme, devrait contribuer considérablement dans d'ajustement du taux de change du dinar, Mais ce moyen demeure insuffisant pour aboutir après les multiples dépréciations du dinar, à absorber

¹ « The equilibrium real exchange rate in a commodity Algeria's experience », IMF WORKING PAPER, July 2005, P 5.

² Article « Evolution du cours moyen du dinar, de 2014 à 2016 », Algérie économie, <https://www.algerie-eco.com> consulté le 15/02/2018 à 14h31

Chapitre 2 : le marché parallèle

et stimuler l'offre domestique de biens et services.

Dans ce sens, il est à noter, que depuis la chute des prix du baril en juin 2014, mis à part un pic de dépréciation atteignant les 19,8% en 2015, le cours du dinar face au dollar, a connu une dépréciation le faisant passer de 78,11 dinars pour 1 dollar en janvier 2014, à 86,99 dinars pour un dollar en décembre 2014, puis à 107,27 dinars pour un dollar en décembre 2015, et à 109,76 dinars pour un dollar en mai 2016. Par ailleurs, l'évolution du taux de change face à l'euro, est passée par trois étapes. La première, entre janvier 2014 et avril 2015, marquée de stabilité, la seconde, mai 2015 à mai 2016 caractérisé par une dépréciation continue, et une timide appréciation entre juin et décembre 2016.

En détail, le cours moyen du dinar est passé de 106,39 dinars pour un euro en janvier 2014, à 107,21 en décembre 2014, et à 105,77 dinars pour un euro en avril 2015. Suivi d'une baisse l faisant passer à 124,15 dinars pour un euro en mai 2016. Ceci étant, la période allant de juin 2016 à décembre 2016 fut la celle ou le cour moyen du dinar par rapport à l'euro, a connu une appréciation 6,12%, affichant 116,99 dinars pour un euro.

2. Contrôles Des Changes En Algérie.

Le contrôle des changes ¹est un ensemble de mesures prises par un gouvernement pour réglementer le taux de change en limitant la convertibilité de la monnaie, soit totalement ou partiellement.

Cependant, cette démarche est aujourd'hui abandonnée par de nombreux pays en développement à cause de ses effets négatifs sur les économies nationales. On considère à travers le contrôle de change une recherche d'une stabilité de croissance économique autonome a traves la protection contre l'inflation importée et la lutte contre la fuite des capitaux, ainsi le soutien de l'économie intérieur en empêchant l'entrée de capitaux spéculatifs.

Néanmoins. Le contrôle des changes a été mis en œuvre en Algérie à partir de 1963. L'objectif était de maintenir la stabilité de l'échange du dinar d'une part et de protéger le produit national et d'empêcher la fuite des capitaux.

Le contrôle des changes est développé en fonction des changements financiers et monétaires de la balance des paiements, des réserves de change, des prêts obtenus auprès d'organismes internationaux et de la réglementation économique. Le contrôle des changes en Algérie a traversé les périodes suivantes :

¹ Ali benkadour, Étude du taux de change réel, thèse de doctorat, université de Tlemcen .2012, p 131

Chapitre 2 : le marché parallèle

2.1. Le contrôle de change avant 1990

La période entre 1962-1970 a été caractérisée par une politique de contrôle¹ visant à protéger l'économie nationale contre la concurrence externe, parmi les outils utilisés dans cette politique:

- Un système de quotas qui restreint le commerce extérieur et toutes les transactions en devises grâce à une licence du Ministère des Finances ;
- Le monopole direct du commerce extérieur et la conclusion d'accords bilatéraux afin de diversifier et d'élargir les relations avec l'étranger.

Ensuite, de période allant de 1971 à 1977 se caractérisait par l'intensification du processus d'établissement des monopoles par les entreprises nationales pour le compte de l'Etat. Le juillet 1971, une série d'ordonnances a été émise donnant à certaines entreprises le droit de monopoliser les importations de la branche à laquelle elles appartiennent, également abrogé le décret sur la crise financière et économique avec la France en coopération Et une enveloppe financière appelée permis d'importation totale (AGI) a été approuvée pour répondre aux besoins des entreprises dans le domaine des importations, ce qui a entraîné un certain nombre d'inconvénients comme suit :

- Concentration des pouvoirs et émergence de conflits entre les institutions étatiques et la tutelle ;
- Absence de programmation stricte concernant les importations d'entreprises monopolisées et la propagation de la crise de pénurie ;
- Détérioration des services après-vente des produits industriels importés.

En fin la durée entre 1978 et 1987 La promulgation de la loi 78-02 de février 1978 qui garantit la nationalisation de toutes les ventes et achats de biens et services avec l'extérieur et prévoit explicitement l'économie des courtiers privés dans le domaine du commerce extérieur, où seule l'autorité publique s'occupe des relations économiques et financières entre l'Algérie et le reste du monde. Cette loi est les intérêts douaniers de l'intervention pour assurer l'entrée et la sortie des marchandises interdites.

Par la suite, la loi 86-12 d'aout 1986 relative à la réglementation des banques commerciales et de la Banque centrale, qui a fixé le cadre du système bancaire, a permis aux banques de recouvrer leur autorité dans le domaine des changes. Le domaine du commerce extérieur ;

Toutefois, ce système a montré ses limites au milieu de la crise de la dette extérieure de 1986, Lorsque l'économie nationale est entrée dans une véritable spirale, perturbée par la chute brutale des prix du pétrole et la dévaluation de 40% du dollar sur les marchés mondiaux des changes, l'OPEP a perdu environ 60 milliards de dollars. Enfin la loi n88-01 publié le 12 janvier 1988 contenant l'indépendance des institutions économiques, a donné des résultats concrets en ce qui concerne la régulation et le contrôle du secteur bancaire et les fonctions du système algérien financières, compte tenu des nouvelles tâches assignées à l'institution de la banque centrale : de sa participation à l'élaboration des lois relatives au change et le commerce extérieur La licence d'importation totale a également été abolie et remplacée par le budget en devises

¹ Ali benkadour, Étude du taux de change réel, thèse de doctorat, université de Tlemcen .2012, p 131

Chapitre 2 : le marché parallèle

étrangères. En coopération avec le comité des emprunts extérieurs, les banques ont financé les importations d'entreprises dans le cadre de prêts intergouvernementaux.

2.2. Le contrôle de change après 1990

La loi 90-10 du 14/04/1990 sur les espèces et les prêts a introduit des changements radicaux dans la surveillance des échanges qui permettent l'ouverture de l'économie nationale au monde extérieur, suivie de plusieurs textes juridiques, dont la réglementation des changes et du commerce extérieur, 92-04 du 22 mars 1992 sur le contrôle des changes Parmi les dispositions de cette loi:

A. Gérer les ressources de la monnaie forte

Ce système a permis aux résidents d'Algérie de bénéficier de la monnaie forte en échange du dinar dans le cadre des engagements pris à l'étranger par les banques et institutions financières. Les paiements sont les prérogatives de la Banque d'Algérie et sont supprimés en faveur de ce dernier Les exportateurs bénéficient d'un quota d'exportations en devises étrangères qui varie en fonction de l'activité d'exportation selon les pourcentages suivants :

- 50% dans la pêche maritime, les cultures agricoles ;
- 20% dans le tourisme ;
- 10% dans le domaine des transports, banques et assurances.

B. Intervention d'intermédiaires autorisés

Ce système établit la sphère juridique dans laquelle les banques et les institutions financières sont actives: elles ont été adoptées en tant qu'intermédiaires financiers et ont défini leurs fonctions et obligations en matière de transactions en devises.

C. Calculs en devise forte

Le système permet aux résidents et aux non-résidents d'ouvrir des comptes en devises fortes auprès de banques agréées, les dépôts peuvent être faits sur demande ou pour une période donnée, les dépôts de personnes physiques sont à échéance fixe, les dépôts de personnes morales bénéficient d'une prime à partir du troisième mois, et une seconde à partir du sixième mois.

D. Règles régissant le paiement des exportations et des importations

Tous les contrats d'exportation et d'importation sont soumis au besoin d'un emploi bancaire auprès de l'une des banques intermédiaires agréées, ce qui assure le transfert des flux financiers vers et depuis l'étranger, considéré comme un outil de contrôle du système bancaire et douanier.

Ce qui concerne , le contrôle de paiement des importations et des exportations et les obligations des opérateurs du commerce extérieur et des intermédiaires¹, agréés sont régies par le règlement n° 07-01- du 03 février 2007 article n° 29 relatif aux règles applicables aux transactions courantes avec l'étranger et aux comptes devises, les

¹« Contrôle deschanges » <http://www.douane.gov.dz/Controles%20des%20changes.html> ; Consulté le 10/02/2018 à 23h30

Chapitre 2 : le marché parallèle

instructions et notes de la banque d'Algérie en outre, sont soumises à l'obligation de domiciliation bancaire :

- Les opérations d'importation et d'exportation d'équipements et/ou de matériels sous le régime du crédit-bail (leasing) (article 36).
- Les opérations d'importation de biens ou services à caractère non commercial, pour un usage personnel ou en conformité avec leurs statuts, réalisées par les personnes physiques et associations légalement constituées (article 82).

Par la suite instauration de la banque d'Algérie le Règlement ¹n° 16 -04 du 17 novembre 2016 modifiant et complétant le règlement n°07-01 du 03 février 2007 susvisé, est modifié, l'article 2 complété et rédigé d'article 61 comme suit :

- « Le contrat d'exportation hors hydrocarbures peut être établi au comptant ou à crédit l'exportateur doit rapatrier la recette provenant de l'exportation dans un délai fixé à trois cent soixante (360) jours, à compter de la date d'expédition, pour les biens ou de la date de réalisation pour les services » ;
- Sous réserve de ce qui précède, lorsque le délai de règlement accordé par l'opérateur/exportateur au client non résident, est compris entre cent quatre-vingt (180) et trois cent soixante (360) jours, voire plus, l'opération d'exportation doit être adossée, au préalable, à une assurance-crédit à l'exportation, souscrite auprès de l'organisme national habilité en la matière.

Renforcement du contrôle par la Banque d'Algérie, en 2018 qui rapporte à nouveau de prototype vis avis l'importation décréter dans la loi de finance daté du 7 janvier 2018 ce qui concerne Produits suspendus à l'importation temporairement suspendus jusqu'à l'équilibre de la balance de paiement s'agit essentiellement une liste de 900 produits ;Autres mesures encadrant les opérations de commerce extérieur, la domiciliation bancaire des importations qui est régit par le règlement n 05 du 25/10/2017 de la Banque d'Algérie, les domiciliations bancaires relatives. a l'importation des marchandises destinées à la revente en l'état et ne constituant pas Un intrant industriel, doivent être accomplies dans un délai minimum d'un (01) mois avant la date d'expédition de ces marchandises avec une couverture financière de 120% du montant de l'opération.

3. Le marché parallèle des changes en Algérie

Le marché de change informel ou parallèle existe dans la majorité des pays en voie de développement. Dans certains de ces pays, et pour répondre à des crises de balance des paiements, les gouvernements créent un taux de change parallèle légal (change double pour transactions financières). L'objectif de ce marché est de limiter les effets d'une dépréciation du taux de change sur les prix internes tout en maintenant une manœuvre de contrôle sur les flux des capitaux et les réserves internationales.

Dans la société algérienne apparue au milieu des années 1970, le marché noir répond d'ordinaire aux restrictions limitant les échanges et les mouvements des capitaux. Il s'est développé à l'ombre de la gestion administrée du taux de change et de la régulation de l'économie nationale par la planification centralisée. A la faveur des

¹Règlement n° 16 -04 du 17 novembre 2016

Chapitre 2 : le marché parallèle

pénuries générées par les monopoles d'Etat, dans notre pays, il n'y a toujours pas de marché des changes¹.

Les seules transactions autorisées sont celles qui s'opèrent dans le cadre de la convertibilité commerciale à laquelle n'ont droit que les importateurs disposant de liquidités requises. Les voyageurs ont, quant à eux, droit à une maigre allocation touristique représentant à peine l'équivalent de 15 000 DA en devises, dont la parité est fixée par un marché interbancaire totalement inféodé à la Banque d'Algérie.

Les besoins en devises des Algériens sont énormes et le système officiel d'allocation n'est pas suffisamment alimenté, encore moins organisé pour y faire face. Tous les exclus et les insatisfaits du système seront donc contraints de s'adresser à des opérateurs de change activant en marge de la réglementation officielle pour satisfaire leurs besoins en devises. C'est ainsi qu'est né et s'est développé.

3.1 Sources de financement du marché des changes parallèles en Algérie

Les principales sources de financement du marché des changes parallèles peuvent être mentionnées comme suit :

A. Immigrés

Dans l'ensemble des pays, la population émigrée² est à majorité masculine. En moyenne, les hommes représentent 60% du total des émigrés. Avec la politique de regroupement familial, une tendance à un rééquilibrage démographique s'affirme de plus en plus après les premières vagues d'émigration de travail. Il est également remarquable de constater que 70% des émigrés d'origine algérienne gardent leur nationalité algérienne d'origine. Comme le souligne le Rapport du Conseil National Economique et Social algérien (CNES), même 'en s'inscrivant dans une dynamique d'installation définitive, nos ressortissants à l'étranger ne vivent pas, pour autant, une situation de rupture avec l'Algérie'. Les liens sont cependant plus lâches dans les pays d'installation où ce pourcentage chute à 44% du fait de conditions de naturalisation plus permissives. Plus de 52% de la population algérienne émigrée dans les pays de l'OCDE est âgée de plus de 45 ans.

Il s'agit d'une population relativement âgée comparativement à la population algérienne résidente ou encore à la population native en France. Cette structure par âge est principalement tirée par l'émigration algérienne résidente de longue date en France du fait de sa prédominance dans la population totale émigrée en France.

La question des transferts de fonds est une dimension particulière de cette problématique ou ceux-ci apparaissent en partie comme un rapatriement du revenu (ou d'une partie du revenu) de la ressource travail vers le pays d'origine exportateur de cette ressource.

¹ « Aux origines du marché parallèle » ; article ; El Watan Économie du 11 au 17 avril 2005, consulté le 11/02/2018 à 21h00

²Migration pour le travail décent, la croissance économique et le développement : le cas de l'Algérie. RAFIK BOUKLIA-HASSANE. ; Cahiers des migrations internationales no. 104. P20

Chapitre 2 : le marché parallèle

Ils constituent l'un des canaux les plus visibles par lequel les migrations affectent le développement du pays d'origine car en l'absence de migration. On convient que ceux-ci sont difficiles à évaluer car ces transferts suivent souvent des circuits informels moins coûteux en même temps d'ailleurs qu'ils contribuent en les alimentant à leur renforcement. G. Corne estime que pour certains pays à faible efficacité du système bancaire, le volume des transferts de fonds peut être de trois fois supérieur à son niveau officiel.

Tableau n° 12 : Evolution des transferts de fonds des émigrés algériens

Algérie	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	
Transferts de fond (en mds de dollars)	0,88	1,06	1,06	0,79	0,79	0,67	1,07	1,75	2,46	1,95	1,60	
Transferts en % de	PIB total	1,9	2,2	2,2	1,6	1,4	1,2	1,9	2,6	2,9	1,9	1,4
	Exports	6,3	7,1	9,7	6,1	3,5	3,3	5,3	6,7	7,2	4,0	2,9
	Imports	7,8	10,3	9,8	6,9	6,8	5,6	7,4	10,8	11,3	8,1	7,7
	B courante	21,0	13,3	15,6	18,0	6,6	3,7	4,6	5,3	5,7	3,5	2,1

Source: d'après World Développement Indicateurs – Banque Mondiale 2008

L'impact sur la balance de paiement¹ : Au-delà de leur contribution directe à l'accroissement du revenu national, les transferts de fonds des émigrés augmentent la capacité de financement externe de l'économie. L'approche par les modèles 'à deux déficits désigne clairement les contraintes de financement de l'investissement d'un PVD : l'épargne interne (déficit d'épargne) et la disponibilité des devises (déficit externe).

En régime de déficit externe, il est clair que les transferts de fonds, en plus de leur effet sur la croissance à travers l'augmentation du revenu des ménages, affecte celle-ci également en relâchant la contrainte externe.

Ce deuxième canal, passant par le financement externe des importations, peut être important. Ainsi, comparé aux autres flux de capitaux entrant qui ont de ce point de vue un impact similaire, les flux officiels des transferts de fonds en Algérie apparaissent constamment supérieurs aux flux d'IDE durant la dernière décennie, hormis au cours des années 2001 et 2007. Ils ont permis au cours des dernières années de financer 8% des importations environ.

Il est vrai que sur la période récente, l'Algérie s'est rarement trouvée en régime de 'déficit externe' dominant de par les réserves de change qu'elle s'est constituées à la suite de l'augmentation de prix des hydrocarbures.

¹ Migration pour le travail décent, la croissance économique et le développement : le cas de l'Algérie. RAFIK BOUKLIA-HASSANE. Cahiers des migrations internationales no. 104. P21

Chapitre 2 : le marché parallèle

B. Expatriés et retraités expatriés

Sont considérée comme la plus grande catégorie financée pour le marché parallèle en Algérie, en raison du manque de contrôle par les autorités douanières des aéroports algériens sur les devises étrangères détenues par les expatriés, ainsi que la déclaration de transit du voyageur le plus souvent - Ouvre la porte aux expatriés pour échanger de grandes quantités de devises - non approuvées - sur le marché parallèle afin de bénéficier d'une marge bénéficiaire significative.

De l'exemple de la ville de BOUIRA la grande Kabylie, le change de ces dernier a sensiblement augmenté pour atteindre 186 DA en 2016¹, après avoir chuté jusqu'à 185 DA au début de l'année 2017. Par ailleurs ; C'est à partir de ce début d'année que les prix commencent à se stabiliser dans les 160 pour l'achat et 170 dinars pour la vente ». Toutefois, le prix de l'euro dans les banques se chiffrait seulement à 116, 7 dinars, avec une légère baisse par rapport aux taux enregistrés les jours précédents. À signaler que la monnaie européenne affiche une perte de -0,55% sur les principaux marchés dans le monde

C. Travailleurs étrangers

Les salaires sont généralement versés à des travailleurs étrangers en devises fortes, qui en transfèrent une partie à leur famille dans leur pays d'origine, le reste étant souvent vendu sur le marché parallèle afin de profiter de l'excès de devises étrangères

D. Touristes

De la même manière que les expatriés. Ainsi que d'autres sources qui aident amplement à financer le marché parallèle des échanges tels que la contrebande, le commerce des armes, le terrorisme.

E. Contrefaçon des effets commerciaux

Soit en surévaluant les importations, soit en augmentant la valeur de la facture d'importation dans le but d'obtenir plus de devises ou en affaiblissant la valeur des exportations en montrant la valeur des exportations en dessous de leur valeur réelle En devises étrangères.

3.2 Les activités sur ce marché

A. Tourisme

Sachant que Chaque citoyen algérien a le droit de recevoir une fois par an une somme en devise a conte valeur d'une somme de **15 000 DA** forme d'allocation touristique ; Si l'on considère que dans ce cas (**1 euro = 139.4 DA**)², **15000 DA** correspond à **107.6 euros**,

¹BOUIRA Marché parallèle de la devise L'euro reprend à la hausse !; la dépêche Kabylie .com. consulté le 11/02/2018 à 21h30

²Direction du marketing et communication, change interbancaire ; « Cotation des chèques de voyage applicable à partir de **04/03/2018** au **10/03/2018** »

Chapitre 2 : le marché parallèle

ce qui est très faible par rapport aux dépenses du touriste: location à l'auberge, frais de restauration, Etc. Cela fait que le touriste a recours au marché parallèle pour obtenir la monnaie forte qui couvre toutes ses dépenses pendant son voyage

B. Frais de mission et formation à l'étranger

Les missions et la formation bénéficient du financement de leurs institutions, mais cette dernière est jugée insuffisante compte tenu des besoins des bénéficiaires, qui recourent au marché parallèle des devises fortes.

C. Financement des opérations commerciales

Le marché parallèle est l'une des plus importantes sources de financement pour les opérations commerciales, en particulier celles liées aux importations.

Comme mentionné précédemment, les importateurs ont du mal à obtenir la monnaie forte nécessaire pour financer leurs opérations commerciales, et ces importateurs recourent au marché parallèle pour obtenir ce qu'ils veulent de la monnaie forte.

Le passage au marché parallèle est également financé par le financement de transactions illégales et le financement de la contrebande de produits de base ou de ce que l'on appelait auparavant le commerce du couffin.

4. Les effets négatifs du marché des changes parallèles

La propagation du marché noir des changes en Algérie a conduit à un important bloc de devises fortes en possession des migrants algériens est actif sur le marché noir, sans que les banques algériennes puissent les régler en comptes courants en devises fortes ou les convertir en dinars, car les taux de change dans les banques sont faibles par rapport au marché parallèle ainsi des Préférence des étrangers venant de l'étranger à dépenser leur travail sur le marché parallèle au lieu du marché officiel en raison de la différence de prix.

L'évasion d'un montant inconnu en monnaie étrangère du système bancaire public en raison des facilités préférentielles de financement en devises, qui profitent à certaines institutions privées et personnes physiques, et les revendent en dinars sur le marché parallèle et collectent la différence entre prix de vente et prix de vente.

La non-subordination du marché parallèle sur le marché parallèle, privant ainsi le trésor public d'un soutien significatif au budget de l'Etat, ce qui signifie que la perte est double pour le système bancaire et pour le Trésor public.

5. L'émergence du marché parallèle

On retrouve multiples fait favorisant instantanément et indirectement l'apparence du marché parallèle le premier était de nature économique, lié à la faiblesse de l'économie administrée à répondre aux demandes sociales, le second était de nature politique en rapport avec la détermination du régime d'accroître sa base sociale. Ainsi, la rareté et la rente se trouvaient intérieurement liées dans la structuration du marché administré.

Chapitre 2 : le marché parallèle

La faiblesse de l'économie administré algérien à répondre aux demandes sociales, ainsi que la rareté et la rente se trouvaient intérieurement liées dans la structuration du marché administré ont favorisé l'émergence des activités marchandes en dehors du marché officiel. « L'économie parallèle est la conséquence organique du mode d'administration de l'activité économique. Elle prouve l'incapacité de l'Etat, dans une situation économique donnée, à mettre en place les mécanismes créateurs d'un seul marché. L'économie parallèle renvoie alors à la politique économique et à la nature de l'Etat ».¹

Le dernier on constate les résultats du système de contrôle des changes. Ce marché est formé dans le cas où si la banque centrale ne peut pas répondre aux demandes des citoyens sur les devises fortes,

Plus la capacité du marché parallèle augmente, plus la différence entre les taux de change officiel et parallèle augmente, ce qui encourage la vente de devises fortes sur le marché noir, ce qui permet d'accepter le taux de change élever parité pour deux raisons:

- Expansion de la version monétaire, ce qui conduit à l'existence d'entrées supplémentaires :

- La capacité ou la pénurie de biens et de services importés sur le marché local. L'expression de demande forte sur le marché parallèle: (Dette extérieure) et le paiement du service de la dette, la monnaie forte est nécessaire à d'autres fins de nature illégale avant le système de contrôle des changes. Pour financer les importations illégales et des paiements imprévus. En ajoutant l'emploi des chefs de capitale à l'étranger.

Quand on retrouve la monnaie forte sur le marché parallèle qui est en générale La présentation de la devise habituellement dérivée des habitudes d'exportation ou d'emprunt et d'autres débouchés peuvent être trouvés. Parmi des exportations de contrebande, Vente de devises fortes par (immigrants, diplomates, touristes, pension de retraite) et des factures excédentaires pour les importations

¹A. Henni, Essai sur l'économie parallèle, cas de l'Algérie, ENAG, , Alger 1991. p15

Chapitre 2 : le marché parallèle

6. La position du taux de change du dinar : face à la domination d'un marché de change parallèle

6.1 La position du taux de change du dinar

Depuis l'émission de la monnaie nationale en 1964, le taux de change est géré administrativement et caractérisé par stabilité : le dinar algérien remplace le nouveau franc français par l'équivalent de 1 DA= 1 FF, mais le taux de change du dinar reste lié au franc français jusqu'à l'effondrement de Brettons Wood le changement introduit en 1971 vers le système flottant fixé à un panier de devises.

La gestion du taux de change du dinar de cette manière a conduit à la détermination d'un coût administratif et non économique de la monnaie forte. Dans le sens où le prix de la monnaie forte en dinars n'a aucune relation comme il est supposé être un outil et une efficacité de l'économie nationale,

Ainsi, le taux de change du dinar a été séparé de la réalité économique et a entraîné un comportement irrationnel dans l'utilisation des ressources rares, à savoir, la monnaie forte.

Cette situation a également donné deux valeurs pour le premier taux de change du dinar déterminé administrativement par les autorités monétaires et la seconde est déterminée sur le marché parallèle ou le marché noir, et le tableau suivant démontre cela.

Tableau n° 13 : Taux de change officiel et parallèle en Algérie par rapport au Franc français (1970-1987).

Unité: FF/DA

Rubrique	1970	1974	1977	1980	1987
Marché officiel	1.0	1.0	1.3	0.62	0.80
Marché parallèle	1.0	1.1	1.5	2.0	4.0

Source : Hichem CHIALI : « les variations du taux de change réel influencent-elles l'inégalité des revenus entre zones urbaines et rurales en Algérie », Université de Montréal, Décembre 2003.P5.

En effet, l'Algérie finançait les déficits budgétaires par la création monétaire, provoquant ainsi une surliquidité monétaire dans l'économie et l'incapacité des entreprises publiques à rembourser leurs dettes du fait de leur très faible productivité, ce qui a accru les tensions inflationnistes, longtemps contenues par un système de contrôle des prix.

Après la chute soudaine des prix du pétrole en 1986, dont les recettes représentent le principal fournisseur de devises étrangères du pays, a conduit à l'apparition d'une crise grave caractérisée par un double saut dans le budget de l'Etat, en particulier la balance des paiements, L'Algérie avait comme programme à la Banque centrale, fin 1992, la

Chapitre 2 : le marché parallèle

convertibilité ¹ du dinar. Ceci, il faut le noter, alors que le contexte économique était au plus bas. En 1990 et 1991, en effet, l'Algérie ployait sous le poids de la dette dont le service représentait respectivement 66,4% et 74,0% des recettes d'exportations ² avec de plus, des réserves de change d'un niveau extrêmement bas soit 0,77 milliard et 1,61 milliard de dollars respectivement, en incluant la distribution du prêt convertible total pour le dinar en 1993.

Tableau n° 14: Taux de change officiel et parallèle en Algérie par rapport au dollar américain (1990-2000).

Unité: EU/DA

	1990	1991	1994	1996	1997	1999	2000
Marché officiel	8,96	18,47	35,06	54,75	57,71	66,57	75,26
Marché parallèle	32,57	41,22	127,4	127,6	129,7	75,00	81,25

Source : MADOUNI Mourad, Le mésalignement du taux de change réel du dinar algérien ; thèse de doctorat, université Tlemcen, 2014-2015, p104

Nous constatons que le taux de change évolue constamment, qu'il s'agisse du prix officiel ou du prix parallèle: cette hausse continue de la valeur de l'échange DA/ \$ se traduit par une détérioration de la valeur de la monnaie nationale année après année.

Tableau n° 15: Taux de change officiel et parallèle en Algérie par rapport à l'euro (2001-2016).

Unité: Euro /DA

	2001	2002	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2016
Marché officiel	72	78	86	96	93.60	99.70	107	101	93	106	103	103	106	115
Marché Parallèle	85	96	120	94.5	100	105	120	125	127	142	150	141	170	189

Source: <http://www.devisesdz.com>

¹ « L'histoire secrète d'une monnaie ! pourquoi le Dinar Algérien n'est pas convertible? », <https://fr.linkedin.com> consulté le 15/02/2018a 22h35

² Hichem CHIALI : « les variations du taux de change réel influencent-elles l'inégalité des revenus entre zones urbaines et rurales en Algérie », Université de Montréal, Décembre 2003.P9

Chapitre 2 : le marché parallèle

Le taux de change était stable à partir de 2005. La valeur des devises sur le marché parallèle était de 94,5 DA contre 96 DA sur le marché officiel, ce qui peut être attribué à la loi des autorités algériennes qui interdisait l'importation de voitures étrangères. Qui dépasse l'âge de 3 ans, en plus de la décision contenue dans la loi de finances de 2004, qui prévoit de porter le capital des sociétés d'importation à 20 millions de DA, ce qui signifie une demande insuffisante pour cette monnaie sur le marché parallèle,

Nous constatons que le taux de change informel a de nouveau augmenté entre 2007 et 2013 en raison de l'évolution du niveau international, dont le plus important est la hausse de la valeur de l'euro par rapport au dollar, augmentation due également à l'augmentation des salaires de nombreuses catégories de travailleurs du secteur public. En salaires rétroactifs, en leur donnant plus d'espace à dépenser.

Par contre Entre fin juin 2014 et fin mai 2016, le dinar a connu une faible dépréciation face à l'euro ¹ .13,2% alors que le prix du pétrole a baissé de 55%.» Il s'agit d'un ajustement nécessaire suite à l'effondrement du prix du pétrole. Durant les deux années passées, on retient que le gouvernement a bien établie et convenablement la situation en dépréciation du dinar, en suite avec le nouveau responsable de la politique monétaire Mr Baba Ammi-Loukal a totalement stabilisé, voire légèrement amélioré, la valeur officielle du dinar, en prenant, au passage, complètement à opposer les recommandations des institutions financières internationales. A fin décembre 2016, les cours de change est de 115 dinars pour un euro,

La crainte de la flambé du taux qui était prévoyait par les autorités algérienne a vu le jour en date de 26 septembre 2017 ou l'euro a franchi la barre des 200 dinars sur le marché parallèle ; évidemment. Quand le taux de change atteint les sommets, ils remarquent une baisse des transactions, et cela persiste à nos jours.

6.2. Prix au comptant du support de dette

Le commerce au comptant à une dimension importante dans le taux de change parallèle et avant l'exposition à cette dimension, nous commencerons à exposer le taux de change effectif réel:

Taux de change réel: Le taux de change effectif réel est théoriquement défini comme le prix relatif des biens échangés contre des marchandises Il n'existe pas de mesure ou de mesure uniforme du calcul du taux de change réel il prend en compte le degré de concurrence pour les marchandises.

Taux de change réel et échange hors trésorerie: Le taux de change non monétaire peut être défini comme le taux de change réel qui distingue le taux de change réel actuel de son prix d'équilibre, donc le taux de change d'équilibre dépend lui-même de facteurs structurels et macroéconomiques.

¹ "En 2017, le dinar va faire le «grand écart» Par Hassan Haddouche.<http://www.algerie-focus.com/2017/01/2017-dinar-va-faire-grand-ecart-hassan-haddouche/> consulté le 18/02/2018 à 11h58

Chapitre 2 : le marché parallèle

Une intervention non monétaire ¹peut être observée lorsque la monnaie locale est valorisée au-dessus de sa valeur, ce qui entrave l'activité commerciale et le développement économique, ce qui les conduit à appliquer un certain type de contrôle des changes ou d'autres politiques protectionnistes.

"L'une des méthodes utilisées pour caractériser un courtier en espèces est de calculer le taux de change parallèle entre le degré de déviation et l'écart par rapport au taux de change réel, lorsque le taux de change est supérieur à sa valeur.

Le tableau suivant montre le taux de criminalité du marché parallèle en pourcentage du taux de change officiel: l'Algérie est considérée comme ayant un taux pénal très élevé, soit quatre fois le prix officiel en 1985-1989 et deux fois en 1990-1997.

Tableau n°16 : Le taux de criminalité du marché parallèle en pourcentage du taux de change officiel

	1974- 1970	1979- 1974	1984- 1980	1989- 1985	1997- 1990
Algérie	%51	%96	%242	%379	%194

Source: K.Sokkat and achg lahcen , jim 2000

Tableau n° 17 : Le degré de manipulation hors caisse par rapport aux devises étrangères

	1974- 1970	1979- 1974	1984- 1980	1989- 1985	1997- 1990
Algérie	-9,14	-1,10	-3,76	2,12	6,77

Source: K.Sokkat and achg lahcen , jim 2000 .

Les résultats du tableau montrent que le taux de change réel est supérieur à sa valeur, c'est-à-dire que le dinar algérien est supérieur à sa valeur sur la période 1970-1984-1997.

¹ABDERZAK BENHABIB, M.BEN BOUZIANE, TAHER ZIANI « Marché de change informel et désalignement, le cas de dinars Algérien », Faculté des Sciences Economiques Tlemcen, p 88.

Chapitre 2 : le marché parallèle

6.3 La politique de dévaluation du dinar et la domination du marché parallèle

Selon l'étude de M. camil Sari dans la province française de Montreux, il a conclu que la dévaluation du dinar est un fait indéniable, qu'elle est effectuée en Algérie de manière graduelle et progressive afin de redéfinir les prix. Est toujours dominant et significatif.

Il a expliqué que l'économie exige une hausse du taux de change du dinar après avoir enregistré le déclin de la monnaie européenne et la baisse du dinar contre le dollar, parce que la mesure du dinar est effectuée selon le principe du « panier de devises », le dinar est mesuré par un panier dans lequel l'euro est d'environ 40 % et le dollar 40 %. Après les autres monnaies telles, la sterling, couronne danoise...

En fait, la Banque d'Algérie suit l'évolution ¹du taux de change également sur le marché parallèle parce qu'elle est influente, et nous avons enregistré que le dinar a récemment diminué, et la différence entre le taux de change officiel et parallèle : s'est élargie. Etant L'Algérie bénéficiant d'un confort financier et d'une abondance en devise forte, les importations ont également connu un taux de croissance moyen d'environ 15% entre 2010 et 2011. Par conséquent, les autorités ont entamé une réduction progressive du dinar, afin de rapprocher le taux de change officiel du taux parallèle ;

L'économiste a souligné que "L'Etat a porté le poids de l'augmentation des salaires et des transferts sociaux estimés à 25 milliards de dollars", va-t-il ajouté. "La dévaluation du dinar, une mesure déjà prise par les gouvernements et derniers, vise à absorber une partie de l'inflation, Parce que nous réduisons la valeur de la monnaie nationale, nous doublons le coût des importations aux concessionnaires.

D'autres propositions "si les prix du pétrole baissaient, l'Algérie recourrait à ses réserves pour éviter les pénuries, bien que le crédit documentaire n'ait pas réussi à réduire les importations, car ce mécanisme était une demande occidentale, privée française,

pour assurer que la source française reçoive son argent. Cependant, le crédit documentaire n'est pas nécessairement un choix idéal pour l'importateur, car il augmente les coûts des importations et augmente le temps de traitement des opérations commerciales. "

Le gouvernement algérien ne parle pas officiellement de réduire le dinar, car il est lié à la souveraineté et au sens national. Par conséquent, la réduction progressive des phases, et noté que l'euro a été estimé à 100 à 102 dinars et est devenu estimé à 104 et 108 dinars, et sur le marché parallèle, la moyenne 140 à 145 dinars, et jusqu'à 149 dinars. Mais le processus de réduction peut avoir des inconvénients, tels que l'appréciation de la monnaie.

¹K.SEKKAT , LAHCEN ACHY « The European single currency and menas manufacturer export to Europe » Fenise, Juin Review of development economic

Chapitre 2 : le marché parallèle

L'Algérie, par exemple, encourage toujours l'option de la dévaluation de la monnaie locale pour encourager les exportations, mais cette alternative ne profite pas à l'Algérie, car son économie n'est pas diversifiée .et par conséquent, la dévaluation du dinar est pas une solution parfaite pour éliminer le phénomène de la hausse continue de la demande de devises et le mouvement résultant d'être actif que vous connaissez l'Algérie, au contraire, il va augmenter les taux d'inflation et d'augmenter les prix et entraîner la détérioration du pouvoir d'achat.

En général, la dévaluation des devises est lorsque l'industrie est florissante et la production nationale et sa capacité à être en mesure d'amener autant de clients que possible et d'apporter autant que possible de sources de revenus.

7. La gestion du taux de change parallèle par les autorités algériennes

Les gouvernements algériens successifs ont pris un certain nombre de mesures pour éliminer les marchés parallèles des changes, dont les plus importants sont:

- **1995**: La législation concernant la création de "bureaux de change" et les conditions de leur délivrance, ainsi que la marge bénéficiaire obtenue Qui a été fixé à 1%
- **En 2005**, la « loi de finances » ¹comprendait un ensemble de mesures visant à lutter contre les marchés parallèles de change des points suivants :

-Augmenter le capital de l'établissement des entreprises d'importation à 20 milliards de DA, et cette procédure est appelée la disparition de beaucoup d'entre eux Les entreprises qui existaient auparavant, ce qui est censé se traduire par la baisse de la demande de devises dans Marchés parallèles de change ;

- Règlement obligatoire de domiciliation des transactions commerciales avec les banques et les empêcher de sortir des circuits bancaires officiels.

- **En 2011**, le gouvernement a pris la décision de supprimer directement tous les marchés parallèles parce que la loi ne permet pas leur existence ;

- **En 2015**, le gouvernement a recouru à la force publique pour supprimer les marchés de change parallèles, sur le plus grand marché d'échange parallèle en Algérie, connu comme "le marché des rues" ;

- **Mars 2016**: Le gouverneur ²de la Banque d'Algérie, "Mohamed Lakasse" que "le Conseil de Monnaie et de crédit » établie " Un nouveau règlement sur les conditions d'ouverture des bureaux de change garantit que la marge bénéficiaire est augmentée pour rendre son activité plus attrayante. Le gouverneur a dit « Cependant, la Banque s'efforce de "déterminer les modalités d'augmentation du plafond de l'allocation de voyage pour le tourisme, les études ou les traitements à l'étranger pour les familles". Étant donné que le plafond actuel est très modeste - mais d'une manière qui n'a pas d'impact négatif sur la balance des paiements De l'Algérie ».

¹Instruction n°08-96 du 18 décembre 1996 fixant les conditions de création et d'agrément des bureaux de change

²« Polémique sur le marché informel de la devise, bientôt les bureau de change », article, la liberté d'Algérie, <https://www.liberte-algerie.com> consulté le 17/02/2018

Chapitre 2 : le marché parallèle

8. Résultat d'après la conduite des autorités à l'encontre du marché parallèle des changes

Les différentes mesures adoptées par les autorités pour lutter contre les marchés parallèles ne sont pas parvenues, si elles sont encore largement traitées, à valoriser le dinar algérien sur ces marchés, et loin du prix officiel le dernier constat de la TSA du 22 janvier 2018 ; Le taux de change d'euro est de 205 dinars et le dollar est de 171 dinars (les prix officiels¹ sont 139 dinars et 114 dinars respectivement).

Telle Quelle est la question de savoir pourquoi les autorités n'ont pas réussi à lutter contre ces marchés? De notre point de vue, cette incapacité à éliminer ces marchés et leur activité continue peuvent s'expliquer par les facteurs suivants :

• **Faiblesse de l'allocation touristique:** le législateur algérien a déterminé la valeur de cette subvention à **15000 DA** contres d'autres monnaies étrangères, uniquement auprès des banques commerciales et des bureaux de change agréés.

Ce plafond est très faible lorsqu'il est converti en d'autres devises .au taux en vigueur et n'a pas augmenté proportionnellement, Comme indiqué dans la comparaison suivante entre 1997 et 2017.

Tableau n°18 : la comparaison d'allocation touristique (1997-2017)

1997	2017
Allocation touristique en DA = 15 000	Allocation touristique en DA =15000
Taux de change (DA/S)=57,71	Taux de change (DA/S)=105
Montant d'allocation en dollars américain =260	Montant d'allocation en dollars américain =142

Source : change manuelle banque Algérie

D'après le tableau ci-dessus, la valeur de la subvention de voyage à l'étranger (en dollars) est réduite entre 1997 et 2017 à un taux de 46%,² en raison de la détérioration de la valeur du dinar algérien. Par conséquent, cette tendance des autorités à «légaliser» les flux de fonds Sortie aux citoyens lorsque le plafond est très faible, est en commande réelle la croissance du moteur des marchés parallèles et la propagation, ce dernier est Le dernier recours pour obtenir les montants souhaités en monnaie étrangère de même ce qu'il persiste jusqu'à en 2018 en se contente d'une allocation de 105 euros. La contre-valeur de 15.000 DA,

¹ Change : les cotations du lundi 22 janvier, article, www.tsa-algerie.com consulté le17/02/2018 à 13h50

² Change : les cotations du lundi 22 janvier, article, www.tsa-algerie.com consulté le17/02/2018 à 13h50

Chapitre 2 : le marché parallèle

L'augmentation de l'allocation touristique ¹n'est pas à l'ordre du jour d'après la déclaration du Gouverneur de la Banque d'Algérie, Mohamed Loukal, en raison de la conjoncture financière difficile que connaît le pays. Il a ajouté que Les réserves de change actuelles permettent de lancer des investissements et de répondre aux besoins prioritaires de l'économie nationale, a fait savoir le même responsable, estimant que l'augmentation de l'allocation de voyage est d'ordre secondaire.

• **Les traders tiennent à profiter des gains résultant de l'écart entre le prix officiel et le prix parallèle:** la plupart des envois de fonds provenant de l'étranger (allocations de retraités ou transferts de migrants) sont dépensés sur le marché parallèle pour obtenir des montants plus élevés en dinars algériens, de marché officiel.

• **Abstinence Concernant l'établissement des bureaux de change:** Selon instruction n°08-96 du 18 décembre 1996 fixant les conditions de création et d'agrément des bureaux de change, 46 bureaux ont été autorisés à ouvrir, dont 13 ont été retirés à la demande des concessionnaires concernés et 27 ont été annulés par les tuteurs pour cause de désaccord. Refuser de créer ces bureaux.

• **L'échec de la répression par la force publique:** Si le recours à la force publique vise à préserver le prestige de l'État et du droit, c'est une mesure inefficace qui a échoué dans des expériences antérieures telles que « l'ex-Union soviétique », où les marchés répriment et réapparaissent. De plus, l'existence de moyens de communication modernes tels que le "téléphone mobile" conduit à la création de points de vente secrets pour compléter la livraison et la réception aux yeux des autorités.

Selon nous, les autorités algériennes, à travers les différentes mesures et actions prises, n'ont pas été traitées comme « malmenées » mais ont essayé de traiter leurs « Symptômes ». L'origine de l'inclination est « une censure sévère » du change, Et en limitant et en légitimant les flux financiers des résidents à l'étranger, bien qu'il n'y ait pas de raisons légitimes à cela étant donné la situation macroéconomique généralement acceptée, la faiblesse de l'endettement extérieur et la solvabilité financière externe ; Les réserves de change, qui sont disponibles par l'Algérie en raison d'une hausse des prix du pétrole durant la dernière définie ; la solution la plus appropriée, nous croyons, pour résoudre le problème des marchés parallèles exige « l'assouplissement progressif du contrôle des changes » et non complètement supprimé, et sous que quatre propositions fondamentales, à savoir :

- ✓ Augmenter la subvention de voyage internationale à des niveaux internationalement reconnus;
- ✓ Supprimer l'écart entre les taux de change officiels et parallèles;
- ✓ Rendre les "bureaux de change" plus attractifs pour l'investissement;
- ✓ Renforcer et intensifier les sanctions imposées à toute personne qui traite des devises étrangères en dehors des cercles officiels.

Enfin, la mission d'évaluation² de l'économie algérienne encourage de nouveau à « une plus grande flexibilité du taux de change », ce qui permettrait notamment le

¹Algérie: L'augmentation de l'allocation touristique n'est pas à l'ordre du jour. Article ; www.djazairess.com/fr consulté le 17/02/2018 à 15h38

²Marché noir des devises et endettement extérieur : ce que le FMI préconise pour à l'Algérie ; www.tsa-algerie.com consulté le 17/02/2018 à 17h03

Chapitre 2 : le marché parallèle

développement du secteur privé. Sachant que la convertibilité du dinar est limitée, les administrateurs préconisent la mise en œuvre de mesures pour développer le marché des changes obligataire et réduire l'activité sur le marché parallèle.

Chapitre 2 : le marché parallèle

Conclusion

Ce chapitre portait sur l'étude de marché parallèle dans le but d'identifier les motivations qui ont conduit à l'émergence de ce phénomène et de ses implications et perspectives, notamment l'Algérie.

Dans la première section, nous avons identifié les déterminants des taux de change sur le marché parallèle et de son implication, de ces différents facteurs ce peut-elle, et reflétant ensuite les implications et les conséquences de réglementation de change,

A travers la deuxième section nous avons étaler l'émergence du marché parallèle en Algérie où nous avons discuté des raisons et des facteurs qui ont contribué à l'émergence du marché des changes parallèles et identifié les sources de financement de ce marché et les activités financées par ce marché.

Il convient de mentionner que l'imposition et le resserrement continu du «contrôle des changes» en Algérie est un facteur encourageant pour la poursuite et la croissance Marchés parallèles et création d'un environnement financier négatif qui affaiblit le climat des investissements étrangers et contribue à l'isolement de l'Algérie de son environnement financier international, et encourage le phénomène de la fuite des capitaux l'étranger à travers les canaux informels et non bancaires.

En fin parmi les résultats constatés des différentes mesures adoptées par les autorités pour lutter contre les marchés parallèles ne sont pas parvenues, a des résultats adéquats si elles sont encore largement traitées, à valoriser le dinar algérien sur ces marchés, et loin du prix officiel De notre point de vue, cette incapacité à éliminer ces marchés et leur activité continue peuvent s'expliquer par les facteurs telle ; l'abstinence d'établissement du bureau de change , ainsi l'échec de la répression par force publique et ce qui est le plus massive le contrôle de change qui donne l'ouverture aux profit pour les traders afin d'obtenir d'avantages des canaux parallèle et détériore les cours officiels ,

Ce qui manque maintenant, c'est que les autorités publiques doivent lutter contre ce marché et faire des efforts pour restreindre son expansion , l'inclure dans le domaine officiel et intégrer ses clients dans le cadre formel en ouvrant des bureaux bancaires de change officiels

Chapitre 03 : politiques de change en Algérie

Introduction

La politique de change est un phénomène qui subsiste depuis la création de la monnaie, lorsque toutes les monnaies étaient convertibles en or. Ainsi, jusqu'à l'effondrement du système de Breton Wood, la seule politique de change qui existait était la politique de change fixe.

Cependant, l'effondrement du système de Breton Wood en 1973, a permis au système de change flottant de saisir lieu, ce qui a rendu les économies des pays affaiblies aux chocs extérieurs ainsi qu'aux détournements spéculatifs. Ce risque devenu très présent, particulièrement dans les pays qui possèdent un système financier délicat, a conduit très vite les autorités monétaires de chaque pays à revoir leurs politiques de change.

La politique de change évoque toutes les décisions et les interventions des autorités monétaires sur le cours de la monnaie, afin d'atteindre les objectifs tracés ainsi que la réalisation des équilibres macro-économiques interne et externe. Afin de rendre les politiques de change plus performantes, les Etats peuvent compter sur le soutien du Fonds Monétaire International (FMI), dont le rôle est d'aider les pays qui présentent des difficultés à prohiber leur régime de change.

La politique de change est épurée avec un ensemble d'instruments plus au moins efficaces, dans le but d'atteindre les objectifs d'équilibre et de croissance.

Dans ce présent chapitre, nous exposerons une approche générale de la politique de change, en passant d'abord par une présentation de concept du taux de change ensuite d'objectif et instrument de politique de change (section1), pour arriver ensuite à l'étude des régimes de change et (section2), et en fin nous étudierons la question et l'efficacité de la dévaluation du dinar algérien.

Chapitre 03 : politiques de change en Algérie

Section 01 : politique de change

1. présentation de la politique de change

La politique de change est un ensemble d'affluences des autorités monétaires nationales en matière de change en vue de l'adoption d'un régime de change afin d'atteindre certains objectifs.

Le premier point d'une politique de change est le choix d'un régime de change, qui détermine les règles de l'intervention des autorités monétaires sur le marché des changes, et donc l'attitude du taux de change

Cependant, il faut distinguer¹ politique de change et régime de change, car « le régime de change symbolise l'engagement dans le long terme des politiques nationales d'un pays en vue d'une certaine attitude de son taux de change par rapport aux devises des autres pays. Le régime de change n'est pas un élément économique qui est changé chaque jour, chaque semaine, chaque mois ou chaque année. Un régime de change doit continuer. Il est essentiel de comprendre que le régime de change n'est pas quelque chose qui peut être modifié habituellement, parce que les entrepreneurs peuvent conduire leurs affaires simplement s'ils sont sûrs du régime des politiques dont lequel ils opèrent ».

2. L'institution chargée de l'élaboration de la politique de change

La politique de change,² comme la politique monétaire est du ressort de la Banque Centrale. Celle-ci, elles mènent leurs politiques de manière à influencer les taux de change, ainsi pour gérer leurs volatilités. Elles ont besoin de cadres d'action bien définis pour atteindre leurs objectifs. Adaptés à la situation particulière de chaque pays, comme le perfectionnement de l'attractivité des capitaux extérieurs afin de soutenir le cours de change de la monnaie. Ces cadres d'action accroissent l'efficacité de la politique de la banque centrale. Le FMI apporte son aide aux pays du monde entier sous forme de conseils et d'assistance technique dans ce domaine, comme dans beaucoup d'autres.

Les Banques Centrales créent une catégorie particulière d'entreprises publiques qui n'a pas de semblable dans les autres secteurs. La notion de Banque Centrale est très composée et évolutive, ce qui nous oblige à avancer une définition brève qui est la suivante :

Une Banque Centrale une institution d'émission monétaire qui est à la charge de politique monétaire d'un pays ou une zone, du contrôle du financement de l'économie,

¹KOUDACHE Linda ; les politiques de change et leur effet et leurs effets sur l'économie : cas de l'Algérie ; diplôme magister, université de Tizi Ouzou, 2012, p21.

² Fiche Technique ; la politique monétaire et banque centrale , FMI ; <http://www.imf.org/> consulté le 29 /04/2018 à 16h43 .

Chapitre 03 : politiques de change en Algérie

de contrôler et de gérer les systèmes de paiement et de contrôler la solidité du système bancaire et financier.

2.1 Fonctions de la Banque Centrale

Plusieurs fonctions sont attribuées à la Banque Centrale¹, vu son statut d'autorité monétaire qui n'a pas d'analogue à l'échelle nationale. Parmi ses fonctions nous mentionnerons les plus importantes :

- Prêteur en dernier ressort, par une réserve en liquidité des banques saines en période de panique bancaire. L'auditoire financière de la Banque Centrale doit être transitoire, car elle a pour seul but l'équilibre du système financier;
- Elle est émettrice des billets de banque et gérante des moyens scripturaux ;
- La Banque Centrale et ses fonctions modernes : Comme nous l'avons articulé plus haut, le concept de Banque Centrale n'est pas nettement défini, car l'évolution de ce concept n'est pas encore terminée, particulièrement dans le domaine de la protection du prix des actifs et dans celle du taux de change
- Etant autonome, elle est responsable de la politique monétaire.

2.2 La Banque Centrale et la politique de change

En ce qui concerne le taux de change, il faut distinguer entre régime de change et flottements sur les marchés de change. Le régime de change reste déterminé, dans tous les pays, par les Pouvoirs Publics, par exemple le passage d'un régime de change flottant à un régime de change fixe n'est pas du ressort de la Banque Centrale. Cependant, cette dernière a pour fonction le suivi de la politique de change et contribue sur le marché des changes si la monnaie nationale a un lien convenu ou précis avec une monnaie de référence, ceci en général avec l'accord des Pouvoirs Publics.

2.3 Intervention de la Banque Centrale sur le marché des changes

Le bilan de la Banque Centrale recense les avoirs détenus à l'actif et ses engagements au passif².

Actif	Passif
AvoirétrangersAvoirsnationaux	Dépôts des banques Monnaie fiduciaire

A l'actif du bilan, on trouve des avoirs ¹ nationaux, qui sont montrés par des obligations d'Etats ou prêts aux banques résidentes ; et des avoirs étrangers, qui sont des moyens

¹Livre II - structure, organisation et opérations de la banque centrale ; lexinter.net consulté le 06/04/2018 à 21H28 ;

² Paul KRUGMAN et Maurice OBSTFELD, op. Cit., p.494.

Chapitre 03 : politiques de change en Algérie

de paiement internationaux. Ils constituent les réserves officielles de la Banque Centrale et lui permettent d'intervenir sur le marché des changes.

Au passif, sont enregistrés les dépôts réalisés par des banques ordinaires, et la monnaie fiduciaire qui représente l'ensemble des pièces et des billets mis en circulation par la Banque Centrale. Par définition,

L'Actif d'un bilan est toujours égal au passif. Ainsi, toute bouleversement des avoirs de la Banque Centrale implique une modification de ses engagements. L'achat d'un actif par la Banque Centrale engendre une augmentation, soit de la quantité de monnaie en circulation, soit de ses engagements auprès des banques ordinaires. Aussi, la vente d'un actif engage, soit un retrait de la monnaie en circulation, soit une diminution des avoirs des banques résidentes.

De cette manière, « tout achat d'actifs² par la Banque Centrale provoque automatiquement un propagation de l'offre de monnaie et, mutuellement, toute vente provoque une diminution de l'offre de monnaie ». En agissant sur l'offre de la monnaie nationale, la Banque Centrale opère donc sur la valeur interne et externe de la monnaie. L'augmentation de l'offre de la monnaie nationale réduit sa valeur et en revanche la diminution de cette offre la fait augmenter. Ainsi, afin d'opérer sur la valeur externe de la monnaie (taux de change), la Banque Centrale doit intervenir sur le marché des changes ; en vendant des obligations étrangères, ce qui réduira l'offre de monnaie et donc augmentera le taux de change ; ou en achetant des actifs étrangers, ce qui amplifiera l'offre de monnaie et donc réduira le taux de change.

L'exercice des fonctions de la Banque Centrale lui attribue la mission de surveiller à la bonne marche du système des paiements et la stabilité du système financier ainsi que celle de conduire la politique monétaire et le suivi de la politique de change.

3. les concepts de taux de change

Le « taux de change » ou le « cours de change » est le prix d'une monnaie exprimé en une autre monnaie, c'est-à-dire, le taux de conversion d'une monnaie en une autre. Cependant, il peut être déterminé soit par rapport à une seule monnaie, soit par rapport à un panier de monnaies des pays partenaires.

3.1 les taux de change bilatéraux

Un taux de change bilatéral fait intervenir deux monnaies : la monnaie locale et la monnaie D'un pays étranger. Nous en distinguons le taux de change nominal et le taux de change réel.

¹KOUDACHE Linda ; les politique de change et leur effet et leurs effets sur l'économie : cas de l'Algérie ; diplôme magister, université de Tizi Ouzou, 2012, p24.

² Camille SARI : « Algérie et Maroc : quelles convergences économiques », Paris : Cabrera, 2011, p.17.

Chapitre 03 : politiques de change en Algérie

A. Taux de change nominal (TCN) : Le taux de change bilatéral nominal¹ est le prix d'une monnaie exprimée dans une autre par rapport à la cotation, qui donne la valeur d'une monnaie par rapport à une autre. Le taux de change bilatéral nominal est établi sur le marché des changes par confrontation entre Offre et Demande de monnaie, la cotation résulte deux type de cotation suivante :

Au certain : C'est le prix relatif de la monnaie domestique en monnaie étrangère, soit le nombre d'unités de monnaie étrangère nécessaires à une unité de monnaie domestique ;

L'incertain : C'est le prix relatif de la monnaie étrangère en monnaie domestique, soit le nombre d'unités de monnaie domestique nécessaires à un Unité de monnaie étrangère, Par exemple en Algérie, le Dinar est coté à l'incertain Contre l'Euro : EUR/DZD = 140.80. (C'est-à-dire que 1 EUR = 140.80 DZD). (06 février 2018)

Dans un système de changes flottants (libre confrontation entre O et D de monnaie), Le taux de change va varier au cours du temps il existe deux types de variations

Dépréciation de la monnaie : Lorsque le prix de la monnaie domestique en monnaie étrangère diminue, on parle d'une dépréciation de la monnaie domestique par rapport à la monnaie étrangère ;

Appréciation de la monnaie domestique : se traduit par une augmentation du taux de change de la monnaie domestique cotée au certain et par une diminution du taux de change de la monnaie domestique cotée à l'incertain.

De façon à faciliter les opérations de change, toutes les devises réalisées dans le système ont identifiées grâce à un code commun à toutes les places financières. Les signes monétaires utilisés se sont ceux normalisés au niveau internationale par L'ISO ils sont en particulier utilisés comme code pour les transactions dans le système SWIFT. L'euro, en tant que monnaie représentative d'une zone économique, fait partie des rares exceptions à cette règle puisqu'elle est simplement nommée EUR.

Voici ci-après quelques-unes des devises mondiales :

- ✓ **USD:** United States Dollar ;
- ✓ **GBP :** livre sterling;
- ✓ **CHF :** franc Suisse ;
- ✓ **CAD :** Canadian Dollar ;

La monnaie nationale Algérienne est codé **DZD** : Dinar Algérie

B. Le taux de change réel (TCR)

¹HAOUAD HADJAR SOUMIA, Essai de Modélisation du comportement du taux de change du dinar algérien 1999-2007 par la méthode AFIRMA, diplôme magistère, université de Tlemcen, 2010. P 21

Chapitre 03 : politiques de change en Algérie

On appelle taux de change réel (TCR) le taux de change nominal entre deux monnaies déflaté des prix.

Le taux de change réel donne la valeur réelle de la monnaie nationale par rapport à une monnaie étrangère. Il tient compte de l'évolution du taux de change nominal et de l'évolution du niveau général du pays considéré et d'un autre pays¹. Il s'exprime par la formule suivante :

$$\text{TCR} = \frac{\text{TCN} \times \text{Niveau général des prix à l'étranger}}{\text{Niveau général des prix locaux}}$$

Ce taux permet de mesurer le prix des biens nationaux par rapport aux prix des biens étrangers quand ils sont évalués dans une monnaie commune. Ainsi, il constitue un indicateur de l'évolution de la compétitivité-prix d'un pays par rapport à un autre.

3.2. Les taux de change effectifs

Le taux de change "effectif" d'une monnaie est un indice qui peut être construit de diverses manières par la combinaison des taux de change bilatéraux de cette monnaie. Comme les taux de change bilatéraux, il y a des taux de change effectifs nominaux et des taux de change effectifs réels.

A. Le taux de change effectif nominal (TCEN)

TCEN est une moyenne géométrique des indices des taux de change nominaux d'un pays donné par rapport aux monnaies des pays partenaires commerciaux. Pour calculer ce taux il faut passer par les étapes suivantes :

Choix d'un panier de monnaies de partenaires commerciaux dans lequel Un coefficient de pondération est affecté à chaque monnaie ; Ce coefficient peut Relater l'importance de la monnaie dans le commerce extérieur du pays

Calculer des indices de taux de change bilatéraux (nominaux) par rapport à une Année de base où L'économie nationale est supposée en équilibre. Calculer le taux de change effectif par la formule suivante:

$$\text{TCEN} = \sum (ITN_i) \alpha_i$$

ITN_i: indice de taux de change nominal de la monnaie nationale par rapport à la monnaie "i"
 α_i : coefficient de pondération pour chaque monnaie "i".

B. Le taux de change effectif réel (TCER)

¹ Michaël GOUJON «Le taux de change réel et la compétitivité», CERDI, Université d'Auvergne Novembre 2010;P 23

Chapitre 03 : politiques de change en Algérie

C'est la valeur réelle de la monnaie nationale par rapport à un panier de monnaies pondérées. Le taux de change effectif réel tient compte de l'évolution nominale de la monnaie, de l'évolution des prix dans le pays concerné et dans le reste du monde¹. Sa formule de calcul est la suivante:

$$\text{TCER} = \frac{\text{TCEN} \text{ Indice moyen prix des partenaires commerciaux}}{\text{Indice local des prix}}$$

3.3 Le Taux de Change d'équilibre

Le taux de change d'équilibre est un prix établi par l'équilibre entre l'offre et la demande de la monnaie.

C'est un taux qui donne un sens au terme " sous-évalué " et " surévalué ", il permet l'équilibre de la balance des paiements et assure la croissance à moyen terme.

La mesure du taux de change d'équilibre sert à corriger les détériorations (surévaluation Ou sous-évaluation) de long terme.

Son calcul est utile pour le besoin de stabiliser le taux de change.

4. La convertibilité et l'inconvertibilité:

Dans une situation où les prix des biens et services sont fixés (dans le cas de taux de change multiples différents à l'exportation et à l'importation ou selon le type de produit) par voie administrative et il y a ensuite régulation des quantités en soumettant toute transaction avec l'extérieur à des autorisations, on parle de monnaie non convertible. Dans les autres cas, on dit que la monnaie est convertible², lorsqu'elle est employée librement dans les transactions internationales. On distingue alors:

- La convertibilité courante, qui autorise uniquement les transactions

Courantes telles que : les exportations et importations de biens et services, transfert courants, ... on parle alors de convertibilité partielle de la monnaie. Exemple: le Dinar Algerian;

- La convertibilité financière ou totale, qui permet toutes les transactions Internationales (économiques et financières) sans autorisation, c'est le cas où les mouvements de capitaux sont libres. Exemple : le Dollar Américain, l'Euro. La proportion de pays à monnaie convertible a augmenté depuis le début des années 1990 sous l'influence du FMI. Ils adoptent soit une convertibilité totale ou partielle de leur monnaie.

5. Les objectifs et instruments de la politique de change

¹ Michaël GOUJON «Le taux de change réel et la compétitivité», CERDI, Université d'Auvergne Novembre 2010;P 24

² Paul KRUGMAN et Maurice OBSTFELD, op. Cit., p. 538.

Chapitre 03 : politiques de change en Algérie

5.1 Objectifs de la politique de change

Le taux de change ¹ joue un rôle essentiel dans la définition de la stratégie monétaire et financière d'un gouvernement. Parce que, comme vu précédemment, la valeur extérieure de la monnaie locale constitue une grandeur importante qui pèse énormément sur l'ensemble de l'économie nationale d'un pays. C'est pourquoi il n'est pas totalement abandonné aux forces du marché mais plutôt orienté vers le sens désiré par les autorités monétaires. Un mauvais choix en la matière peut être de lourdes conséquences. L'objectif le plus répandu de la politique de change est la stabilité du cours de la monnaie nationale contre les devises étrangères à un " bon niveau", autrement dit à une certaine définition du "taux d'équilibre".

Ceci assure la compétitivité prix des entreprises locales et renforce leur confiance en la monnaie locale. Les effets escomptés sont le développement des échanges commerciaux et financiers à même de stimuler la croissance économique.

De manière conjoncturelle, l'objectif de l'autorité garante de la valeur externe de la monnaie domestique peut être la sous-évaluation de la monnaie. Il s'agit d'une politique de monnaie faible visant un gain de compétitivité pour les exportations et une protection des Productions locales fortement concurrencées par les produits étrangers. L'objectif peut également être la surévaluation de la monnaie locale. Cette surévaluation réduit l'inflation importée, donne aux entreprises les meilleurs coûts et les pousse à investir pour améliorer leur compétitivité-prix. Il s'agit alors d'une politique de monnaie forte. Dans certains cas, l'objectif est peu lié à la réalité économique dans la mesure où un gouvernement peut estimer qu'il défend l'honneur national en maintenant une monnaie surévaluée. (Le niveau du taux de change) est perçu par l'opinion publique comme l'un des signes extérieurs de puissance de la nation. Avoir une devise forte est un sujet de fierté nationale".

5.2 Instrument de la politique de change

La politique de change ² met œuvre un ensemble d'instruments pour défendre le niveau du taux de change souhaité. D'une manière générale, nous en distinguons trois types :

A. Le contrôle des changes

Le contrôle des changes est un moyen permettant d'agir sur le taux de change en limitant la convertibilité de la monnaie, soit totalement ou partiellement. Néanmoins, cette démarche est aujourd'hui délaissée par de nombreux pays en développement à cause de ses effets négatifs sur les économies nationales.

A.1 Principe du contrôle des changes

¹ NORDINE MOUDENE. « Politique monétaires et politique de change : liens et adéquation - cas de l'Algérie » ; diplôme supérieur d'études bancaires –DSEB ; 2003.P38

² Dominique plihon, les taux de change ; la découverte ; 2012. P88-89

Chapitre 03 : politiques de change en Algérie

Par contrôle des changes on entend une politique monétaire qui soumet à une régulation, totale ou partielle, les opérations de paiement avec le reste du monde. Généralement, les pays qui y recourent se trouvent en manque de devises.

A.2 Objectif du contrôle des changes

Les buts recherchés par le contrôle des changes, sont une répartition des rares devises disponibles selon les plans d'Etats, la possibilité de mener, à l'abri des mouvements internationaux de capitaux, une politique économique autonome de croissance ou de stabilité, la protection contre l'inflation importée, la lutte contre la fuite des capitaux, ainsi que le soutien à l'économie intérieure en empêchant l'entrée de capitaux spéculatifs.

A.3 La réalité du contrôle des changes

Les premières mesures de grande ampleur, dans ce domaine, furent décidées par les puissances centrales durant la première guerre mondiale, dans le cadre de leur économie de guerre. Pendant la crise économique mondiale, les pays débiteurs d'abord, puis la plupart des Etats européens réglementèrent au point de faire disparaître pratiquement tout trafic libre.

En concluant des accords bilatéraux sur la base du clearing, la Suisse fût seule à pouvoir éviter le contrôle de changes même pendant la deuxième guerre mondiale, elle prit néanmoins diverses mesures pour canaliser le flux des devises.

Allégé dans les années 1950, le contrôle des changes disparut presque entièrement grâce à l'accord européen de 1958 et complètement au début des années 1970, avec le passage au taux de change flottant. Néanmoins, bien qu'il soit aboli dans les pays européens,

Le contrôle des changes constitue toujours pour certains pays, un moyen efficace pour lutter contre la fuite de capitaux et contre l'entrée massive des capitaux spéculatifs.

B. Les interventions de la banque centrale

L'intervention sur les taux de change est difficile à définir car il existe de nombreuses façons dont les autorités monétaires peuvent influencer les taux de change.

La banque centrale est capable d'influencer le cours de sa monnaie par des mesures d'intervention sur différents marchés « des changes et monétaire » ces mesures sont appliquées dans le cadre de différents régimes sauf les régimes de flottements par définition La banque centrale a le choix d'intervenir ouvertement ou secrètement encore Que le secret total ne sera jamais garanti en raison des effets de l'intervention sur les flux d'ordres ;

B.1 Intervention directe sur le marché des changes

Une intervention directe sur le marché des changes consiste à —Aller contre le vent, « lorsque la tendance pour la valeur de la monnaie nationale est à la baisse, la banque

Chapitre 03 : politiques de change en Algérie

centrale agit en rachetant sa propre monnaie contre la (les) monnaie(s) d'ancrage jusqu'à ce que le cours (cours au comptant) parvienne à son niveau ou au moins s'encadre dans la marge autorisée, si par contre la tendance est à la hausse la banque procède à la vente de sa monnaie contre celle(s) d'ancrage. Toutefois l'action affecte aussi les taux d'intérêt par le biais du marché monétaire et par conséquent le taux de change à terme ainsi que le niveau de la masse monétaire, ce qui peut avoir un effet non désiré sur l'activité économique et le niveau des prix.

B.1.1 La stérilisation¹

La stérilisation désigne l'ensemble des mesures prises par la Banque centrale afin de limiter les conséquences sur la masse monétaire suite à ses interventions sur le marché des changes. Les économistes définissent trois grands canaux par lesquels une intervention stérilisée peut avoir un impact sur le taux de change : le solde du portefeuille, l'effet de signalisation et la microstructure :

- **L'équilibre du portefeuille** : L'offre relative d'actifs influe sur la prime de risque et, partant, le taux de change, si la tendance est vers l'appréciation la banque peut exécuter en sens inverse des opérations sur les marchés d'actifs extérieurs et intérieurs afin d'annuler l'impact, ça consiste à revendre les titres (actifs) publics domestiques ce qui dégonflera l'actif total de son bilan après qu'il ait été gonflé par l'accroissement du niveau des réserves.

- **Effet de signalisation** : La banque centrale précise ses intentions au Marché ou lui fournit des informations confidentielles dont elle dispose sur l'évolution future de l'offre et de la demande de monnaie (ou encore sur la trajectoire des taux d'intérêt).

Le marché peut anticiper une spirale vertueuse, si par exemple la banque centrale montre de façon ferme et convaincante que le taux de change lui paraît trop élevé, et sa détermination à modifier ses taux directeurs si besoin, les attentes du marché provoqueront alors des ventes de la monnaie, aboutissant ainsi à la dépréciation souhaitée.

- **La microstructure**: De récentes études montrent que la microstructure du Marché (les flux d'ordres de vente et d'achat enregistrés à la minute) peut influencer sur les prix des actifs, ces flux transmettant implicitement des informations au marché. En modifiant les flux d'ordres, l'intervention de la banque centrale peut influencer sur le taux de change. De même, si l'intervention de la banque centrale réussit à modifier le taux de change, certains participants au marché peuvent suivre la tendance et amplifier l'effet de l'intervention, provoquant le sur ajustement.

Comme elle pourra enrayer l'effet sur la masse monétaire (cas d'une intervention pour défendre la parité contre une appréciation) en effectuant simultanément des swaps emprunteurs de sa monnaie c'est-à-dire échangés des prêts en devises contre des emprunts

¹HAOUAD HADJAR SOUMIA, Essai de Modélisation du comportement du taux de change du dinar algérien 1999-2007 par la méthode AFIRMA, diplôme magistère, université de Tlemcen, 2010. P 69

Chapitre 03 : politiques de change en Algérie

En monnaie locale avec des banques commerciales, ainsi l'augmentation de la masse monétaire est aussitôt compensée par une diminution de même ampleur.

B.2 Les interventions par décisions de politique monétaire

Une hausse du taux d'intérêt génère trois effets ; une augmentation de la charge de la dette publique, une réduction du revenu à cause de la hausse des coûts de production et une hausse de la demande d'actifs monétaires domestiques, les deux premiers effets conduisent à une dépréciation de la monnaie tandis que le troisième agit dans le sens de l'appréciation, l'influence nette sur le taux de change sera selon le poids de chaque effet. Que les interventions des autorités monétaires dans le marché des changes pour réduire les perturbations conduit en réalité à les transférer vers d'autres marchés.

C. Détermination et Modification de la parité

L'élément premier d'une politique de change est le choix du régime de change qui spécifie la réglementation du marché de change et la manière dont les autorités monétaires souhaitent ou souhaitent pas influencer le cours de change. C'est pourquoi il fait l'objet d'une déclaration officielle auprès du FMI, évidemment il peut être modifié mais ces changements ne peuvent pas être trop fréquents.

Comme il a été présenté le choix se fait entre régime fixe, flottant ou intermédiaire selon des critères spécifiques. Le régime fixe comme il a été noté lors de sa description ,c'est le cas où les autorités monétaires définissent rigoureusement la valeur externe de leur monnaie, dans ce cas le problème qui se pose d'emblée c'est le choix de la monnaie d'ancrage "rattachement"¹. en effet le pays peut choisir de rattacher sa monnaie à une autre monnaie, (monnaie internationale ou à celle d'un principal partenaire).ou de la rattacher à un panier de monnaies (mesure adaptée pour stabiliser le taux de change effectif.) , là aussi le choix des monnaies composantes peut se faire entre une combinaison des monnaies de ces principaux partenaires, de monnaies de rang international ou des monnaies définies par des paniers tels que les droits de tirage spéciaux DTS.

C.1 Le choix du cours officiel

Il existe une très grande variété de types de taux de change, une variété qui ne cesse de s'enrichir, à ce propos LOUKAS STEMITSIOTIS [1992] soutient que la notion du taux de change recouvre des types de taux de change qui vont du simple taux de change nominal des monnaies aux taux de change réel jusqu'aux taux de change construits exclusivement pour des besoins d'analyses économique spécialisées.

¹ Christopher M. Meissner, Nienke Oomes "Why Do Countries Peg the Way They Peg? The Determinants of Anchor Currency Choice" IMF workingpaper WP/08/132 May 2008 , pour une revue détaillée des travaux traitant du choix de monnaie d'ancrage.

Chapitre 03 : politiques de change en Algérie

Lorsqu'un pays rattache sa monnaie à une autre, il doit en déterminer la parité, s'est-il dit donner une valeur fixe à sa monnaie par rapport à la monnaie choisie, pour les régimes rigoureusement fixe (union monétaire, caisse d'émission) les autorités adoptent une politique d'ancrage nominal, pour les fixités moins rigoureuse (régimes intermédiaires) le choix peut être un ancrage réel, comme la banque centrale à la possibilité de se baser sur une référence en termes de taux de change d'équilibre

C.2 La modification de la parité

Les raisons de modification de la parité par les autorités monétaires sont nombreuses, en effet elle peut être contrainte par l'évolution de certains indicateurs ; dû à la situation économique générale ; dû aux comportements des opérateurs sur le marché des changes, d'une manière générale la modification de la parité est soit une obligation, soit un choix de politique de change.

Dans un régime rigoureusement fixe la création monétaire est étroitement liée au niveau des réserves de change, un choc d'une ampleur importante ou une situation de déséquilibre externe insoutenable incite les autorités à abandonner la parité en procédant à une dévaluation de la monnaie domestique. Un régime intermédiaire où la parité est définie sur ancrage réel, la modification de la parité est effectuée selon un calendrier préétabli par des « mini-dévaluations » à répétition pour combattre des situations d'inflation élevée.

C.2.1 La dévaluation

En change flexible la baisse ¹²¹ de la valeur de monnaie est qualifiée de dépréciation, ceci en réponse au libre jeu du marché des changes tandis qu'en change fixe et assimilés la modification de parité se fait par une décision politique des autorités monétaires, la baisse est dite dévaluation.

L'objectif principal d'une dévaluation est d'éliminer ou du moins diminuer le déficit de la balance commerciale, avec cette mesure, les gouvernements espèrent augmenter la compétitivité –prix de leurs pays, le principe est simple une dévaluation permet d'un côté le renchérissement des importations influençant ainsi le volume à la baisse et de l'autre rendre les prix des produits à l'exportation exprimés en devises moins chers influençant le volume à la hausse, toutefois la dévaluation ne serait profitable que si le gain de compétitivité est supérieur à l'effet de renchérissement des importations pour cela la condition de Marshall-Lerner-Robinson doit être remplie.

La dévaluation a des prolongements sur le plan interne de l'économie, lorsque la demande extérieure (exportations) augmente elle tire avec elle le volume de la production nationale réduisant ainsi le volume de chômage ;

L'amélioration du niveau des réserves de change dégagée par le surplus commercial permet de combler l'écart entre les valeurs initiales et courantes des encaisses réelles

¹HAOUAD HADJAR SOUMIA, Essai de Modélisation du comportement du taux de change du dinar algérien 1999-2007 par la méthode AFIRMA, diplôme magistère, université de Tlemcen, 2010. P 38

Chapitre 03 : politiques de change en Algérie

(étant donné que cette dernière s'est réduite par l'augmentation des prix nationaux ; l'arrêt des fuites des capitaux causé par les mesures de défense de la parité antérieure à la dévaluation.

Il existe un risque qu'un pays sombre dans un cercle vicieux de la dévaluation. En effet, un pays dévaluant sa monnaie afin d'améliorer son solde commercial le voit à court terme se détériorer (courbe en j), impatient, il peut alors être tenté de dévaluer de nouveau,

et ainsi d'enchaîner les dégradations, en effet la détérioration des termes de l'échange (exprimés comme le rapport : prix des exportations/prix des importations) qui en résulte favorise une inflation importée qui limite à son tour l'effet positif sur les exportations via le renchérissement de la production domestique. Alors il faut bien choisir le moment opportun pour dévaluer la monnaie:

C.2.2-La réévaluation

Les Trois motifs d'une réévaluation sont

:

- La disparité des niveaux d'inflation peut inciter le pays qui connaît un niveau important d'inflation à réévaluer pour freiner cette dernière et réaliser des gains de productivité ;

- Un pays qui reçoit des capitaux spéculatifs provoquant un excédent de sa balance des capitaux : le déséquilibre est régulé soit en diminuant les taux d'intérêt (stimulant par conséquent les tensions inflationnistes) soit en réévaluant le taux de change ;

- La réévaluation est parfois liée à la spécificité structurelle d'une économie. Caractérisée par une persistance de gain relatif de compétitivité, la balance des paiements devient de plus en plus excédentaire et la monnaie devient ainsi sous-évaluée.

L'attente d'une dévaluation future provoque une crise de la balance des paiements marquée par une brusque chute des réserves et une augmentation dans le taux d'intérêt du pays au-dessus du taux mondial, semblablement l'attente d'une réévaluation provoque une augmentation brusque des réserves extérieures en même temps qu'une baisse du taux d'intérêt du pays en dessous du niveau mondial.

Chapitre 03 : politiques de change en Algérie

Section 02 : Le régime de change

Le régime de change est un élément déterminant¹ de la politique de change car il représente le cadre d'intervention des autorités monétaires. En effet, il consiste en l'ensemble de règles qui déterminent l'intervention des autorités monétaires sur le marché des changes et donc le comportement du taux de change. Il existe une très grande variété des régimes de change qui se distribuent entre deux pôles ou extrêmes :

- Les régimes de changes fixes.
- Les régimes de change librement flottant.

1. Les régimes de change fixe

1.1 vue générale

Le régime de change fixe est un régime² dont les pouvoirs publics et les banques centrales s'efforcent à maintenir le taux de change à un certain niveau appelé " Parité " déterminé par rapport à un étalon reconnu par la communauté internationale.

Un exemple de change fixe : le système d'étalon de change-or progressivement mis en place à la suite des accords de Bretton-Wood (1944) et, reste en vigueur jusqu'à en 1973, autorisant une fluctuation limitée du cours des monnaies autour d'une parité. Chaque monnaie est convertible en dollars, eux-mêmes convertible en or.

Dans ce système le rôle de la banque centrale est essentiel, elle doit maintenir la valeur externe de la monnaie, à la parité fixe. A cet effet elle doit intervenir, sur le marché des changes afin d'ajuster l'offre de la monnaie au cours fixe et/ou assurer l'équilibre du marché.

- Si l'offre de la monnaie domestique est supérieure à la demande au cours fixe, la banque centrale achète sa monnaie en contrepartie de devises étrangères (titre des réserves de change). Ainsi le cours de la monnaie ne se dépréciera pas. Cette opération rogne les réserves de change.
- Si par contre, l'offre de la monnaie domestique est inférieure à la demande, au cours de parité, la banque centrale vend sur le marché la monnaie nationale contre des devises pour empêcher son appréciation.

Dévaluation : C'est un instrument de la politique monétaire qui en période de baisse conjoncturelle, permet de combattre la récession et la relance économique.

¹ BOUCHETA Yahia, Concepts et déterminants du Taux de Change et ses régimes ; Thèse doctorat ; université de Tlemcen 2003 », 26-29

² Article « Choix de régime de changes ; opportunité du régime de change flexible », www.imf.org, consulté le 07/02/2018 à 20h30

Chapitre 03 : politiques de change en Algérie

Elle se traduit par la diminution de la parité entre la monnaie nationale et les monnaies étrangères, elle entraîne de l'accroissement de l'offre extérieure car elle devient moins coûteuse

La Réévaluation : Consiste en une hausse de parité de la monnaie. Cette opération peut être provoquée par une accumulation d'excédent de la balance des paiements.

Elle entraîne l'accroissement de l'offre intérieure des biens et services et pénalise l'offre extérieure.

1.2. Les avantages du régime de change fixe

A. Les avantages¹

- Il permet de réduire les frais de transaction le risque de change qui tendent à Décourager les échanges et les investissements ;
- Il fournit un ancrage nominal crédible pour la politique monétaire ;
- Le régime de change fixe réduit significativement le risque de change et cela est Susceptible de favoriser les échanges et attirer les investissements internationaux qui sont avers au risque de change ;
- L'action de lutte contre l'inflation est plus " crédible " en change fixe. En effet la Banque centrale n'entend pas augmenter discrétionnairement la masse monétaire au risque de mettre en péril la parité fixée.

B. Les inconvénients

Les réserves de change du pays doivent être suffisamment importantes pour remplir son engagement de défense de parité qu'il lui incombe. Aussi pour parer aux attaques spéculatives qui risquent de détacher la parité. Or, ces réserves immobilisées auraient pu servir dans la dynamisation du commerce internationale. En plus elles sont sujettes à une dépréciation (si elles sont mal gérées).

La parité de change est exposée aux attaques spéculatives de manière permanente. La politique monétaire n'est pas autonome, elle est tirée par les problèmes de la balance des paiements dont le rééquilibrage s'effectue le truchement de pratique soit inflationniste soit déflationniste. En outre dans un contexte de mobilité parfaite des capitaux, la politique monétaire est totalement impuissante.

2. Le régime de change de flottement libre

¹ Article « Choix de régime de changes ; opportunité du régime de change flexible », www.imf.org, consulté le 07/02/2018 à 20h30

Chapitre 03 : politiques de change en Algérie

2.1 Vue générale

Dans un tel contexte, le taux de change est parfaitement flexible, la formulation de ces taux est librement déterminée par l'offre et la demande : le taux flotte au gré du marché. C'est " le flottement pur ". Théoriquement il n'y a pas de politique monétaire.

2.2. Avantages du régime de change¹ flottant

A. Les avantages

- L'indépendance de la politique monétaire due à la disparition de la contrainte extérieure ;
- Le taux de change est utilisé comme mécanisme d'ajustement pour juguler les chocs externes : lorsqu'une économie est soumise à une diminution de la demande nationale ;
- Sur ses produits, il suffit de répondre par une augmentation de la masse monétaire et une dépréciation de la monnaie. ;
- Les banques centrales ne sont pas obligées de conserver un stock important de réserves de change, d'où une meilleure allocation des ressources de la nation.

B. Les inconvénients

- La volatilité de ce taux introduit une incertitude défavorable aux échanges et investissements internationaux ;
- Même en régime de taux de change flottant les banques ne renoncent pas à la détention de réserves de change pour la défense de certains taux car elles n'accepteraient pas le voir échapper à leurs contrôles ;
- L'application de la politique monétaire peut accuser un certain laxisme susceptible d'entraîner l'économie dans une spirale inflationniste.

3. Le Régime de Change en Pays en Développement

Aucun régime ne convient à tout pays et à tout moment

Le choix de régime de change approprié est un grand débat, car il faut intervenir beaucoup de facteurs propres au pays en question.

La structure financière des pays en développement et la rigidité de leurs politiques économiques ont amené ces derniers à multiplier les mesures de contrôle sur le change.

¹Article « Choix de régime de changes ; opportunité du régime de change flexible », www.imf.org, consulté le 07/02/2018 à 20h30

Chapitre 03 : politiques de change en Algérie

En effet, après la décolonisation, la plupart des P.E.D y compris l'Algérie avaient opté pour un régime de change fixe renforcé par le recours au contrôle des changes.

Les moyens utilisés pour mener cette action sont les prohibitions, les contingentements et les licences d'importations.

En générale l'usage d'un contrôle de change répond aux motivations suivantes : □

L'allocation optimale des ressources domestiques en devises vers des investissements jugés prioritaire ;

- Limitation de la fuite des capitaux, phénomène très répandu dans ces pays en raison de l'instabilité politique et économique ;
- Défense de la parité officielle qui assure l'équilibre de la balance des paiements ;
- Protection de la production nationale contre la concurrence étrangère.

Le contrôle de change favorise le développement des transactions illicites: la restriction légale a la détention des devises par des agents économiques sauf pour des opérations essentielles au développement économique, conduit inévitablement à l'apparition d'un marché informel.

Ce dernier est alimenté par une offre de devises provenant des sources illégales (La sous facturation des exportations, la sur facturation des importations). Afin de gagné une prime de change outre l'apparition d'un marché parallèle.

Il existe d'autres conséquences négatives de la réglementation des changes sur l'économie telles que :

- La surévaluation de la monnaie nationale qui entraîne des déséquilibres de la balance courante ;
- La fuite des capitaux sous diverses formes (la sous facturation des exportations, la sur facturation des importations) ;
- L'accumulation de l'endettement extérieur du fait que l'emprunt extérieur exprimé en monnaie domestique paraissait moins chère ;
- La détérioration des termes des changes.

Il convient de noter que la tendance actuelle des P.E.D va vers la libération progressive des changes et de biens et services. Ces mesures s'inscrivent dans le cadre du programme de l'ajustement structurel proposé par le FMI dont la première directive est la dévaluation de la monnaie nationale.

4. choix de régime de change

La littérature théorique est très vaste et variée en ce qui concerne le choix du régime de change, les adeptes de chaque type de régime défendent au mieux leurs arguments. En fait tous semblent possible, chaque régime est applicable dans un contexte précis, les régimes de parité fixe permettent au pays d'atteindre une inflation plus faible comme ils leurs permettent de tricher sur les déficits insoutenables qui peuvent aboutir à une inflation lorsque la parité s'effondre

Chapitre 03 : politiques de change en Algérie

Le taux de change flexible peut permettre un ajustement en douceur des déséquilibres commerciaux ou à exacerber l'effet de la spéculation sur les flux de capitaux qui se traduira en une volatilité excessive bien que les taux de change flexible sont préférables au taux de change fixe à raison qu'ils fournissent une meilleure isolation des chocs étrangers,

Le choix du régime de change résulte à la fois des objectifs économiques du pays et des contraintes qu'il doit supporter.

Selon Engel [2000]¹ les contextes dont lesquelles chaque régime est applicable sont :
Les taux de change fixes sont plus susceptibles d'être souhaitable pour un pays s'il a peu de contrôle sur ses propres conditions monétaires.

- Le degré de mobilité du capital peut avoir ou pas de l'importance pour le choix d'un régime de change, selon la façon dont les prix des biens sont fixés. En fixant le taux de change

Les pays peuvent réduire ou éliminer le risque idiosyncratique entre eux, le risque global pour le pays de taux fixe ne peut être affecté comme il peut être augmenté.

- Les taux de change flexibles ont une propriété de stabilisation automatique, même lorsque les chocs sont de nature monétaire.

Le choix du régime de change pourrait affecter le degré d'inefficacité du monopole dans l'économie.

Section 03 : évolution de politique de change en Algérie

1. Le système de cotation de la monnaie nationale

Dans un monde de flottement général des taux de change, de nombreux pays ont cherché rattacher leur monnaie à un étalon relativement stable. A partir de 1978, chaque pays était libre d'adopter le mécanisme de formation du taux de change qui sied à ses intérêts. Dans ce paragraphe, nous proposons d'analyser les deux axes suivants : □ Le panier-devises. La méthode classique de cotation du dinar algérien durant la période D'administration du marché de change

1.1 Le panier- devises

Dès janvier 1974 l'Algérie avait abandonné le rattachement à une seule monnaie pour fixer son taux de change par rapport à un panier – devises (dollar US, FF.). Cela pour les raisons suivantes :

Sur le marché d'actif, les prix tendent à fluctuer fortement ; □ Ces fluctuations entraînent des coûts économiques réels.

Par ce procédé, l'Algérie stabilisa la valeur de sa monnaie par rapport à un panier comprenant un ensemble de devises de ses partenaires commerciaux. Les taux établis

¹ Charles Engel — Optimal exchange rate policy, the influence of price setting and asset marketl , NBER working papers N° 7889, September 2000.p 28/29.

Chapitre 03 : politiques de change en Algérie

par référence à des paniers de devises étaient exprimés en unités monétaires pour un dollar des Etats-Unis. « Le choix d'un panier devises-clés et un système de pondération assurant respectivement une certaine stabilité de la cotation du dinar et une prise en compte relative de la structure de nos paiements en devise »

Le FMI avait décidé d'unifier et de simplifier, à compter du janvier 1981, les paniers de monnaies qui déterminaient d'une part, la valeur des DTS et le taux d'intérêt servi sur le DTS, d'autre part. Ce panier se composait de cinq monnaies des cinq pays

Membres dont les exportations de biens et services avaient été les plus importantes pendant la période 1975-1979.

Tableau n° 19. Cours du DTS fixés par le FMI.

Monnaies	Ponderation en % (75/79)
Dollar EU	42
Deutsch mark	19
Francs Français	13
Yen Japonais	13
Livre Sterling	13

Source : ADOUKA LAKHDAR, Modélisation du taux de change du dinar algérien à l'aide des modèles ECM, p142

Le taux d'achat ¹et de vente de la monnaie nationale était calculé, quotidiennement, sur la base d'un panier de monnaies, selon une méthode comparable à la fixation des cours du DTS. Mais, la question de détermination de pondération nous pose un point d'interrogation

Comment ses coefficients se calculent ?

R. Abdoun* donne la réponse suivante : « Les coefficients de pondération utilisés sont Calculés sur la base d'une structure de la colonne (dépenses) de la balance des opérations courantes, chacune des monnaies du panier étant ainsi représentée par son poids dans les dépenses du compte courant ». Cette pondération reflétait l'importance relative des monnaies dans les échanges et les finances internationales. Ils étaient calculés sur la base de la valeur des exportations de biens et services des pays membres qui émettaient des monnaies, et de Montants de leurs monnaies, Officiellement détenus par les pays membres. Ces pondérations étaient révisées tous les cinq ans.

Dans ce système de pondération une monnaie en l'occurrence, le dollar des Etats-Unis, était utilisée comme monnaie de passage sur le « fixing »de Paris, elle était la cotation de référence. Cette monnaie de passage permettait de déterminer, dans le cas de dinar

¹ADOUKA LAKHDAR, Modélisation du taux de change du dinar algérien à l'aide des modèles ECM, p142

Chapitre 03 : politiques de change en Algérie

algérien, la cotation des autres monnaies du panier, en prenant en référence la valeur du jour de la cotation du taux de change de la monnaie de passage par rapport aux autres monnaies du panier DA, en tenant compte des fluctuations inter- monnaies observées sur le marché International des changes. D'après la banque d'Algérie le panier-DA était composé de 14 devises (en principe le panier devait être constitué de 16 devises), chacune des devises du panier était affectée par un taux de pondération reflétant la part de chacune de devises dans les paiements extérieurs globaux.

Tableau n° 20 : Panier de devises et système de pondération en Algérie (80-85).

Devises	Ponderation en %
Dollar Etat-Unis	40,15
Francs Français	29,2
Deutschmark	11,5
Lire Italienne	4 ,0
Livre Sterling	3,85
Franc Belge	2,5
Franc Suisse	2,25
Peseta Espagnole	2
Florins Hollondais	1,5
Dollar Canadien	0,75
Couronne Danoise	0,2
Couronne Norvegienne	0,1
SchilingAutrichien	0,5
CouronneSuedoise	1,5

Sourceⁱ ADOUKA LAKHDAR, Modélisation du taux de change du dinar algérien à l'aide des modèles ECM, p146

En tenant compte de ces pondérations, évaluées ¹par la banque centrale d'Algérie, cette dernière consultait les banques étrangères qui lui envoyaient le cours de leurs monnaies autour le jour. Des écarts avaient tirés et une pondération intervenait dans le calcul du cours du jour du dinar par rapport aux autres monnaies sur la base de pourcentage du volume de commerce extérieur que l'Algérie entreprenait avec chaque pays dont la monnaie était retenue.

De ceci, nous pouvons dire que Le rattachement du DA a un panier de devises a pour but :

- De tenir compte de ces monnaies composant le panier devises ;

¹ADOUKA LAKHDAR, Modélisation du taux de change du dinar algérien à l'aide des modèles ECM, p146

Chapitre 03 : politiques de change en Algérie

- D'empêcher les fluctuations des autres monnaies de se répercuter exagérément sur le dinar algérien.

Le principe du panier de devises permet d'atténuer les effets sur le dinar des fluctuations erratiques des devises. Il permet aussi de réduire l'impact sur les coûts d'investissements et de fonctionnement des entreprises. Le système de rattachement du DA à un panier de devises vise, donc, à atteindre un double objectif : □ Assurer une certaine stabilité de la monnaie nationale ;

- Assurer une certaine indépendance de la monnaie nationale.

D'une manière générale, le système de cotation de la monnaie nationale a deux fonctions liées l'une à l'autre :

- L'ajustement de compte courant extérieur ;
- La détermination du taux de change. Ce dernier étant doté de statut d'inconvertibilité.

1.2. Méthode classique de la cotation du dinar algérien

La banque centrale utilisait la formule suivante pour¹ calculer la cotation du dinar

16

$$\Delta M_t = \sum_{i=1}^I K_i \Delta M_i + \Delta M_{CI} = 1 \text{ Avec :}$$

ΔM_t : Variation en pourcentage de la cotation par rapport à la monnaie de passage (Dollar Américain) pour une période déterminée.

ΔM_i : Variation en pourcentage de la monnaie i

K_i : Coefficient de la pondération de la monnaie i

ΔC : part laissée à la banque centrale

$I=1,16$: Nombres de monnaies qui figurent dans le panier de devises

Pour illustrer cette formule, on va considérer que l'Algérie réalise ses échanges avec 4 pays seulement : USA, Allemagne, France et l'Angleterre. Les coefficients de pondération de la monnaie des quatre pays sont respectivement:

$$F_1 = 40,15 \%, F_2 = 11,5 \%, F_3 = 29,2 \% \text{ et } F_4 = 3,85\%$$

La monnaie de passage est le fixing de Paris, ainsi que, la cotation est à l'incertain. A la date t on a, par exemple, les valeurs de base des monnaies suivantes :

¹ ADOUKA LAKHDAR, Modélisation du taux de change du dinar algérien à l'aide des modèles ECM, thèse de doctorat, université de Tlemcen, 2010-2011. P148

Chapitre 03 : politiques de change en Algérie

1 DA = 0,9 \$US = 1,3 FF = 1,7 DM = 0,2 £ Les taux centraux sont :

$$1 \$ US = 1,4444 FF$$

$$1 DM = 0,7640 FF$$

$$1 £ = 6,5000 FF$$

A la date t+1, on calcul la nouvelle cotation de dinar algérien, en s'appuyant sur la formule suivante :

$$M(t+1) = M(t) (1+M(0))$$

Avec M(t+1) représente les taux centraux du DA, exprimés dans la monnaie de passage du système de cotation. Ces taux sont donnés comme suit :

1,2 \$ US = 2 FF ou 7 DM ou 0,35 £ A date t+1 les taux centraux deviennent :

$$1 \$US = 1,666 FF$$

$$1DM=0,285 FF$$

$$1 £= 5,71 FF$$

Le taux de variation de DA par rapport au FF est calculé comme suit :
 $\Delta DA / FF = (\Delta \$US / FF) \cdot F1 + (\Delta DM / FF) \cdot F2 + (\Delta £ / FF) \cdot F4$

$$* \Delta \$ US / FF = 1,66-1,44/1,44 = +0,153 FF$$

$$* \Delta \$ DM/ FF= 0,285-0,76/0,76= -0,6260 FF$$

$$* \Delta D £ / FF = 5,71-6,50/6,50= -0,1210 FF$$

$$\Delta DA / FF = 0,153 \cdot 40,15\% - 0,626 \cdot 11,5\% - 0,121 \cdot 3,85\%$$
$$\Delta DA / FF = -0,015$$

La variation du dinar par rapport à la monnaie de passage est égale à -0,015. On peut dire que le dinar algérien s'est déprécié de 15 % par rapport au franc français

2. Politique de change actuel

Chapitre 03 : politiques de change en Algérie

Désormais, le cours du dinar¹ sera déterminé sur un marché par le jeu de l'offre et de la demande. En effet, dans le cadre du processus de libéralisation du commerce extérieur et du régime de change initiés depuis 1994 dans le cadre du PAS, la Banque d'Algérie a institué, par le règlement n° 95-08 du 23 décembre 1995 relatif au marché des changes, un marché interbancaire de change

Selon ce règlement, le marché interbancaire est réservé aux banques et établissements financiers, intermédiaires agréés (article 2) qui sont autorisés à échanger des devises entre eux et détenir des positions de change tout en respectant en permanence :

- Un rapport maximum de 10% entre le montant de leur position long ou court de chaque devise étrangère et le montant de leurs fonds propres ;
- Un rapport maximum de 30% entre la plus élevée des sommes des positions Longues ou courtes pour l'ensemble des devises et leurs fonds propres.

La Banque d'Algérie peut intervenir sur ce marché par le moyen des recettes d'exportation des hydrocarbures dont elle est le détenteur. Cela fait d'elle le principal, voire l'unique fournisseur de devises et joue, de ce fait, un rôle dominant sur le marché interbancaire.

Les ressources des banques en devises proviennent essentiellement des opérations d'achat qu'elles effectuent sur le marché des changes ou de leur part des recettes provenant des exportations hors hydrocarbures et produits miniers (l'obligation de rétrocession des devises a été abaissée à 50% sauf pour les recettes des hydrocarbures) ou encore des montants obtenus de tout crédit financier ou d'emprunt en devises pour leur compte ou pour le compte de leur clientèle.

Toutes ces recettes sont utilisées pour compenser les besoins en devises engendrés par :

- Les opérations d'importation de biens et services effectuées par les opérateurs Economiques ;
- Le refinancement et les avances sur recettes provenant des exportations hors Hydrocarbures et produits miniers ;
- Le paiement des échéances de la dette extérieure.

Après l'abandon du contrôle des changes sur le commerce de marchandises et le Rétablissement partiel de la convertibilité courante du dinar, les banques ont été autorisées à fournir des devises aux importateurs.

¹NORDINE MOUDENE. « Politique monétaires et politique de change : liens et adéquation - cas de l'Algérie » ; diplôme supérieur d'études bancaires –DSEB ; 2003.P 82

Chapitre 03 : politiques de change en Algérie

Une seconde étape, dans le processus de convertibilité courante du dinar, est entamée à la fin 1961 lorsque la Banque d'Algérie avait délégué aux banques commerciales le pouvoir d'autoriser les paiements pour des dépenses de santé et d'éducation ainsi que pour d'autres activités à l'étranger à concurrence d'un plafond au-delà duquel elle donne son autorisation. Nous pouvons citer :

- Hospitalisation des nationaux à l'étranger ;
 - Résident devant poursuivre une scolarité à l'étranger ;
 - Candidats aux pèlerinages ; Visites parentales ;
 - Accompagnement d'un national résident devant subir des soins à l'étranger.
- D'autres restrictions ont été éliminées par l'instruction n° 08-97 du 28 août 1997 qui instituent droit de change pour les voyages à l'étranger pour un plafond de 15 000 dinars.

3. Dévaluation ou réévaluation du Dinar algérien : Quelle solution ?

3.1 La dévaluation en Algérie

Depuis les années 70, le FMI avait prévenu les autorités monétaires algériennes de la surévaluation¹ du Dinar et de la revendication de dévaluer le cours de ce dernier. Cependant la Banque Centrale d'Algérie, à l'époque, avait rejeté cette proposition en avançant certaines raisons :

- D'abord le but théorique de la dévaluation est l'incitation de la production des biens exportables, or comme la quasi-totalité des exportations algériennes sont en hydrocarbures, dont le prix est fixé par le marché mondial et décuple à toute changement (prix indéformable), la dévaluation n'aura aucun effet sur l'amélioration du rapport compétitivité-prix

- Aussi, étant donné que les importations algériennes sont ordonnées par les produits alimentaires, la dévaluation aura un effet sur l'accroissement de l'inflation, ce qui va diminuer le pouvoir d'achat des algériens.

Finalement après quelques années, notamment avec le contre choc pétrolier qui a affecté de grand fouet l'économie algérienne, les autorités monétaires en viennent à des opérations de dévaluation du Dinar depuis 1986.

3.2 Efficacité de la dévaluation en Algérie

L'industrie pétrolière étant au centre de l'économie algérienne, les prix dominants du pétrole ont eu pour effet une croissance économique assez importante, qui s'est arrêtée

¹KOUDACHE Linda ; les politiques de change et leur effet et leurs effets sur l'économie : cas de l'Algérie ; diplôme magister, université de Tizi Ouzou, 2012, p143.

Chapitre 03 : politiques de change en Algérie

en 1986, avec la chute des prix du pétrole et la dépréciation du Dollar américain (le Dinar étant aspergé, à cette époque, à un panier de devises dans le Dollar américain possédait le plus grand coefficient). Cette réalité a donc conduit à la chute de la rente pétrolière qui a mis l'Algérie face à un double déséquilibre, externe avec le déficit accru de la balance des paiements, et interne avec un déficit budgétaire excessif.

Face à cette situation, les autorités algériennes ont pris expérience de l'inadaptation de la politique de change, jusque-là adoptée, avec le nouveau contexte économique, celle-ci ne jouait pas son rôle dans l'ajustement des déséquilibres de la balance des paiements, car la parité du Dinar n'était pas réaliste et n'indiquait pas la valeur réelle de la production nationale.

C'est suite à l'observation de la surévaluation de la monnaie nationale, que les autorités monétaires algériennes procèdent enfin à la dévaluation du Dinar, d'abord de manière douce et graduelle ensuite de façon extrême (en 1991 et 1994).

Tableau n° 21 : Evolution du taux de change entre 1986-1994

Année	1986	1987	1988	1989	1990	1991	1994
Taux de change USD /DZD	4,700	4,870	6,730	8,030	12,02	18,5	36,32

Source :banqued'Algérie

Cette dévaluation ne s'arrête pas là, elle continue durant les années qui suivent, Parallèlement à une hausse du pétrole même si légère soit-elle.

Tableau n° 22 : Evolution des variables externes de l'Algérie entre 1994-1999

Années	1994	1995	1996	1997	1998	1999
Prix du pétrole (USD/baril)	16,28	17,57	21,6	19,46	12,85	17,91
Taux de change (USD/DZD)	36,32	47 ,68	54,74	57,71	58,76	66,64
Réserves de change (milliards USD)	2,62	2,11	4,23	8,05	6,84	4,41
Detteextérieure (milliards USD)	29,4	31,5	33,6	31,2	30,4	28,3

Source :banqued'algerie

En ce qui concerne les autres indicateurs extérieurs, notamment le niveau des réserves de change et le niveau de la dette extérieure, elles n'ont pas connu une importante amélioration. Ce n'est qu'avec la hausse du prix du pétrole survenu à partir des années 2000, que l'Algérie a connu une amélioration de ces indicateurs externe

Tableau n° 23 :Evolution des variables externes de l'Algérie entre 2000-2010

Années	2000	2002	2004	2006	2008	2010
Prix du pétrole (USD/baril)	27,39	25,24	38,66	65,85	99,97	80,15

Chapitre 03 : politiques de change en Algérie

Taux de change (USD/DZD)	75,3	79,7	42,1	72,6	64,6	74,3
Réserves de change (milliards USD)	11,91	23,1	43,11	77,78	143,10	162,22
Dette extérieure (milliards USD)	25,261	22,642	21,8	5,612	5,586	5,457

Source: Banque d'Algérie.

De ce qui précède, nous remarquons que l'amélioration de la position externe de L'Algérie ne s'est pas réalisée seulement grâce à la dévaluation. En effet la dévaluation est accompagnée par la montée des prix du pétrole.

Sur le plan interne, la production nationale n'est toujours pas capable de fournir aux besoins internes de la consommation, qui continue à se faire grâce aux importations. Ce qui nous amène à remettre en question l'efficacité de la dévaluation pour le cas de l'Algérie.

Tableau n° 24 : Evolution des variables externes de l'Algérie entre 2012-2016

Années	2011	2012	2014	2015	2016
Prix du pétrole (USD/baril)	112,94	112,96	100,2	53,1	45
Taux de change (USD/DZD)	72,85	77,55	86,99	100,46	109,47
Réserves de change (milliards USD)	182,22	190,66	178,94	144,13	114,14
Dette extérieure (milliards USD)	5.681	4.405	3.735	3.020	3.849

Source: Banque d'Algérie.

De ce qui s'observe, Le retournement brutal¹ du marché pétrolier, à partir de la seconde moitié de l'année 2014, s'est traduit par le premier déficit du solde global de la balance des paiements de l'Algérie. En dépit de la baisse significative des importations de biens de 11,8 %, la forte chute des prix du pétrole en 2015 de 47,1 % a porté les déficits des comptes courant et global de la balance des paiements à, respectivement, 27,3 milliards de dollars et 27,5 milliards de dollars

En ce qui concerne la dette extérieure, après l'important remboursement par anticipation en 2006, la dette extérieure totale de l'Algérie, qui a enregistré en 2015 son niveau le plus bas (3,02 milliards de dollars), a connu une légère progression pour atteindre un encours de 3,85 milliards de dollars à fin 2016.

¹ Rapport annuel banque d'Algérie 2016 ; chapitre iv « balance des paiements, position extérieure globale
Et taux de change »

Chapitre 03 : politiques de change en Algérie

Quand a Le niveau des réserves de change demeure, cependant, appréciable et représente près de 23 mois d'importation de biens et services. Ce niveau de réserves, qui classe l'Algérie parmi les vingt premiers pays qui disposent des plus importantes réserves de change au monde, a permis de lisser les effets du choc pétrolier de grande ampleur sur l'économie nationale.

Face au dollar américain, le cours moyen annuel du dinar est passé de 100,46 dinars pour un dollar en 2015 à 109,47 dinars en 2016, soit une dépréciation de 8,2 %, contre une dépréciation de 19,8 % une année auparavant

3.3 Limites de la dévaluation en Algérie

L'Algérie a procédé à des opérations¹ de dévaluation pour profiter de ses effets à savoir, la incitation de la production nationale grâce à la promotion des exportations et le accablement des importations. Cependant, dans la réalité, on assiste à un phénomène totalement différent des objectifs visés par une dévaluation.

En effet, la balance commerciale se présente toujours par la domination des exportations en hydrocarbures, alors que les autres exportations sont insignifiantes. De leur côté les importations algériennes ne cessent d'augmenter ce qui ne doit pas se réaliser lorsqu'une monnaie est dévaluée.

La situation du commerce extérieur nous informe sur la situation interne d'une économie. En effet l'importance des importations et la faiblesse des exportations hors hydrocarbures, montre bien la faiblesse de la production nationale, ainsi que la dépendance de la consommation algérienne aux produits extérieures.

Ainsi, l'économie algérienne peut être considérée comme une économie qui a donné naissance à une société de consommation qui effectue ses dépenses exclusivement grâce

À la manne pétrolière, sans quoi l'économie algérienne aurait sombré dans une crise économique profonde. C'est dans ce contexte que l'efficacité de la politique de change actuelle est remise en question, notamment la parité du Dinar qui est aujourd'hui trop faible pour permettre la relance de la production nationale. Ainsi, il y a eu un débat entre le FMI et la Banque d'Algérie afin de revoir la valeur actuelle du Dinar vers la hausse. Alors, une question se pose:

La réévaluation du Dinar peut-elle réaliser ce que la dévaluation n'a pas pu atteindre ?

A. Faut-il réévaluer le Dinar algérien

¹ KOUDACHE Linda ; les politique de change et leur effet et leurs effets sur l'économie : cas de l'Algérie ; diplôme magister, université de Tizi Ouzou, 2012, p 146.

Chapitre 03 : politiques de change en Algérie

Le Dinar Algérien reste faible comparé aux autres devises, malgré des indicateurs internes et externes qui permettent sa réévaluation. Face à cette situation, le FMI recommande à la Banque d'Algérie de réévaluer le Dinar afin d'améliorer sa situation économique, alors que la B.A refusé cette solution, car elle soutient que le TCER Du Dinar est proche de son niveau d'équilibre, et que sa réévaluation ne fera qu'accentuer le niveau des importations.

A .1 Les recommandations du FMI:

Avec des réserves de change estimées en 2016, à 114,14Mds USD, le FMI estime que la valeur du Dinar (plus de cent Dinars pour un Euro) est loin de refléter l'aisance financière du pays. Pour cette institution internationale, l'Algérie devrait surévaluer sa monnaie eu égard aux sommes colossales générées par la rente pétrolière.

Les arguments de dynamisation des exportations et de compétitivité hors hydrocarbures du gouvernement algérien ne sont pas justifiés face à la situation actuelle de l'économie algérienne car avec un Euro pour 200 Dinars, il a été impossible de dynamiser les exportations hors hydrocarbures et ce depuis de longues années malgré des assainissements

Répétés des entreprises publiques et des recapitalisations répétées des banques publiques. Pour preuve, les exportations hors hydrocarbures ne représentent que 2% des ventes algériennes entre 2010/2016. Selon le FMI, il existe en Algérie une relative aisance financière mais une stagnation relative de la croissance tirée essentiellement par les dépenses publiques du fait de la faiblesse des entrepreneurs privés nationaux et étrangers soumis à de nombreux obstacles (bureaucratie, corruption dans le système financier et foncier, etc.).

En 2016L'Algérie reste confrontée ¹à des défis importants posés par la baisse des cours pétroliers. L'activité économique a été globalement résiliente, mais la croissance s'est ralentie dans le secteur hors hydrocarbures en partie sous l'effet de la réduction des dépenses et est estimée à 2,9 %. Le taux d'inflation est passé de 4,8 % en 2015 à 6,4 % en 2016 et se chiffrait à 7,7 %, en glissement annuel,

Par ailleurs, en février 2017. Le taux de chômage s'est établi à 10,5 % en septembre 2016 et reste particulièrement élevé chez les jeunes (26,7 %) et les femmes (20,0 %). Malgré un certain redressement des finances publiques en 2016, les déficits budgétaire et courant restent larges et la dette publique a augmenté, en partie sous l'effet de la matérialisation des garanties de prêts octroyées par le gouvernement. Les réserves internationales, bien qu'encore abondantes, ont chuté rapidement. La dette extérieure reste très faible.

¹ imf.org « Le Conseil d'administration du FMI achève les consultations de 2017 au titre de l'article IV avec l'Algérie » consulté le 07/04/2018 à 21H29

Chapitre 03 : politiques de change en Algérie

D'une manière générale, cette situation est imputable à la faiblesse des réformes, bien que l'Algérie ait réussi relativement la stabilisation macro-économique, mais de façon éphémère sans les réformes institutionnelles et micro-économiques.

Aussi, le FMI estime que la réévaluation du Dinar est susceptible de contribuer à mieux adapter l'Algérie aux mutations mondiales, de dynamiser l'investissement local et d'attirer les investissements étrangers, donc facteur de création d'emplois et de croissance (les biens d'équipement et les matières premières importées coûteront moins cher). Par ailleurs, elle permettrait d'améliorer le niveau de vie des algériens. Ainsi, le FMI insiste que la réévaluation de la monnaie nationale et la conséquence qui devrait s'ensuivre, la convertibilité totale du Dinar, n'est pas un acte technique mais une décision d'une importance cruciale qui aura des incidences économiques et sociales.

A.2 Les arguments de la Banque d'Algérie:

Concernant la réponse de la Banque d'Algérie au FMI, elle insiste sur le fait que les réserves de change ne sont qu'un signe monétaire, qui ne reflète pas la situation réelle de l'économie algérienne. Le gouvernement algérien à travers la B.A, avance l'argument que la cotation actuelle de Dinar garantit la stabilité du taux change et permet aux nationaux et étrangers, par la réduction des incertitudes en matière de prix, d'encourager les exportations par le confortement de la compétitivité externe. Elle note qu'en termes de moyenne annuelle, le cours de change moyen du Dinar s'est déprécié contre le Dollar (8,2%) en 2015¹ contre une dépréciation de 19,8 % une année auparavant. Le dinar algérien s'est déprécié de 8,03 % face à l'euro, entre 2015 et 2016, affichant un cours de 121,18 dinars pour un euro en 2016 contre 111,44 dinars pour un euro en 2015.

Décembre de 2016. En effet, le cours moyen mensuel du dinar est passé de 106,39 dinars pour un euro en janvier 2014 à 107,21 en décembre de la même année et à 105,77 dinars pour un euro en avril 2015, pour entamer une tendance baissière aboutissant à 124,15 dinars pour un euro en mai 2016. La période allant de juin 2016 à décembre 2016 a été caractérisée par une appréciation sensible du dinar face à l'euro affichant en Décembre un cours de 116,99 dinars pour un euro, soit une appréciation de 6,12 % par rapport à mai 2016

En dépit de sa relative stabilité, en moyenne mensuelle, face au dollar et de son appréciation face à l'euro entre juin et décembre 2016, le cours de change annuel moyen du dinar s'est, Néanmoins, encore déprécié face à ces deux principales devises en 2016 par rapport à 2015. Il demeurerait, cependant, selon les évaluations des institutions internationales (FMI notamment), encore surévalué en termes effectif réel. Mais, en tout état de cause, la situation de profonds déséquilibres macroéconomiques, qui traduisent un excès de la demande globale sur les revenus générés par l'activité économique nationale, requiert que d'autres moyens d'ajustement, autres

¹ imf.org « Le Conseil d'administration du FMI achève les consultations de 2017 au titre de l'article IV avec l'Algérie » consulté le 07/04/2018 à 21H29

Chapitre 03 : politiques de change en Algérie

Que le seul taux de change, soient mis en œuvre. La consolidation budgétaire programmée dans un cadre budgétaire à moyen terme en est une. Mais, d'autres moyens de régulation économique devraient être mis en œuvre pour tout à la fois, réduire l'absorption et stimuler l'offre domestique de biens et services.

D'après le gouverneur de la Banque d'Algérie le Il est vrai que la chute brutale des cours pétroliers a été pour beaucoup dans le creusement des déficits mais, ce n'est pas le facteur dominant, explique le rapport annuel de la Banque d'Algérie qui rappelle que le déficit de 2014, induit par le recul des recettes pétrolières s'était produit du temps où, le prix du baril avoisinait les 100 dollars. «Cette forte vulnérabilité, que révèlent les déficits successifs des finances publiques résulte autant de la fiscalité pétrolière, de la faiblesse de la fiscalité ordinaire et de l'ampleur de la dépense publique à partir de 2010».

Même si, rien n'est perdu d'avance et, qu'à cette date, existait une épargne financière en plus d'une réserve de changes importante qui a permis de maintenir l'activité et les emplois et aussi préserver la dépense publique en plus de la bonne tenue de la rentabilité bancaire, le problème reste entier.

Aussi, l'Algérie justifie que 98% de sa production provient des ressources éphémères et la réévaluation du Dinar aurait comme conséquence directe l'explosion des importations, et une réévaluation du Dinar ne peut être envisagée que s'il ya une production hors Hydrocarbures.

Enfin, selon la Banque d'Algérie, le risque est un transfert massif de capitaux, d'autant plus qu'au niveau du marché parallèle actuel, le Dinar est échangé avec un taux de 200 Dinars pour un Euro. Ainsi, la B.A arrivé à la conclusion que la réévaluation du Dinar ne ferait que creuser cet écart.

Chapitre 03 : politiques de change en Algérie

Conclusion

Pour compléter, nous dirons que les transitions des politiques de change qu'a connu l'Algérie, étaient ordonnées par les impératifs de l'environnement extérieur. La première transition a eu lieu en 1986 lorsque la politique de change fixe a montré ses limites et sa fragilité en provoquant une crise de change, qui a alerté de la surévaluation du Dinar. Ceci a poussé les autorités algériennes à dévaluer la monnaie nationale pour dresser ses anomalies et relancer l'économie algérienne. La dévaluation a été succédée en 1995 par la libéralisation du régime de change.

Cependant, cette dévaluation n'a pas pu atteindre l'objectif final auquel elle fut construite, à savoir stimuler la production nationale et réduire les importations. En effet, le commerce extérieur algérien est toujours dominé par les exportations en hydrocarbures et que l'achèvement interne est toujours satisfait par l'importation. Ceci indique de la faiblesse de la production hors hydrocarbures que l'Etat Algérien n'arrive toujours pas à encourager. De plus, il ne faut pas oublier de mentionner que la réglementation des changes actuelle est aussi un facteur de blocage du développement de la production nationale car avec la libéralisation des transactions courantes et les limitations concernant les transactions en capital, les opérateurs nationaux et étrangers distinguent exercer dans l'importation plutôt que de réaliser des investissements.

Enfin, il est à noter que la politique de change actuelle n'est pas précaire aux chocs extérieurs car elle présente des indicateurs externes défendables, avec la propriété d'importantes réserves de change et de la faiblesse de la dette extérieure.

Conclusion générale

Le travail de recherche effectué dans ce mémoire est axé autour cette question l'écart des marchés des devises entre l'officiel et l'informel, l'étude demeura à l'analyser les faits qui concoure l'écart de notre présent initiative qui nous ont conduit vers l'analyse de l'économie informelle et le marché des devise parallèle qui résulte les principales conclusions auxquelles nous aboutissons, au terme de ce travail sont les suivantes :

Dans le premier chapitre l'impact de l'économie informelle et ses implications et perspectives d'avenir, notamment dans les pays en transition. L'Algérie est l'un des pays qui a adopté le système d'économie de marché, qui a imposé à son économie les répercussions suivantes:

Augmentation des subventions et libéralisation des prix, ouverture des portes aux investisseurs privés si le gouvernement algérien veut être dans l'intérêt de l'économie nationale, Seulement en fournissant des conditions propices à la pratique activités économiques dans un environnement concurrentiel transparent,

Le deuxième chapitre nous avons examiné le marché de change parallèle en Algérie, où nous avons discuté des principales raisons et facteurs qui ont contribué à l'émergence du marché des changes parallèles, ainsi que les sources de financement de ce marché et les activités financées dans ce marché. Et les résultats du gouvernement à travers son imposition à l'encontre de ce marché persistant.

Le troisième chapitre ayant traité la politique de change, de la fixité au flottement généralisé des monnaies en 1973, les Etats ont toujours eu comme but de défendre la parité de leur monnaie nationale en adoptant des politiques de change comme moyen de stabilisation économique et d'équilibres macroéconomiques.

Aussi, le contrôle des changes adopté par l'Algérie constitue un frein pour la croissance du secteur hors hydrocarbure, car en le disposant uniquement la convertibilité courante du Dinar, les opérateurs économiques ont été incités à exercer dans l'importation, plutôt que d'investir, ce qui aurait probablement permis de créer des emplois et une richesse due à la production nationale. Ce qui nécessite nécessairement d'éliminer ou d'atténuer au moins cette écart objet de cette recherche.

Résultats de l'étude

Après cette brève présentation de la recherche et dans le contexte de l'écart entre l'officiel et l'informel des marchés des devises en Algérie, nous avons pu résumer et présenter les résultats obtenus comme suit:

-ce qui concerne l'économie informelle reste un refuge pour les jeunes chômeurs en l'absence d'investissements productifs à long terme qui ouvrent des emplois permanents et fournissent des biens et services rares sur les marchés pour freiner la contrebande et réduire le chômage ;

-Malgré les efforts déployés pour éradiquer le phénomène de l'économie informelle, ce phénomène est encore largement répandu, car l'alternative à ces activistes n'est pas disponible dans le cadre formel ;

Conclusion générale

- Malgré les efforts entre les autorités fiscales et les administrations douanières à l'intérieur et à l'extérieur du pays, qui visent à lutter contre l'évasion fiscale et la fraude fiscale, cette évasion et cette fraude existent toujours, et cela grâce à la surprenante La corruption s'est répandue parmi les agents concernés par la surveillance et d'autres.

- Le phénomène de la corruption est la base du travail en secret, et malgré la tentative de les éliminer, mais cela ne peut réussir, car ces phénomènes sont liés à la conscience et à la création professionnelle, et bien que la religion islamique nie ces phénomènes, Sont encore répandus et en expansion jusqu'à ce qu'ils soient généralement pratiqués dans tous les endroits ;

- le change du marché parallèle reste une source de devises pour fournir le fait que le gouvernement algérien n'a pas réussi à établir des bureaux de change officiels et en raison de l'absence de libéralisation du taux de change du dinar, ce qui empêche le processus et que ce marché reste un bon moyen de blanchir des fonds illicites ;

-Il y a lieu de noter enfin, que la dévaluation adoptée par l'Algérie depuis 1986 n'a été qu'une mesure de correction des distorsions de la politique de change fixe et elle n'a pas permis de réduire le volume des importations, ni de stimuler la production nationale.

Et il nous montre que la propagation de cette écart est due à plusieurs facteurs comme ils sont intégrés dans l'impact autant qu'une branche d'un problème, et il est l'absence d'une culture règle officiel algérien, en plus de l'absence d'une culture de la pensée marginale. Et par conséquent, le traitement et l'organisation de ce problème exige des efforts concertés par le gouvernement algérien.

L'apport principal de notre analyse est que l'on est capable de battre, sur certains horizons, la persistance de l'écart des marchés des devises en Algérie simple marche indéterminé, nous ne pourrions pas pour autant affirmer que le marché de change de ces monnaies, notamment celui entre la monnaie unique l'euro et le dinar répond à une logique châtie. Quant à l'ouverture du bureau de change elle ne constitue pas à elle seule la solution ; même si les textes qui les régissant sont aménagés, de toute façon il ne sera difficile de l'envisager tant que le problème des opérations effectuer par eux et celui du taux de change à appliquer ne sont pas résolu.

Sur cette base, et compte tenu de la gravité du phénomène de l'économie informelle, et l'extension du marché des devises parallèle nous avons fait quelques suggestions:

-Propositions sur la lutte contre la contrebande et les activités informelles et la commercialisation de leurs produits:

-renforcer le contrôle des marchandises importées afin de limiter les importations de produits contrefaits en modernisant les méthodes de contrôle douanier ;

-La nécessité d'appliquer les normes qui empêchent la corruption au gouvernement, aux administrations publiques, aux banques, aux entrepreneurs, aux autorités fiscales et aux douanes. En signant des accords pour lutter contre la contrefaçon et mettre en place des comités transnationaux spécialisés dans la lutte contre la contrefaçon dans le cadre de l'intégrité et de la rigueur afin de renforcer les lois et règlements relatifs à l'imitation.

-Intensifier les contrôles fiscaux. Pour augmenter les pénalités et travailler sur leur application afin de réduire les taux d'imposition.

-Resserrer le contrôle et protéger la bande frontalière

Conclusion générale

-Ouvrir des bureaux de change dans le cadre officiel, en particulier dans les hôtels et auberges de jeunesse afin de faciliter le processus de conversion, en particulier pour les étrangers.

-La création de banques commerciales algériennes à l'étranger, notamment dans les pays où il y a un grand nombre d'expatriés algériens, ce qui facilite le transfert officiel des fonds expatriés vers l'Algérie.

-Il ne s'agit pas simplement de recouvrir a des mesures répressives pour mettre fin au marché parallèle des devises, mesures qui risque de rester sans effet, faudrait procéder à l'assainissement et au renforcement par des éléments intègres des institutions en rapport direct et indirect avec le fonctionnement du marché parallèle des devises.

Bibliographie

I. Ouvrages

1. A. Henni, Essai sur l'économie parallèle, cas de l'Algérie, ENAG, , Alger 1991.
2. AHMED HENNI ; « réformes et transformations économiques en algérie » ENAG ; 1989.
3. AHMED HENNI, “ économie algérienne indépendante, “. ENAG, 1991.
4. Bader Eddine NOUIOUA « Le dinar algérien », le marché parallèle de devise, Edition CASBAH. 2016.
5. Bruno LAUTIER « L'économie informelle dans le tiers monde », la découverte, 2004.
6. Camille SARI : « Algérie et Maroc : quelles convergences économiques », Paris : Cabrera 2011.
7. Dominique plihon, les taux de change ; la découverte ; 2012.
8. François Roubaud « Economie non enregistrée par la statistique et le secteur informel dans les pays en développement. Le problème de la mesure ». Paris : ORSTOM, 1992.
9. François Roubaud ; « l'économie informelle au Mexique – de la sphère domestique a la dynamique macroéconomique ». ». Paris: Karthala; ORSTOM, 1992.
10. Fried rich Schneider & Colin c. Williams. “The shadow economy”, The Institute of Economic Affairs; 2013.
11. JEAN MARC.GUILLELMET - 1998 ; L'économie informelle comme mode de développement institutionnalise ; thèse de doctorat en science économique ,1998.
12. Jean Michel emprou, olivier weber, « regard sur l'économie illégale luxembourgeoise ». Institut internationale de la statistique et des études économique, 2014.

II. Articles et revue

1. .« L'histoire secrète d'une monnaie ! pourquoi le Dinar Algérien n'est pas convertible? », linkedin.com.
2. .Polémique sur le marché informel de la devise, bientôt les bureau de change », article, la liberté d'Algérie, .liberté-Algérie. .
3. « L'émergence et le développement de l'économie parallèle », revue d'université de Lyon.
4. « La culture de cannabis s'installe... Le kif, un plant qui pousse et qui kif » algerie360.
5. « Séminaire sur la lutte contre la corruption dans les secteurs public et privé », le soir, d'Algérie ; mai 2017.

6. Algérie - Les recettes fiscales ont augmenté de 9,2% en 2016 (ministre) ; maghrebemergent.com.
7. Algérie: L'augmentation de l'allocation touristique n'est pas à l'ordre du jour. Article ; .djazairess.com.
8. Article « Evolution du cours moyen du dinar, de 2014 à 2016 », *algerie-eco.com*.
9. Article Abdeljalil L'Abdi, « Contribution/ La corruption est-elle une fatalité insurmontable en Algérie? », Algérie focus.
10. Article Sarah Ismaïl. L'Algérie pays de transit des produits contrefaits chinois » ; TSA.
11. Aux origines du marché parallèle « ; article ; El Watan .
12. BOUIRA Marché parallèle de la devise L'euro reprend à la hausse !; la dépêche Kabylie .com.
13. BRUNO L'Autier. Revue du MAUSS, 2003 - cairn.info.
14. Change : les cotations du lundi 22 janvier, article, .tsa-algerie.
15. Contrôle des changes » .douane.gov.dz..
16. DILNOT.A and Morris. (1982) "What do we know about the black Economy in the united kingdom" (in Tanzi 1982) .sage journals.
17. Dr Abderrahmane MEBTOUL, « quelle est la réalité de la sphère informelle en Algérie? » .le matin dz.
18. En 2017, le dinar va faire le «grand écart» Par Hassan Ha douche..Algérie-focus.
19. FAWZI ADEL, « le travail domestique, les présupposés d'un concept . Revue .org.
20. Fulber Gero amoussouga ; la dévaluation du franc CFA et les marchés parallèles de change autour de la zone franc ; cas du marché de naira contre le franc CFA ; revue économique financière, 1994 .p 459-474.
21. HOCINE BENISSAD « Le taux d'inflation affiché ne correspond pas à la détérioration du pouvoir d'achat » ; El-watan.
22. Informal income opportunities and the structure of urban employment in "journal of modern African studies.
23. Jean marc lotiers, « économie informelle et tontines », Afrique histoire économique et politique 1998-2001.
24. L'ÉCONOMIE INFORMELLE au Maghreb, 2002. Own calculations based on World Bank data, Washington D.C, 2002. World Bank, 2006.
25. L'emploi informel en Algérie : tendances et caractéristiques (2001-2010) Revue MECAS N°12 Juin 2016.
26. Marché noir des devises et endettement extérieur : ce que le FMI préconise pour à l'Algérie ; .tsa-algerie.com.

27. Migration pour le travail décent, la croissance économique et le développement: le cas de l'Algérie. RAFIK BOUKLIA-HASSANE. ; Cahiers des migrations internationales no. 104. P20.
28. Par Fatma Houari « Emprunt obligataire: L'heure des bilans », Algérie.
29. Paul KRUGMAN et Maurice OBSTFELD, op. Cit. p.494.
30. Philippe Adair « Production et financement du secteur informel urbain en Algérie », Revue Economie N° 1 et Management, Université de Tlemcen, 2002, P 02.
31. Pour la première fois, des institutions officielles quantifient la taille du marché informel, livrant des données qui témoignent d'un phénomène démesuré et hors du contrôle.reporters.dz.
32. Revue européenne, Michelle Guillon, "Étrangers et immigrés en Île-de-France", thèse d'État, université Paris-I, 1992, extraits de la conclusion, pp. 479-481.
33. Revue université de Sétif, Economie & Société N° 8/2012, Chérif BEGGA « Aperçus sur la politique de gestion de taux de change en Algérie au lendemain de la transition vers la flexibilité », p18.
34. Transparency International : l'Algérie, un des pays le plus corrompus au monde » ; le matin.
35. Travailleurs non-déclarés : Des amendes pouvant aller jusqu'à 400 000 DA à l'encontre des employeurs. Algérie- Eco.

III.Rapports et etudes

1. .Algérie: Questions choisies. Rapport du FMI, No.05/52, p. 82,
2. « The equilibrium real exchange rate in a commodity Algeria's experience », IMF WORKING PAPER, July 2005, P 5.
3. Article « Choix de régime de changes ; opportunité du régime de change flexible imf.org,
4. Article « Choix de régime de changes ; opportunité du régime de change flexible.
5. Article « Choix de régime de changes ; opportunité du régime de change flexible.
6. Chômage au sens du Bureau international du travail (BIT) et principaux indicateurs sur le marché du travail -Résultats de l'enquête Emploi au troisième trimestre 2017. Institut internationale de la statistique et études économique.
7. Clive Bailey, Politiques de la sécurité sociale (SOC/POL Genève) « extension de la couverture de la sécurité sociale en Afrique » ; bureau international du travail.

8. fiche Technique ; la politique monétaire et banque centrale, FMI ; .imf.org.
9. imf.org « Le Conseil d'administration du FMI achève les consultations de 2017 au titre de l'article IV avec l'Algérie » .
- 10.imf.org « Le Conseil d'administration du FMI achève les consultations de 2017 au titre de l'article IV avec l'Algérie ».
- 11.K.SEKKAT, LAHCEN ACHY « The European single currency and menas manufacturer export to Europe » Fenise, Juin Review of development economic.
- 12.Le Conseil national économique et social CNES.
- 13.Livre II - structure, organisation et opérations de la banque centrale ; lexinter.net.
- 14.Rapport annuel banque d'Algérie 2016 ; chapitre iv « balance des paiements, position extérieure globale et taux de change ».
- 15.Rapport de CNES, Le secteur informel-illusions et réalités, 24ème Session Plénière.2004.
- 16.Rapport de la banque mondiale ; « la hausse des taxes affecte la croissance ».

IV.Memoires ET theses

1. . ADOUKA LAKHDAR, Modélisation du taux de change du dinar algérien à l'aide des modèles ECM,
2. .BENBOUZIANE, A, BENHABIB, T. ZIANI, ‘marché de change informel et désalignement : cas du dinar algérien’’, laboratoire MECAS, les cahiers du MECAS, n°1 Avril 2005, p 121.
3. .NORDINE MOUDENE. « Politique monétaires et politique de change : liens et adéquation. - cas de l'Algérie » ; diplôme supérieur d'études bancaires –DSEB ; 2003.
4. ABDERZAK BENHABIB, M.BEN BOUZIANE, TAHER ZIANI « Marché de change informel et désalignement, le cas de dinars Algérien », Faculté des Sciences Economiques Tlemcen.
5. Ali benkadour, Étude du taux de change réel, thèse de doctorat, université de Tlemcen .2012.
6. BOUCHETA Yahia, Concepts et déterminants du Taux de Change et ses régimes ; Thèse doctorat ; université de Tlemcen 2003 ».
7. Charles Engel — Optimal exchange rate policy, the influence of price setting and asset marketl , NBER working papers N° 7889, September 2000.

8. Christopher M. Meissner, Nienke Oomes "Why Do Countries Peg the Way They Peg? The Déterminants of Anchor Currency Choice" IMF workingpaper WP/08/132 May 2008, pour une revue détaillée des travaux traitant du choix de monnaie d'ancrage.

9. FATIHA TALAHITE « les réformes et transformation économiques en Algérie », université de paris, science économique et de gestion ; p 66.

10. HAOUAD HADJAR SOUMIA, Essai de Modélisation du comportement du taux de change du dinar algérien 1999-2007 par la méthode AFIRMA, diplôme magistère, université de Tlemcen, 2010.

11. Hichem CHIALI : « les variations du taux de change réel influencent-elles l'inégalité des revenus entre zones urbaines et rurales en Algérie », Université de Montréal, Décembre 2003.

12. KOUDACHE Linda ; les politique de change et leur effet et leurs effets sur l'économie : cas de l'Algérie ; diplôme magister, université de Tizi Ouzou, 2012.

13. Michaël GOUJON «Le taux de change réel et la compétitivité», CERDI, Université d'Auvergne Novembre 2010.

14. Ramzi Mohammad, « L'économie parallèle en Tunisie Angle différent », université de Tunisie.

V. Site internet

1. Algérie focus
2. cairn.info
3. capalgerie.dz
4. lexinter.net
5. maghrebemergent.com
6. reporters.dz
7. Revue .org
8. transparency.org
9. ww.algerie360.com
10. www.algerie-eco.com
11. www.cnes.dz
12. www.imf.org
13. www.insee.fr
14. www.mf.gov.dz
15. www.tsa-algerie.com

VI. Instructions et notes

1. Direction du marketing et communication, change interbancaire.
2. Journal officiel Algérie
3. Instruction No.79/95 du 27 décembre 1995 portant organisation et fonctionnement du marché interbancaire des changes.
4. Instruction n°08-96 du 18 décembre 1996 fixant les conditions de création et d'agrément des bureaux de change.